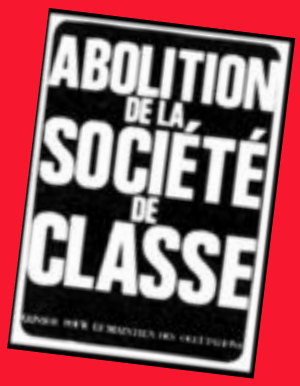
Mai 68

et

la perspective révolutionnaire



Le mouvement des étudiants en France contre le CPE

La perspective du communisme

Courant
Communiste
International

Table des matières

Introduction 1

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

Le mouvement étudiant dans le monde dans les années 1960 2

Fin de la contre-révolution, reprise historique du prolétariat mondial 10

1968 au Japon : le mouvement étudiant et les luttes ouvrières 19

Comme en France, il y a 40 ans, un mai 68 se produisait en Afrique, au Sénégal 23

1968 en Allemagne : au delà du mouvement de protestation, la quête d'une société nouvelle 26

Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France (extraits) 32

Perspective du communisme

Pourquoi le communisme est nécessaire et possible 38

Introduction

Cette brochure est constituée d'un recueil d'articles publiés dans notre presse à l'occasion de la commémoration des 40 ans de Mai 68.

La première partie relate les événements qui se sont déroulés en France et à l'échelle internationale ainsi que leur signification historique : la fin de la longue période de contre-révolution qui s'est abattue sur le prolétariat suite à la défaite de la première vague révolutionnaire de 1917-23 et l'ouverture d'un nouveau cours aux affrontements de classe.

La deuxième partie est constituée par un article publié dans notre *Revue internationale* nº 136 sur les mouvements de la jeunesse scolarisée, notamment en Grèce en décembre 2008, et qui sont significatifs de l'entrée d'une nouvelle génération de la classe ouvrière sur la scène de l'histoire. Une génération qui se trouve confrontée aujourd'hui à la perspective de la précarité de l'emploi et du chômage massif.

La troisième partie de cette brochure rassemble une série d'articles sur la perspective du communisme publiés également sur notre site Internet. Ces articles montrent pourquoi le communisme est devenu une nécessité et une possibilité matérielles face à la faillite de l'économie capitaliste. Ils mettent également en lumière les raisons pour lesquelles, seule la classe ouvrière est en mesure de changer le monde.

Les événements de Mai 1968 avaient marqué le retour de la crise ouverte de l'économie capitaliste. Quarante ans après la plus grande grève de l'histoire, la faillite du système capitaliste s'est révélée au grand jour avec les faillites bancaires en chaîne et l'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle récession encore plus profonde que les précédentes. Il est devenu de plus en plus évident que ce système moribond n'a plus aucun avenir à offrir à l'humanité et aux nouvelles générations de la classe ouvrière.

C'est pour cela que les luttes ouvrières, de même que les luttes des étudiants et des lycéens partout dans le monde, ne font que confirmer toute la validité des analyses que le CCI a toujours mises en évidence : face à l'effondrement de l'économie mondiale, le prolétariat est toujours en marche vers sa propre perspective révolutionnaire.

Le développement du chômage et des attaques contre toutes les conditions de vie de la classe ouvrière, de même que le déchaînement de la barbarie guerrière dans les pays périphériques, ne peuvent que continuer à balayer le mythe d'un capitalisme "à visage humain" et les dernières illusions sur la possibilité de réformer ce système décadent.

C'est aux nouvelles générations de la classe ouvrière qu'il revient de reprendre le flambeau des combats menés par leurs aînés en sachant en tirer les principaux enseignements pour que la future vague révolutionnaire mondiale soit victorieuse et permette l'édification d'une nouvelle société sans classe, sans guerre et sans exploitation : la société communiste mondiale.

Ce sont ces nouvelles générations qui doivent faire vivre dans la pratique de leurs combats massifs et solidaires le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Courant communiste international
(janvier 2009)

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DANS LE MONDE DANS LES ANNÉES 1960

En janvier 1969, lors de l'inauguration de son premier mandat de Président des États-Unis, Richard Nixon avait déclaré : "Nous avons appris enfin à gérer une économie moderne de façon à assurer sa croissance continue". Avec le recul, on peut voir à quel point un tel optimisme a été cruellement démenti par la réalité : dès le début de son second mandat, à peine quatre ans plus tard, les États-Unis allaient connaître leur récession la plus violente depuis la Seconde Guerre mondiale, une récession qui allait être suivie de nombreuses autres, de plus en plus graves. Mais il faut reconnaître que, dans le domaine de l'optimisme hors de propos, Nixon avait été précédé un an auparavant par un autre chef d'État autrement plus expérimenté que lui : le général De Gaulle, Président de la République française depuis 1958 et chef de la "France libre" lors de la Seconde Guerre mondiale. Le Grand Homme, dans ses vœux à la nation n'avait-il pas déclaré : "L'année 1968, je la salue avec sérénité". Il n'a pas fallu attendre quatre ans pour que cet optimisme soit balayé ; quatre mois ont suffi pour que la sérénité du Général cède la place au plus grand désarroi. C'est vrai que De Gaulle devait faire face non seulement à une révolte étudiante particulièrement violente et massive mais aussi, et surtout, à la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier international. C'est donc peu de dire que 1968 n'a pas été une année "sereine" pour la France : ce fut même, et elle reste à ce jour, l'année la plus agitée depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais il n'y a pas que la France qui ait connu des soubresauts d'importance au cours de cette année, loin de là. Deux auteurs qu'on ne peut soupçonner de "franco-centrisme", l'anglais David Caute et l'américain Mark Kurlansky sont clairs à ce sujet : *"1968 fut l'année la plus turbulente depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des soulèvements en chaîne affectèrent l'Amérique et l'Europe de l'Ouest, gagnèrent jusqu'à la Tchécoslovaquie ; ils remirent en cause l'ordre mondial de l'après-guerre"* [1]. *"Aucune année n'avait encore ressemblé à 1968 et il est probable qu'il n'y en aura jamais d'autre pareille. En un temps où les nations et les cultures étaient encore séparées et très distinctes* (…) *un esprit de rébellion s'est enflammé spontanément aux quatre coins du globe. Il y avait eu d'autres années de révolution : 1848, par exemple, mais contrairement à 1968, les événements étaient restés circonscrits à l'Europe…"* [2].

Quarante ans après cette "année chaude", alors que dans un certain nombre de pays on assiste à un déferlement éditorial et télévisuel massif à son sujet, il appartient aux révolutionnaires de revenir sur les principaux événements de cette année, non pas pour en faire un récit détaillé ou exhaustif [3] mais pour en dégager la véritable signification. En particulier, il leur appartient de porter un jugement sur une idée très répandue aujourd'hui qui figure d'ailleurs sur la page 4 de couverture du livre de Kurlansky : *"Qu'ils soient historiens ou politologues, les spécialistes en sciences humaines du monde entier s'accordent à dire : il y a un avant et un après 1968"*. Disons tout de suite que nous partageons entièrement ce jugement mais certainement pas pour les mêmes raisons que celles qui sont généralement invoquées : la "libération sexuelle", la "libération des femmes", la remise en cause de l'autoritarisme dans les relations familiales, la "démocratisation" de certaines institutions (comme l'Université), les nouvelles formes artistiques, etc. En ce sens, cet article se propose de mettre en évidence ce qui, pour le CCI constitue, le véritable changement opéré au cours de l'année 1968.

A côté de toute une série de faits assez considérables en eux-mêmes (tel, par exemple, l'offensive du Têt du Vietcong en février qui, si elle a été finalement repoussée par l'armée américaine, a mis en évidence que celle-ci ne parviendrait jamais à gagner la guerre au Vietnam ou bien encore l'intervention des chars soviétiques en Tchécoslovaquie en août), ce qui marque l'année 1968, comme le soulignent Caute et Kurlansky, c'est bien cet "esprit de rébellion qui s'est enflammé spontanément aux quatre coins du globe". Et dans cette remise en cause de l'ordre régnant, il importe de distinguer deux composantes d'inégale amplitude et, aussi, d'inégale importance. D'une part, la révolte étudiante qui a frappé la presque totalité des pays du bloc occidental, et qui s'est même propagée, d'une certaine façon, dans des pays du bloc de l'Est. D'autre part, la lutte massive de la classe ouvrière qui, cette année-là, n'a touché fondamentalement qu'un seul pays, la France.

Dans ce premier article, nous allons aborder uniquement la première de ces composantes non pas qu'elle soit la plus importante, loin de là, mais parce qu'elle précède, pour l'essentiel, la seconde et que cette dernière, en elle même, revêt une signification historique de premier plan allant bien au delà de celle des révoltes étudiantes.

Le mouvement étudiant dans le monde…

C'est dans la première puissance mondiale que vont se dérouler, à partir de 1964, les mouvements les plus massifs et significatifs de cette période.

1) David Caute, *1968 dans le monde*, Paris, Laffont, 1988 ; traduit de Sixty-Eight, *The Year of the Barricades*, London, Hamilton, 1988 ; également paru aux États-Unis sous le titre : *The Year of the Barricades : A Journey through 1968*, New York, Harper & Row, 1988.

2) Mark Kurlansky, *1968 : l'année qui ébranla le monde*, Paris, Presses de La Cité, 2005 ; traduit de *1968 : The Year That Rocked the World*, New York, Ballantine Books, 2004.

3) Un certain nombre de nos publications territoriales a déjà ou va publier des articles sur les événements qui se sont déroulés dans leurs pays respectifs.

C'est plus précisément à l'université de Berkeley, dans le nord de la Californie, que la contestation étudiante va prendre, pour la première fois, un caractère massif. La revendication qui, la première, mobilise les étudiants est celle du "free speech movement" (mouvement pour la liberté de parole) en faveur de la liberté d'expression politique dans l'enceinte de l'université. Face aux recruteurs de l'armée américaine qui ont pignon sur rue, les étudiants contestataires veulent pouvoir faire de la propagande contre la guerre du Vietnam et aussi contre la ségrégation raciale (c'est un an après la "marche pour les droits civiques" du 28 août 1963 à Washington où Martin Luther King a prononcé son fameux discours "I have a dream"). Dans un premier temps, les autorités réagissent de façon extrêmement répressive, notamment avec l'envoi des forces de police contre les "sit-in", l'occupation pacifique des locaux, faisant 800 arrestations. Finalement, début 1965, les autorités universitaires autorisent les activités politiques dans l'université qui va devenir un des principaux centres de la contestation étudiante aux États-Unis, alors que c'est notamment avec le slogan de "nettoyer le désordre à Berkeley" que Ronald Reagan est élu, contre toute attente, gouverneur de Californie fin 1965. Le mouvement va se développer massivement et se radicaliser dans les années suivantes autour de la protestation contre la ségrégation raciale, pour la défense des droits des femmes et surtout contre la guerre du Vietnam. En même temps que les jeunes américains, surtout les étudiants, fuient massivement à l'étranger pour éviter d'être envoyés au Vietnam, la plupart des universités du pays sont touchées par des mouvements anti-guerre massifs et des émeutes se développent dans les ghettos noirs des grandes villes (la proportion des jeunes Noirs parmi les soldats envoyés au Vietnam est très supérieure à la moyenne nationale). Ces mouvements de protestation sont souvent réprimés avec férocité ; ainsi, fin 1967, 952 étudiants sont condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir refusé de partir au front et le 8 février 1968, trois étudiants sont tués en Caroline du Sud lors d'une manifestation pour les droits civiques.

L'année 1968 est celle où les mouvements connaîtront leur plus grande ampleur. En mars, des étudiants noirs de l'université Howard à Washington occupent les locaux pendant 4 jours. Du 23 au 30 avril 1968, l'université de Columbia, à New York, est occupée, en protestation contre la contribution de ses départements aux activités du Pentagone et en solidarité avec les habitants du ghetto noir voisin de Harlem. Un des éléments qui a radicalisé le mécontentement est aussi l'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril, qui avait été suivi de nombreuses et violentes émeutes dans les ghettos noirs du pays. L'occupation de Columbia est un des sommets de la contestation étudiante aux États-Unis qui va relancer de nouveaux affrontements. En mai, 12 universités se mettent en grève pour protester contre le racisme et la guerre au Vietnam. La Californie s'embrase pendant l'été, avec notamment de violents affrontements opposant des étudiants aux policiers à l'Université de Berkeley pendant deux nuits, ce qui va conduire le gouverneur de Californie, Ronald Reagan, à déclarer l'état d'urgence et le couvre feu. Cette nouvelle vague d'affrontements va connaître ses moments les plus violents entre le 22 et le 30 août à Chicago, avec de véritables émeutes, lors de la Convention du Parti démocrate.

Les révoltes des étudiants américains se propagent au cours de la même période en de nombreux autres pays

Sur le continent américain, lui-même, c'est au Brésil et au Mexique que les étudiants sont les plus mobilisés.

Au **Brésil**, les manifestations anti-gouvernementales et anti-américaines ponctuent l'année 1967. Le 28 mars 1968, la police intervient lors d'une réunion d'étudiants, faisant un mort parmi eux, Luis Edson, et plusieurs blessés graves, dont un meurt quelques jours plus tard. L'enterrement de Luis Edson, le 29 mars, donne lieu à une importante manifestation. De l'université de Rio de Janeiro, qui se met en grève générale illimitée, le mouvement s'étend à l'université de Sao-Paulo, où des barricades sont érigées. Les 30 et 31 mars, de nouvelles manifestations ont lieu dans tout le pays. Le 4 avril, 600 personnes sont arrêtées à Rio. Malgré la répression et les arrestations en série, les manifestations sont quasi quotidiennes jusqu'en octobre.

Quelques mois après, c'est le **Mexique** qui est touché. Fin juillet, la révolte étudiante éclate à Mexico et la police réplique en employant des tanks. Le chef de la police du "district fédéral" de Mexico justifie ainsi la répression : il s'agit de faire barrage à "un mouvement subversif" qui "tend à créer

une ambiance d'hostilité envers notre gouvernement et notre pays à la veille des Jeux de la XIX^{e} Olympiade". La répression se poursuit et s'intensifie. Le 18 septembre, la cité universitaire est occupée par la police. Le 21 septembre, 736 personnes sont arrêtées lors de nouveaux affrontements dans la capitale. Le 30 septembre, l'université de Veracruz est occupée. Le 2 octobre, enfin, le gouvernement fait tirer (en utilisant des forces paramilitaires sans uniformes) sur une manifestation de 10 000 étudiants, sur la place des Trois-Cultures à Mexico. Cet événement, qui restera dans les mémoires comme le "massacre de Tlatelolco", se solde par au moins deux cents morts, 500 blessés graves, et 2000 arrestations. Le président Díaz Ordaz a ainsi fait en sorte que les Jeux Olympiques puissent se dérouler "dans le calme" à partir du 12 octobre. Cependant, après la trêve des Jeux olympiques, les étudiants reprendront le mouvement pendant plusieurs mois.

Le continent américain n'est pas seul à être touché par cette vague de révoltes étudiantes. En fait, ce sont TOUS les continents qui sont concernés

En Asie, le **Japon** est le théâtre de mouvements particulièrement spectaculaires. De violentes manifestations contre les États-Unis et la guerre du Vietnam, menées principalement par la Zengakuren (Union nationale des comités autonomes des étudiants japonais), ont lieu dès 1963 et tout au long des années 60. A la fin du printemps 1968, la contestation estudiantine investit massivement les écoles et les universités. Un mot d'ordre est lancé : "transformons le Kanda *[quartier uni-*

versitaire de Tokyo] en Quartier latin". En octobre, le mouvement, renforcé par les ouvriers, atteint son apogée. Le 9 octobre, à Tokyo, Osaka et Kyoto, des heurts violents entre policiers et étudiants se soldent par 80 blessés et 188 arrestations. La loi anti-émeute est remise en vigueur et 800 000 personnes descendent dans la rue pour protester contre cette décision. En réaction à l'intervention de la police dans l'université de Tokyo pour mettre fin à son occupation, 6000 étudiants se mettent en grève le 25 octobre. L'université de Tokyo, le dernier bastion encore entre les mains du mouvement, tombe à la mi-janvier 1969.

En Afrique, deux pays se distinguent, le Sénégal et la Tunisie.

Au **Sénégal**, les étudiants dénoncent l'orientation à droite du pouvoir et l'influence néo-coloniale de la France, et demandent la restructuration de l'université. Le 29 mai 1968, la grève générale des étudiants et des ouvriers est sévèrement réprimée par Léopold Sédar Senghor, membre de "l'Internationale socialiste", avec l'aide de l'armée. La répression fait 1 mort et 20 blessés à l'université de Dakar. Le 12 juin, une manifestation d'étudiants et de lycéens dans les faubourgs de Dakar se solde par une nouvelle victime.

En **Tunisie**, le mouvement a débuté en 1967. Le 5 juin, à Tunis, lors d'une manifestation contre les États-Unis et la Grande-Bretagne, accusés de soutenir Israël contre les pays arabes, le centre culturel américain est mis à sac et l'ambassade de Grande-Bretagne attaquée. Un étudiant, Mohamed Ben Jennet, est arrêté et condamné à 20 ans de prison. Le 17 novembre, les étudiants manifestent contre la guerre du Vietnam. Du 15 au 19 mars 68, ils se mettent en grève et manifestent pour obtenir la libération de Ben Jennet. Le mouvement est réprimé par des arrestations en série.

... en Europe...

Mais c'est en Europe que le mouvement étudiant connaîtra ses développements les plus importants et spectaculaires.

En Grande-Bretagne, l'effervescence commence dès octobre 1966 dans la très respectable "London School of Economics" (LSE), une des Mecque de la pensée économique bourgeoise, où les étudiants protestent contre la nomination comme président d'un personnage connu pour ses liens avec les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Par la suite, la LSE continue à être affectée par des mouvements de protestation. Par exemple, en mars 1967, il y a un sit-in de cinq jours contre des mesures disciplinaires qui conduit à la formation d'une "université libre", à l'image des exemples américains. En décembre 1967 des sit-in ont lieu à la Regent Street Polytechnic et au Holborn College of Law and Commerce, avec la revendication, dans les deux cas, d'une représentation étudiante dans les institutions de direction. En mai et juin 1968 ont lieu des occupations à l'université d'Essex, au Hornsey College of Art, à Hull, Bristol et Keele suivi d'autres mouvements de protestation à Croydon, Birmingham, Liverpool, Guildford, et au Royal College of Arts. Les manifestations les plus spectaculaires (qui impliquent de nombreuses personnes d'horizons divers et avec des approches également variées) sont celles protestant contre la guerre du Vietnam : en mars et octobre 1967, en mars et octobre 1968 (cette dernière étant la plus massive), qui toutes donnent lieu à de violents affrontements avec la police avec des centaines de blessés et d'arrestations devant l'ambassade américaine à Grosvenor Square.

En **Belgique**, dès le mois d'avril 1968, les étudiants descendent à plusieurs reprises dans la rue, pour clamer leur opposition à la guerre du Vietnam et demander une refonte du fonctionnement du système universitaire. Le 22 mai, ils occupent l'Université libre de Bruxelles, la déclarant "ouverte à la population". Ils libèrent les locaux fin juin, après la décision du Conseil de l'Université de prendre en compte certaines de leurs revendications.

En Italie, dès 1967, les étudiants multiplient les occupations d'universités et les heurts avec la police sont réguliers. L'université de Rome est occupée en février 1968. La police évacue les locaux, ce qui décide les étudiants à s'installer dans la faculté d'architecture, dans la Villa Borghese. Des affrontements violents, connus sous le nom de "bataille de Valle Giulia", ont lieu avec les forces de l'ordre, qui chargent les étudiants. Parallèlement, on assiste à des mouvements spontanés de colère et de révolte dans des industries où le syndicalisme est faible (usine Marzotto en Vénétie), ce qui conduit les syndicats à décréter une journée de grève générale dans l'industrie qui est massivement suivie. Finalement, les élections de mai donneront le coup d'arrêt de ce mouvement qui avait commencé à décroître dès le printemps.

L'**Espagne** franquiste, connaît une vague de grèves ouvrières et d'occupations d'universités dès 1966. Le mouvement prend de l'ampleur en 1967 et se poursuit tout au long de 1968. Étudiants et ouvriers montrent leur solidarité, comme lorsque le 27 janvier 1967, 100 000 ouvriers manifestent en réaction à la répression brutale d'une journée de manifestation à Madrid, qui a poussé les étudiants, réfugiés dans l'immeuble des Sciences économiques, à combattre la police pendant 6 heures. Les autorités répriment par tous les moyens les contestataires : la presse est contrôlée, les militants des mouvements et syndicats clandestins sont arrêtés. Le 28 janvier 1968, le gouvernement instaure une "police universitaire" dans chaque université. Cela n'empêche pas l'agitation étudiante de reprendre, contre le régime franquiste et aussi contre la guerre du Vietnam, ce qui contraint les autorités à fermer "sine die" l'Université de Madrid en mars.

De tous les pays d'Europe, c'est en **Allemagne** que le mouvement étudiant est le plus puissant.

Dans ce pays, il s'est formé une "opposition extraparlementaire" à la fin de 1966, notamment en réaction contre la participation de la Social-démocratie au gouvernement, se basant en particulier sur des assemblées étudiantes de plus en plus nombreuses se tenant dans les universités et animées par des discussions sur les buts et les moyens de la protestation. Suivant l'exemple des États-Unis, de nombreux groupes universitaires de discussion se forment ; en tant que pôle d'opposition aux universités bourgeoises "établies", une "Université critique" est constituée. Une vieille tradition de débat, de discussions dans des assemblées générales publiques, revit. Même si beaucoup d'étudiants sont attirés par des actions spectaculaires, l'intérêt pour la théorie, pour l'histoire du mouvement ouvrier refait surface et, avec cet intérêt, le courage d'envisager le renversement du capitalisme. Beaucoup d'éléments expriment l'espoir de l'émergence d'une nouvelle société. Dès ce moment-là, à l'échelle internationale, le mouvement de protestation en Allemagne est considéré comme le plus actif dans les discussions théoriques, le plus profond dans ces discussions, le plus politique.

Parallèlement à cette réflexion, de nombreuses manifestations ont lieu. La guerre du Vietnam constitue évidemment le motif principal de celles-ci dans un pays dont le gouvernement apporte un plein soutien à la puis-

sance militaire américaine mais aussi qui a été particulièrement marqué par la Seconde Guerre mondiale. Les 17 et 18 février, se tient à Berlin un Congrès international contre la guerre du Vietnam suivi d'une manifestation de quelque 12 000 participants. Mais ces manifestations, débutées en 1965, dénoncent également le développement du caractère policier de l'État, notamment les projets de lois d'exception donnant à l'État la possibilité d'imposer la loi martiale dans le pays et d'intensifier la répression. Le SPD, qui a rejoint la CDU en 1966 dans un gouvernement de "grande coalition", reste fidèle à sa politique de 1918-19, lorsqu'il avait conduit l'écrasement sanglant du prolétariat allemand. Le 2 juin 1967, une manifestation contre la venue à Berlin du Shah d'Iran est réprimée avec la plus grande brutalité par l'État "démocratique" allemand qui entretient les meilleures relations du monde avec ce dictateur sanguinaire. Un étudiant, Benno Ohnesorg, est assassiné d'un coup de feu dans le dos tiré par un policier en uniforme (qui sera acquitté par la suite). Après cet assassinat, les campagnes répugnantes de diffamation contre les mouvements de protestation s'intensifient, en particulier contre leurs dirigeants. Le tabloïd à grand tirage Bild-Zeitung demande qu'on "Arrête la terreur des jeunes rouges maintenant". Lors d'une manifestation proaméricaine organisée par le Sénat de Berlin, le 21 février 1968, les participants proclament "L'ennemi du peuple nº 1 : Rudi Dutschke", le principal porte-parole du mouvement de protestation. Un passant ressemblant à "Rudi le rouge" est pris à partie par des manifestants qui menacent de le tuer. Une semaine après l'assassinat de Martin Luther King, cette campagne haineuse atteint son sommet avec la tentative d'assassinat contre Dutschke, le 11 avril, par un jeune excité, Josef Bachmann, notoirement influencé par les campagnes hystériques déchaînées par la presse du magnat Axel Springer, patron du Bild-Zeitung [4]. Des émeutes s'ensuivent qui prennent pour cible principale ce sinistre individu et son groupe de presse. Pendant plusieurs semaines, avant que les regards ne se tournent vers la France, le mouvement étudiant en Allemagne conforte ainsi son rôle de référence pour l'ensemble des mouvements qui touchent la plupart des pays d'Europe.

… et en France

L'épisode majeur de la révolte étudiante en France débute le 22 mars 1968 à l'université de Nanterre, dans la banlieue ouest de Paris. En eux-mêmes, les faits qui se sont déroulés ce jour-là n'avaient rien d'exceptionnel : pour protester contre l'arrestation d'un étudiant d'extrême-gauche de cette université soupçonné d'avoir participé à une attaque contre l'American Express à Paris lors d'une manifestation violente contre la guerre du Vietnam, 300 de ses camarades tiennent un meeting dans un amphithéâtre et 142 d'entre eux décident d'occuper pendant la nuit la salle du Conseil d'Université, dans le bâtiment administratif. Ce n'est pas la première fois que les étudiants de Nanterre manifestent leur mécontentement. Ainsi, juste un an auparavant, on avait déjà assisté dans cette université à un bras de fer entre étudiants et forces de police à propos de la libre circulation dans la résidence universitaire des filles qui était interdite aux garçons. Le 16 mars 1967, une association de 500 résidents, l'ARCUN, avait décrété l'abolition du règlement intérieur qui, entre autres, considérait les étudiantes, même majeures (de plus de 21 ans à cette époque), comme des mineures. A la suite de quoi, le 21 mars 1967, la police avait encerclé, à la demande de l'administration, la résidence des filles avec le projet d'arrêter les 150 garçons qui s'y trouvaient et qui s'étaient barricadés au dernier étage du bâtiment. Mais, le matin suivant, les policiers avaient eux-mêmes été encerclés par plusieurs milliers d'étudiants et avaient finalement reçu l'ordre de laisser sortir sans les inquiéter les étudiants barricadés. Mais, pas plus cet incident que d'autres manifestations de colère des étudiants, notamment contre le "plan Fouchet" de réforme de l'université à l'automne 1967, n'avait eu de lendemain. Il en fut tout autrement après le 22 mars 1968. En quelques semaines, une succession d'événements allait conduire non seulement à la plus forte mobilisation étudiante depuis la guerre, mais surtout à la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier international.

Avant de ressortir, les 142 occupants de la salle du Conseil décident, afin de maintenir et développer l'agitation, de constituer le Mouvement du 22 mars (M22). C'est un mouvement informel, composé au départ par des trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et des anarchistes (dont Daniel Cohn-Bendit), rejoints fin avril par les maoïstes de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léniniste (UJCML), et qui va rallier, au cours des semaines suivantes, plus de 1200 participants. Les murs de l'université se couvrent d'affiches et de graffitis : *"Professeurs, vous êtes vieux et votre culture aussi"*, *"Laissez-nous vivre"*, *"Prenez vos désirs pour des réalités"*. Le M22 annonce pour le 29 mars une journée "université critique" à l'image des actions des étudiants allemands. Le doyen décide de fermer l'université jusqu'au 1er avril mais l'agitation reprend dès sa réouverture. Devant 1000 étudiants, Cohn-Bendit déclare : *"Nous refusons d'être les futurs cadres de l'exploitation capitaliste"*. La plupart des enseignants réagissent de façon conservatrice : le 22 avril, 18 d'entre eux, dont des gens de "gauche", réclament *"les mesures et les moyens pour que les agitateurs soient démasqués et sanctionnés"*. Le doyen fait adopter toute une série de mesures répressives, notamment la libre circulation de la police dans les allées du campus alors que la presse se déchaîne contre les "enragés", les "groupuscules" et les "anarchistes". Le Parti "communiste" français lui emboîte le pas : le 26 avril,

4) Rudi Dutschke a survécu à l'attentat mais en a conservé de graves séquelles neurologiques qui sont en partie responsables de sa mort prématurée à 39 ans, le 24 décembre 1979, 3 mois avant la naissance de son fils, Rudi Marek. Bachmann a été condamné à 7 ans de prison pour tentative de meurtre. Dutschke a pris contact avec son agresseur par écrit pour lui expliquer qu'il n'avait pas de ressentiment personnel à son égard et pour tenter de le convaincre de la justesse d'un engagement socialiste. Bachmann s'est suicidé en prison le 24 février 1970. Dutschke a regretté de ne pas lui avoir écrit plus fréquemment : "la lutte pour la libération vient juste de commencer ; malheureusement, Bachmann ne pourra plus y participer…".

Pierre Juquin, membre du Comité central, vient tenir un meeting à Nanterre : *"Les agitateurs-fils à papa empêchent les fils de travailleurs de passer leurs examens"*. Il ne peut pas terminer son discours et il doit s'enfuir. Dans *l'Humanité* du 3 mai, Georges Marchais, numéro 2 du PCF, se déchaîne à son tour : *"Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car objectivement ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes"*.

Sur le campus de Nanterre, les bagarres sont de plus en plus fréquentes entre les étudiants d'extrême-gauche et les groupes fascistes d'Occident venus de Paris pour "casser du bolcho". Devant cette situation, le doyen décide le 2 mai de fermer une nouvelle fois l'université qui est bouclée par la police. Les étudiants de Nanterre décident de tenir le lendemain un meeting dans la cour de la Sorbonne pour protester contre la fermeture de leur université et contre le passage en conseil de discipline de 8 membres du M22, dont Cohn-Bendit.

Le meeting ne rassemble que 300 participants : la plupart des étudiants préparent activement leurs examens de fin d'année. Cependant, le gouvernement, qui veut en finir avec l'agitation, décide de frapper un grand coup en faisant occuper le Quartier latin et encercler la Sorbonne par les forces de police, lesquelles pénètrent dans celle-ci, ce qui n'était pas arrivé depuis des siècles. Les étudiants qui sont repliés dans la Sorbonne obtiennent l'assurance qu'ils pourront sortir sans être inquiétés mais, si les filles peuvent partir librement, les garçons sont systématiquement conduits dans des "paniers à salade" dès qu'ils franchissent le portail. Rapidement, des centaines d'étudiants se rassemblent sur la place de la Sorbonne et insultent les policiers. Les grenades lacrymogènes commencent à pleuvoir : la place est dégagée mais les étudiants, de plus en plus nombreux, commencent alors à harceler les groupes de policiers et leurs cars. Les affrontements se poursuivent dans la soirée durant 4 heures : 72 policiers sont blessés et 400 manifestants sont arrêtés. Les jours suivants, les forces de police bouclent complètement les abords de la Sorbonne alors que 4 étudiants sont condamnés à des peines de prison ferme. Cette politique de fermeté, loin de faire taire l'agitation va au contraire lui donner un caractère massif. A partir du lundi 6 mai, des affrontements avec les forces de police déployées autour de la Sorbonne alternent avec des manifestations de plus en plus suivies, appelées par le M22, l'UNEF et le SNESup (syndicat des enseignants du Supérieur) et regroupant jusqu'à 45 000 participants aux cris de *"La Sorbonne aux étudiants"*, *"Les flics hors du Quartier latin"* et surtout *"Libérez nos camarades"*. Les étudiants sont rejoints par un nombre croissant de lycéens, d'enseignants, d'ouvriers et de chômeurs. Le 7 mai, les cortèges franchissent la Seine par surprise et parcourent les Champs-Élysées, à deux pas du palais présidentiel. *L'Internationale* retentit sous l'Arc de Triomphe, là où on entend, d'habitude, *la Marseillaise* ou *la Sonnerie aux morts*. Les manifestations gagnent aussi certaines villes de province.

Le gouvernement veut donner un gage de bonne volonté en rouvrant... l'université de Nanterre le 10 mai. Le soir du même jour, des dizaines de milliers de manifestants se retrouvent dans le Quartier latin devant les forces de police qui bouclent la Sorbonne. A 21 heures, certains manifestant commencent à édifier des barricades (il y en aura une soixantaine). A minuit, une délégation de 3 enseignants et de 3 étudiants (dont Cohn-Bendit) est reçue par le recteur de l'Académie de Paris mais ce dernier, s'il accepte la réouverture de la Sorbonne, ne peut rien promettre sur la libération des étudiants arrêtés le 3 mai. A 2 heures du matin, les CRS partent à l'assaut des barricades après les avoir arrosées copieusement de gaz lacrymogènes. Les affrontements sont d'une extrême violence provoquant des centaines de blessés de part et d'autre. Près de 500 manifestants sont arrêtés. Au Quartier latin, de nombreux habitants témoignent de leur sympathie en les recueillant chez eux ou en jetant de l'eau dans la rue pour les protéger des gaz lacrymogènes et des grenades offensives. Tous ces événements, et notamment les témoignages sur la brutalité des forces de répression, sont suivis à la radio, minute après minute, par des centaines de milliers de personnes. A 6 heures du matin, "l'ordre règne" au Quartier latin qui semble avoir été balayé par une tornade.

Le samedi 11 mai, l'indignation est immense à Paris et dans toute la France. Des cortèges spontanés se forment un peu partout regroupant non seulement des étudiants mais des centaines de milliers de manifestants de toutes origines, notamment beaucoup de jeunes ouvriers ou de parents d'étudiants. En province, de nombreuses universités sont occupées ; partout, dans la rue, sur les places, on discute et on condamne l'attitude des forces de répression.

Face à cette situation, le Premier ministre, Georges Pompidou, annonce dans la soirée qu'à partir du lundi 13 mai, les forces de police seront retirées du Quartier latin, que la Sorbonne sera rouverte et que les étudiants emprisonnés seront libérés.

Le même jour, toutes les centrales syndicales, y compris la CGT (centrale dirigée par le PCF qui n'avait cessé jusque-là de dénoncer les étudiants "gauchistes"), de même que les syndicats de policiers, appellent à la grève et à des manifestations pour le 13 mai, afin de protester contre la répression et contre la politique du gouvernement.

Le 13 mai, toutes les villes du pays connaissent les manifestations les plus importantes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La classe ouvrière est présente massivement aux côtés

des étudiants. Un des mots d'ordre qui fait le plus recette est : *"Dix ans, ça suffit !"* par référence à la date du 13 mai 1958 qui avait vu le retour de De Gaulle au pouvoir. A la fin des manifestations, pratiquement toutes les universités sont occupées non seulement par les étudiants mais aussi par beaucoup de jeunes ouvriers. Partout, la parole est libérée. Les discussions ne se limitent pas aux questions universitaires, à la répression. Elles commencent à aborder tous les problèmes sociaux : les conditions de travail, l'exploitation, l'avenir de la société.

Le 14 mai, dans beaucoup d'entreprises, les discussions se poursuivent. Après les immenses manifestations de la veille, avec l'enthousiasme et le sentiment de force qui s'en sont dégagés, il est difficile de reprendre le travail comme si de rien n'était. A Nantes, les ouvriers de Sud-Aviation, entraînés par les plus jeunes d'entre eux, déclenchent une grève spontanée et décident d'occuper l'usine. La classe ouvrière a commencé à prendre le relais…

La signification des révoltes étudiantes des années 60

Ce qui caractérise l'ensemble de ces mouvements, c'est évidemment, avant tout, le rejet de la guerre du Vietnam. Mais, alors que les partis staliniens, alliés au régime de Hanoï et de Moscou, auraient dû logiquement se trouver à leur tête, tout au moins dans les pays où ils avaient une influence significative, comme ce fut le cas dans les mouvements anti-guerre lors de la guerre de Corée au début des années 1950, ce n'est nullement le cas ici. Au contraire, ces partis n'ont pratiquement aucune influence et, bien souvent, ils sont en complète opposition à ces mouvements [5]. C'est une des caractéristiques des mouvements étudiants de la fin des années 1960 qui révèle la signification profonde qu'ils recouvrent

C'est cette signification que nous allons tenter de dégager maintenant. Et pour ce faire, il est évidemment nécessaire de rappeler quels furent les principaux thèmes de mobilisation des étudiants à cette période.

Les thèmes des révoltes étudiantes des années 60 aux États-Unis…

Si l'opposition à la guerre menée par les États-Unis au Vietnam fut le thème le plus répandu et mobilisateur dans tous les pays occidentaux, ce n'est certainement pas un hasard, évidemment, si c'est d'abord dans le premier d'entre eux qu'ont commencé à se développer les révoltes étudiantes. La jeunesse américaine était confrontée de façon directe et immédiate à la question de la guerre puisque c'est elle qui était envoyée sur place défendre le "monde libre". Des dizaines de milliers de jeunes américains ont payé de leur vie la politique de leur gouvernement, des centaines de milliers d'entre eux sont revenus du Vietnam avec des blessures et des handicaps, des millions ont été marqués à vie par ce qu'ils ont vécu dans ce pays. Outre l'horreur qu'ils ont connue sur place, et qui est propre à toutes les guerres, beaucoup d'entre eux ont été confrontés à la question : "Que faisions-nous au Vietnam ?" Le discours officiel était qu'ils étaient partis défendre la "démocratie", le "monde libre" et la "civilisation". Mais la réalité qu'ils avaient vécue contredisait de façon flagrante ces discours : le régime qu'ils étaient chargés de protéger, celui de Saigon, n'avait rien de "démocratique" ni de "civilisé" : c'était un régime militaire, dictatorial et particulièrement corrompu. Sur le terrain, les soldats américains avaient beaucoup de mal à comprendre qu'ils défendaient la "civilisation" lorsqu'on leur demandait de se conduire eux-mêmes comme des barbares, terrorisant et massacrant de pauvres paysans désarmés, femmes, enfant, vieillards compris. Mais ce n'était pas uniquement les soldats sur place qui étaient révulsés par les horreurs de la guerre, c'était aussi le cas d'une partie croissante de la jeunesse américaine. Non seulement les garçons craignaient de devoir partir à la guerre et les filles d'y perdre leurs compagnons, mais tous étaient de plus en plus informés par les "vétérans" qui en revenaient, ou tout simplement par les chaînes de télévision [6], de la barbarie qu'elle représentait. La contradiction criante entre les discours sur la "défense de la civilisation et de la démocratie" dont se réclamait le gouvernement américain et ses agissements au Vietnam fut un des premiers aliments d'une révolte contre les autorités et les valeurs traditionnelles de la bourgeoisie américaine [7]. Cette révolte avait alimenté, dans un premier temps le mouvement Hippie, un mouvement pacifiste et non violent qui revendiquait le "Flower Power" (Pouvoir des fleurs) et dont un des slogans était "Make Love, not War" ("Faites l'amour, pas la guerre"). Ce n'est probablement pas un hasard si la première mobilisation étudiante d'envergure eut lieu à l'Université de Berkeley, dans la banlieue de San Francisco qui était justement la Mecque des hippies. Les thèmes et surtout les moyens de cette mobilisation avaient encore des ressemblances avec ce mouvement : emploi de "sit-in" non violents pour revendiquer le "Free Speech". Cependant, comme dans beaucoup d'autres pays par la suite, et notamment en France en 1968, la répression qui s'est déchaînée à Berkeley a constitué un facteur important de "radicalisation" du mouvement. À partir de 1967, avec la fondation du Youth International Party (Parti international de la jeunesse), par Abbie Hoffman et Jerry Rubin qui avaient fait un passage dans la mouvance de la non-violence, le mouvement de révolte s'est donné une perspective "révolutionnaire" contre le capitalisme. Les nouveaux "héros" du mouvement n'étaient plus Bob Dylan ou Joan Baez, mais des figures comme Che Guevara (que Rubin avait rencontré en 1964 à La Havane). L'idéologie de ce mouvement était des plus confuses. Elle comportait des ingrédients anarchistes (comme le culte de la liberté, notamment de la liberté sexuelle ou de la consommation des drogues) mais aussi des ingrédients staliniens (Cuba et l'Albanie étaient

5) Des mouvements d'étudiants ont également affecté des pays à régime stalinien en 1968. En Tchécoslovaquie, ils étaient partie prenante du "Printemps de Prague" promu par un secteur du parti stalinien et ne peuvent donc être considérés comme des mouvements remettant en cause le régime. Tout autre est la situation en Pologne. Des manifestations d'étudiants contestataires, déclenchées par l'interdiction d'un spectacle considéré comme anti-soviétique, sont réprimées le 8 mars par la police. Pendant le mois de mars, la tension monte, les étudiants multipliant occupation des universités et manifestations. Sous la houlette du ministre de l'Intérieur, le général Moczar, chef de file du courant des "partisans" dans le parti stalinien, ils sont réprimés brutalement en même temps que les juifs du parti sont expulsés pour "sionisme".

6) Lors de la guerre du Vietnam, les médias américains n'étaient pas assujettis aux autorités militaires. C'est une "erreur" que n'a pas renouvelée le gouvernement américain lors des guerres contre l'Irak en 1991 et à partir de 2003.

7) Un tel phénomène n'eut pas lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : les soldats américains avaient également vécu l'enfer, notamment ceux qui ont débarqué en Normandie en 1944, mais leurs sacrifices furent acceptés par la presque totalité d'entre eux et par la population grâce à l'exposition par les autorités et les médias de la barbarie du régime nazi.

considérées comme des modèles). Les moyens d'action empruntaient grandement à ceux des anarchistes, comme la dérision et la provocation. Ainsi, un des premiers faits d'armes du tandem Hoffman-Rubin fut de balancer des paquets de faux billets de banque à la Bourse de New York provoquant une ruée des occupants pour s'en emparer. De même, lors de la Convention démocrate de l'été 68, il présenta la candidature du cochon Pigasus à la présidence des Etats-Unis [8] en même temps qu'il préparait un affrontement violent avec la police.

Pour résumer les caractéristiques principales des mouvements de révolte qui ont agité les États-Unis au cours des années 1960, on peut dire qu'ils se présentaient comme une protestation à la fois contre la guerre du Vietnam, contre la discrimination raciale, contre l'inégalité entre les sexes et contre la morale et les valeurs traditionnelles de l'Amérique. Comme la plupart de ses protagonistes le constataient (en s'affichant comme des enfants de bourgeois révoltés), ce mouvement n'avait aucunement un caractère de classe prolétarien. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un de ses "théoriciens", le professeur de philosophie Herbert Marcuse, considérait que la classe ouvrière avait été "intégrée" et que les forces de la révolution contre le capitalisme étaient à trouver parmi d'autres secteurs comme les Noirs victimes de la discrimination, les paysans du Tiers-monde ou les intellectuels révoltés.

… et dans les autre pays

Dans la plupart des autres pays occidentaux, les mouvements qui ont agité le monde étudiant pendant les années 1960 présentent de fortes ressemblances avec celui des États-Unis : rejet de l'intervention américaine au Vietnam, révolte contre les autorités, notamment universitaires, contre l'autorité en général, contre la morale traditionnelle, notamment sexuelle. C'est une des raisons pour lesquelles les partis staliniens, symboles d'autoritarisme, n'ont eu aucun écho au sein de ces révoltes alors qu'elles étaient parties de la dénonciation de l'intervention américaine au Vietnam contre des forces militaires portées à bout de bras par le bloc soviétique et qu'elles se réclamaient de "l'anti-capitalisme". Il est vrai que l'image de l'URSS avait été grandement ternie par la répression de l'insurrection hongroise de 1956 et que le portrait du vieil apparatchik Brejnev ne faisait pas rêver. Les révoltés des années 1960 préféraient afficher dans leur chambre des posters de Ho Chi Minh (un autre vieil apparatchik, mais plus présentable et "héroïque") et plus encore le visage romantique de Che Guevara (un autre membre d'un parti stalinien mais "exotique") ou d'Angela Davis (elle aussi membre du parti stalinien américain, mais qui avait le double avantage d'être noire et femme, avec de plus un beau "look" comme Che Guevara).

Cette composante à la fois antiguerre du Vietnam et "libertaire" s'est notamment retrouvée en Allemagne. Le principal porte-parole du mouvement, Rudi Dutschke, venait de la RDA sous tutelle soviétique où, très jeune, il s'était opposé à la répression de l'insurrection hongroise. Il condamnait le stalinisme comme une déformation bureaucratique du marxisme et considérait l'URSS comme appartenant à une même chaîne de régimes autoritaires qui gouvernaient le monde entier. Ses références idéologiques étaient le "jeune Marx" de même que l'École de Francfort (dont faisait partie Marcuse), et aussi l'Internationale situationniste (dont se revendique le groupe Subversive Aktion dont il fonde la section berlinoise en 1962) [9].

En fait, au cours des discussions qui se sont développées à partir de 1965 dans les universités allemandes, la recherche d'un "véritable marxisme anti-autoritaire" a connu un grand succès, ce qui explique que de nombreux textes du mouvement conseilliste aient été republiés à ce moment-là.

Les thèmes et revendications du mouvement étudiant qui s'est développé en France en 1968 sont fondamentalement les mêmes. Cela dit, au cours du mouvement, les références à la guerre du Vietnam sont largement éclipsées par toute une série de slogans d'inspiration situationniste ou anarchiste (voire surréaliste) qui couvrent les murs ("Les murs ont la parole").

Les thèmes anarchistes se retrouvent notamment dans :
- *La passion de la destruction est une joie créatrice* (Bakounine).
- *Il est interdit d'interdire.*
- *La liberté est le crime qui contient tous les crimes.*
- *Élections pièges à cons !*
- *L'insolence est la nouvelle arme révolutionnaire.*

Ils sont complétés par ceux qui appellent à la "révolution sexuelle" :
- *Aimez-vous les uns sur les autres.*
- *Déboutonnez votre cerveau aussi souvent que votre braguette.*
- *Plus je fais l'amour, plus j'ai envie de faire la révolution. Plus je fais la révolution, plus j'ai envie de faire l'amour.*

La référence situationniste se retrouve dans :
- *À bas la société de consommation !*
- *À bas la société spectaculaire marchande !*
- *Abolition de l'aliénation !*

8) Au début du XX[e] siècle, des anarchistes français avaient présenté un âne aux élections législatives.

9) Pour une présentation synthétique des positions politiques du situationnisme, voir notre article "Guy Debord : La deuxième mort de l'Internationale situationniste" publié dans la *Revue internationale* n[o] 80, http ://fr.internationalism.org/rinte80/debord.htm.

– *Ne travaillez jamais !*
– *Je prends mes désirs pour la réalité car je crois en la réalité de mes désirs.*
– *Nous ne voulons pas d'un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui.*
– *L'ennui est contre-révolutionnaire.*
– *Vivre sans temps mort et jouir sans entraves.*
– *Soyons réalistes, demandons l'impossible*.

Par ailleurs le thème du conflit de générations (qui était très répandu aux États-Unis et en Allemagne) se retrouve (y compris sous des formes assez odieuses) dans :

– *Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !*
– *Les jeunes font l'amour, les vieux font des gestes obscènes*.

De même, dans la France de mai 1968 qui se couvre régulièrement de barricades, il ne faut pas s'étonner de trouver :

– *La barricade ferme la rue mais ouvre la voie.*
– *L'aboutissement de toute pensée, c'est le pavé dans ta gueule, CRS !*
– *Sous les pavés, la plage !*

Enfin, la grande confusion de la pensée qui accompagne cette période est bien résumée par ces deux slogans :

– *Il n'est pas de pensées révolutionnaires. Il n'est que des actes révolutionnaires.*
– *J'ai quelque chose à dire, mais je ne sais pas quoi*.

La nature de classe des mouvements étudiants des années 1960

Ces slogans, comme la plupart de ceux qui ont été mis en avant dans les autres pays, indiquent clairement que le mouvement étudiant des années 1960 n'avait nulle nature de classe prolétarienne, même si en plusieurs endroits (comme en France, évidemment, et aussi en Italie, en Espagne ou au Sénégal) il y eut la volonté d'établir un pont avec les luttes de la classe ouvrière. Cette démarche manifestait d'ailleurs une certaine condescendance envers cette dernière mêlée d'une fascination envers cet être mythique, l'ouvrier en bleu de chauffe, héros des lectures mal digérées des classiques du marxisme.

Fondamentalement, le mouvement des étudiants des années 1960 était de nature petite-bourgeoise, un des aspects les plus clairs en étant, outre son caractère anarchisant, la volonté de "changer la vie tout de suite", l'impatience et l'immédiatisme étant une des marques de fabrique d'une couche sociale, comme la petite bourgeoisie, qui n'a pas d'avenir à l'échelle de l'histoire.

Le radicalisme "révolutionnaire" de l'avant-garde de ce mouvement, y compris le culte de la violence promu par certains de ses secteurs, est aussi une autre illustration de sa nature petite-bourgeoise[10]. En fait, les préoccupations "révolutionnaires" des étudiants de 1968 étaient incontestablement sincères mais elles étaient fortement marquées par le tiers-mondisme (guévarisme ou maoïsme) sinon par l'anti-fascisme. Elles avaient une vision romantique de la révolution sans la moindre idée du processus réel de développement du mouvement de la classe ouvrière qui y conduit. En France, pour les étudiants qui se croyaient "révolutionnaires", le mouvement de Mai 68 était déjà la Révolution, et les barricades qui se dressaient jour après jour étaient présentées comme les héritières de celles de l'insurrection de juin 1848 et de la Commune de 1871.

Une des composantes du mouvement étudiant des années 1960 est le "conflit de générations", le clivage très important entre la nouvelle génération et celle de ses parents à laquelle étaient adressées de multiples critiques. En particulier, du fait que cette génération avait travaillé dur pour se sortir de la situation de misère, voire de famine, résultant de la Seconde Guerre mondiale, il lui était reproché de ne se préoccuper que de bien-être matériel. D'où le succès des fantaisies sur la "société de consommation" et de slogans tels que "Ne travaillez jamais !". Fille d'une génération qui avait subi de plein fouet la contre-révolution, la jeunesse des années 1960 lui reprochait son conformisme et sa soumission aux exigences du capitalisme. Réciproquement, beaucoup de parents ne comprenaient pas et avaient du mal à accepter que leurs enfants traitent avec mépris les sacrifices qu'ils avaient consentis pour leur donner une situation économique meilleure que la leur.

Cependant, il existait une réelle détermination économique à la révolte étudiante des années 1960. A l'époque, il n'y avait pas de menace majeure de chômage ou de précarité à la fin des études comme c'est le cas aujourd'hui. L'inquiétude principale qui affectait alors la jeunesse estudiantine était de ne pouvoir désormais accéder au même statut social que celui dont avait bénéficié la génération précédente de diplômés de l'université. En fait, la génération de 1968 était la première à être confrontée avec une certaine brutalité au phénomène de "prolétarisation des cadres" abondamment étudiée par les sociologues de l'époque. Ce phénomène avait débuté quelques années auparavant, avant même que la crise ouverte ne vienne se manifester, à la suite d'une augmentation très sensible du nombre d'étudiants dans les universités (par exemple, le nombre d'étudiants en Allemagne est passé de 330 000 à 1,1 million entre 1964 et 1974). Cette augmentation résultait des besoins de l'économie mais aussi de la volonté et de la possibilité pour la génération de leurs parents de pourvoir ses enfants d'une situation économique et sociale supérieure à la sienne. C'est entre autres cette "massification" de la population étudiante qui avait provoqué le malaise grandissant résultant de la permanence au sein de l'Université de structures et de pratiques héritées d'un temps où seule une élite pouvait la fréquenter, notamment un fort autoritarisme.

Cependant, si le mouvement étudiant qui débute en 1964 se développe dans une période de "prospérité" pour le capitalisme", il n'en est plus de même à partir de 1967 où la situation économique de celui-ci a commencé à se dégrader sérieusement renforçant le malaise de la jeunesse étudiante. C'est une des raisons qui permet de comprendre pourquoi ce mouvement a connu en 1968 son apogée. C'est ce qui permet d'expliquer pourquoi, en mai 1968, le mouvement de la classe ouvrière a pris le relais.

10) Il faut noter que, dans la plupart des cas (aussi bien dans les pays à régime "autoritaire" que dans les plus "démocratiques"), les autorités ont réagi de façon extrêmement brutale aux manifestations étudiantes, même lorsqu'elles étaient, au départ, pacifiques. Pratiquement partout, la répression, loin d'intimider les protestataires, a constitué un facteur de mobilisation massive et de radicalisation du mouvement. Beaucoup d'étudiants qui, au départ, ne se considéraient nullement comme "révolutionnaires" n'ont pas hésité à se nommer ainsi au bout de quelques jours ou semaines à la suite du déchaînement d'une répression qui a plus fait pour révéler le véritable visage de la démocratie bourgeoise que tous les discours de Rubin, Dutschke ou Cohn-Bendit.

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

FIN DE LA CONTRE-RÉVOLUTION, REPRISE HISTORIQUE DU PROLÉTARIAT MONDIAL

La grève généralisée en France

L'extension de la grève

A Nantes, ce sont les jeunes ouvriers, du même âge que les étudiants, qui ont lancé le mouvement ; leur raisonnement est simple : *"si les étudiants, qui pourtant ne peuvent pas faire pression avec la grève, ont eu la force de faire reculer le gouvernement, les ouvriers pourront aussi le faire reculer"*. Pour leur part, les étudiants de la ville viennent apporter leur solidarité aux ouvriers, se mêlent à leur piquet de grève : fraternisation. Ici, il est clair que les campagnes du PCF [11] et de la CGT [12] mettant en garde contre les "gauchistes provocateurs à la solde du patronat et du ministère de l'Intérieur" qui auraient infiltré le milieu étudiant ont un impact bien faible.

Au total, il y a 3100 grévistes au soir du 14 mai.

Le **15 mai** le mouvement gagne l'usine Renault de Cléon, en Normandie ainsi que deux autres usines de la région : grève totale, occupation illimitée, séquestration de la Direction, drapeau rouge sur les grilles. En fin de journée, il y a 11 000 grévistes.

Le **16 mai**, les autres usines Renault entrent dans le mouvement : drapeau rouge sur Flins, Sandouville, le Mans et Billancourt (proche banlieue de Paris). Ce soir-là, il n'y a que 75 000 grévistes au total, mais l'entrée de Renault-Billancourt dans la lutte est un signal : c'est la plus grande usine de France (35 000 travailleurs) et depuis longtemps, il y a un proverbe : *"Quand Renault éternue, la France s'enrhume"*.

Le **17 mai** on compte 215 000 grévistes : la grève commence à toucher toute la France, surtout en province. C'est un mouvement totalement spontané ; les syndicats ne font que suivre. Partout, ce sont les jeunes ouvriers qui sont devant. On assiste à de nombreuses fraternisations entre étudiants et jeunes ouvriers : ces derniers viennent dans les facultés occupées et ils invitent les étudiants à venir manger à leur cantine.

Il n'y a pas de revendications précises : c'est un "ras le bol" qui s'exprime : sur un mur d'usine, en Normandie, il est écrit *"Le temps de vivre et plus dignement !"* Ce jour-là, craignant d'être "débordée par la base" et aussi par la CFDT [13] beaucoup plus présente dans les mobilisations des premiers jours, la CGT appelle à l'extension de la grève : elle a "pris le train en marche" comme on disait à l'époque. Son communiqué ne sera connu que le lendemain.

Le **18 mai**, il y a 1 million de travailleurs en grève à midi, avant même que ne soient connues les consignes de la CGT. Il y en a 2 millions le soir.

Ils seront 4 millions le lundi **20 mai** et 6 millions et demi le lendemain.

Le **22 mai**, il y a 8 millions de travailleurs en grève illimitée. C'est la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier international. Elle est beaucoup plus massive que les deux références précédentes : la "grève générale" de mai 1926 en Grande-Bretagne (qui a duré une semaine) et les grèves de mai-juin 1936 en France.

Tous les secteurs sont concernés : industrie, transports, énergie, postes et télécommunications, enseignement, administrations (plusieurs ministères sont complètement paralysés), médias (la télévision nationale est en grève, les travailleurs dénoncent notamment la censure qu'on leur impose), laboratoires de recherche, etc. Même les pompes funèbres sont paralysées (c'est une mauvaise idée que de mourir en Mai 68). On peut même voir les sportifs professionnels entrer dans le mouvement : le drapeau rouge flotte sur le bâtiment de la Fédération française de football. Les artistes ne sont pas en reste et le Festival de Cannes est interrompu à l'instigation des réalisateurs de cinéma.

Au cours de cette période, les facultés occupées (de même que d'autres bâtiments publics, comme le Théâtre de l'Odéon à Paris) deviennent des lieux de discussion politique permanente. Beaucoup d'ouvriers, notamment les jeunes mais pas seulement, participent à ces discussions. Certains ouvriers demandent à ceux qui défendent l'idée de la révolution de venir défendre leur point de vue dans leur entreprise occupée. C'est ainsi qu'à Toulouse, le petit noyau qui va fonder par la suite la section du CCI en France est invité à venir exposer l'idée des conseils ouvriers dans l'usine JOB (papier et carton) occupée. Et le plus significatif, c'est que cette invitation émane de militants... de la CGT et

11) Parti communiste français.

12) Confédération générale du Travail. C'est la centrale syndicale le plus puissante, notamment parmi les ouvriers de l'industrie et des transports ainsi que parmi les fonctionnaires. Elle est contrôlée par le PCF.

13) Confédération française démocratique du travail. Cette centrale syndicale était à l'origine d'inspiration chrétienne mais au début des années 1960, elle a rejeté les références au christianisme et elle est fortement influencée par le Parti socialiste ainsi que par un petit parti socialiste de gauche, le Parti socialiste unifié, aujourd'hui disparu.

du PCF. Ces derniers devront parlementer pendant une heure avec des permanents de la CGT de la grande usine Sud-Aviation venus "renforcer" le piquet de grève de JOB pour obtenir l'autorisation de laisser entrer des "gauchistes" dans l'usine. Pendant plus de six heures, ouvriers et révolutionnaires, assis sur des rouleaux de carton, discuteront de la révolution, de l'histoire du mouvement ouvrier, des soviets de même que des trahisons... du PCF et de la CGT...

Beaucoup de discussions ont lieu aussi dans la rue, sur les trottoirs (il a fait beau dans toute la France en mai 68 !). Elles surgissent spontanément, chacun a quelque chose à dire (*"On se parle et on s'écoute"* est un slogan). Un peu partout, il règne une ambiance de fête, sauf dans les "beaux quartiers" où la trouille et la haine s'accumulent.

Partout en France, dans les quartiers, dans certaines grandes entreprises ou autour, surgissent des "Comités d'action" : on y discute de comment mener la lutte, de la perspective révolutionnaire. Ils sont en général animés par les groupes gauchistes ou anarchistes mais ils rassemblent beaucoup plus de monde que les membres de ces organisations. Même, à l'ORTF, la radio-télévision d'État, il se crée un Comité d'action animé notamment par Michel Drucker [14] et auquel participe même l'inénarrable Thierry Rolland [15].

La réaction de la bourgeoisie

Devant une telle situation, la classe dominante connaît une période de désarroi ce qui s'exprime par des initiatives brouillonnes et inefficaces.

C'est ainsi que, le 22 mai, l'Assemblée nationale, dominée par la droite, discute (pour finalement la rejeter) une motion de censure déposée par la gauche deux semaines auparavant : les institutions officielles de la République française semblent vivre dans un autre monde. Il en est de même du gouvernement qui prend ce même jour la décision d'interdire le retour de Cohn-Bendit qui était allé en Allemagne. Cette décision ne fait qu'accroître le mécontentement : le **24 mai** on assiste à de multiples manifestations, notamment pour dénoncer l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit : *"Les frontières on s'en fout !", "Nous sommes tous des Juifs allemands !"* Malgré le cordon sanitaire de la CGT contre les "aventuriers" et les "provocateurs" (c'est-à-dire les étudiants "radicaux") beaucoup de jeunes ouvriers rejoignent ces manifestations.

Le soir, le Président de la République, le général De Gaulle fait un discours : il propose un référendum pour que les Français se prononcent sur la "participation" (une sorte d'association capital-travail). On ne saurait être plus éloigné des réalités. Ce discours fait un bide complet qui révèle le désarroi du gouvernement et de la bourgeoisie en général [16].

Dans la rue, les manifestants ont écouté le discours sur les radios portables, la colère augmente encore : *"Son discours, on s'en fout !"*. On assiste à des affrontements et à des barricades durant toute la nuit à Paris et dans plusieurs villes de province. Il y a de nombreuses vitrines brisées, des voitures incendiées, ce qui a pour effet de retourner une partie de l'opinion contre les étudiants considérés désormais comme des "casseurs". Il est probable, d'ailleurs, que parmi les manifestants se soient mêlés des membres des milices gaullistes ou des policiers en civil afin "d'attiser le feu" et faire peur à la population. Il est clair aussi que nombre d'étudiants s'imaginent "faire la révolution" en construisant des barricades ou en brûlant des voitures, symboles de la "société de consommation". Mais ces actes expriment surtout la colère des manifestants, étudiants et jeunes ouvriers, devant les réponses risibles et provocantes apportées par les autorités face à la plus grande grève de l'histoire. Illustration de cette colère contre le système : le symbole du capitalisme, la Bourse de Paris, est incendié.

Finalement, ce n'est que le jour suivant que la bourgeoisie commence à reprendre des initiatives efficaces : le samedi **25 mai** s'ouvrent au ministère du Travail (rue de Grenelle) des négociations entre syndicats, patronat et gouvernement.

D'emblée, les patrons sont prêts à lâcher beaucoup plus que ce que s'imaginaient les syndicats : il est clair que la bourgeoisie a peur. Le Premier ministre, Pompidou, préside. Il rencontre seul à seul, pendant une heure le dimanche matin, Séguy, patron de la CGT [17]7 : les deux principaux responsables du maintien de l'ordre social en France ont besoin de discuter sans témoin des moyens de rétablir celui-ci [18].

Dans la **nuit du 26 au 27 mai** sont conclus les "accords de Grenelle" :

- augmentations de salaires pour tous de 7 % le 1er juin, plus 3 % le 1er octobre ;
- augmentation du salaire minimum de l'ordre de 25 % ;
- réduction du "ticket modérateur" de 30 % à 25 % (montant des dépenses de santé non pris en charge par la Sécurité sociale) ;
- reconnaissance de la section syndicale au sein de l'entreprise ;
- plus une série de promesses floues d'ouverture de négociations, notamment sur la durée du travail (qui est de l'ordre de 47 heures par semaine en moyenne).

Vu l'importance et la force du mouvement, c'est une véritable provocation :

- les 10 % seront effacés par l'inflation (qui est importante à cette période) ;
- rien sur la compensation salariale de l'inflation ;
- rien de concret sur la réduction du temps de travail ; on se contente d'afficher l'objectif du "retour progressif aux 40 heures" (déjà obtenues officiellement en 1936 !) ; au rythme proposé par le gouvernement, on y arriverait en... 2008 ! ;
- les seuls qui gagnent quelque chose de significatif sont les ouvriers les plus pauvres (on veut diviser la classe ouvrière en les poussant à reprendre le travail) et les syndicats (on les rétribue pour leur rôle de saboteurs).

Le lundi **27 mai** les "accords de

14) Confédération française démocratique du Travail. Cette centrale syndicale était à l'origine d'inspiration chrétienne mais au début des années 1960, elle a rejeté les références au christianisme et elle est fortement influencée par le Parti socialiste ainsi que par un petit parti socialiste de gauche, le Parti socialiste unifié, aujourd'hui disparu.

15) Confédération française démocratique du travail. Cette centrale syndicale était à l'origine d'inspiration chrétienne mais au début des années 1960, elle a rejeté les références au christianisme et elle est fortement influencée par le Parti socialiste ainsi que par un petit parti socialiste de gauche, le Parti socialiste unifié, aujourd'hui disparu.

16) Le lendemain de ce discours, les employés municipaux annoncent en beaucoup d'endroits qu'ils refuseront d'organiser le référendum. De même, les autorités ne savent pas comment imprimer les bulletins de vote : l'Imprimerie nationale est en grève et les imprimeries privés qui ne sont pas en grève refusent : leurs patrons ne veulent pas avoir d'ennuis supplémentaires avec leurs ouvriers.

17) Georges Séguy est également membre du Bureau politique du PCF.

18) On apprendra plus tard que Chirac, secrétaire d'État aux Affaires sociales, a également rencontré (dans un grenier !) Krasucki, numéro 2 de la CGT.

Grenelle" sont rejetés de façon unanime par les assemblées ouvrières.

À Renault-Billancourt, les syndicats ont organisé un grand "show" amplement couvert par la télévision et les radios : en sortant des négociations, Séguy avait dit aux journalistes : *"La reprise ne saurait tarder"* et il espère bien que les ouvriers de Billancourt donneront l'exemple. Cependant, 10 000 d'entre eux, rassemblés depuis l'aube, ont décidé de poursuivre le mouvement avant même l'arrivée des dirigeants syndicaux.

Benoît Frachon, dirigeant "historique" de la CGT (déjà présent aux négociations de 1936) déclare : *"Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient pas espéré"* : silence de mort !

André Jeanson, de la CFDT, se félicite du vote initial en faveur de la poursuite de la grève et parle de la solidarité des ouvriers avec les étudiants et les lycéens en lutte : applaudissements à tout rompre.

Séguy, enfin, présente "un compte rendu objectif" de ce qui "a été acquis à Grenelle" : sifflements puis huée générale de plusieurs minutes. Séguy fait alors une pirouette : *"Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire"* : applaudissements mais dans la foule on entend : "Il se fout de notre gueule !".

La meilleure preuve du rejet des "accords de Grenelle" : le nombre des grévistes augmente encore le 27 mai pour atteindre les 9 millions.

Ce même jour se tient au stade Charléty, à Paris, un grand rassemblement appelé par le syndicat étudiant UNEF, la CFDT (qui fait de la surenchère par rapport à la CGT) et les groupes gauchistes. La tonalité des discours y est très révolutionnaire : il s'agit en fait de donner un exutoire au mécontentement croissant envers la CGT et le PCF. A côté des gauchistes, on note la présence de politiciens sociaux-démocrates comme Mendès-France (ancien chef du gouvernement dans les années 50). Cohn-Bendit, les cheveux teints en noir, y fait une apparition (on l'avait déjà vu la veille à la Sorbonne).

La journée du **28 mai** est celle des grenouillages des partis de gauche.

Le matin, François Mitterrand, président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (qui regroupe le Parti socialiste, le Parti radical et divers petits groupements de gauche) tient une conférence de presse : considérant qu'il y a vacance du pouvoir, il annonce sa candidature à la présidence de la République. Dans l'après-midi, Waldeck-Rochet, patron du PCF, propose un gouvernement "à participation communiste" : il s'agit d'éviter que les sociaux-démocrates n'exploitent la situation à leur seul bénéfice. Il est relayé le lendemain **29 mai** par une grande manifestation appelée par la CGT réclamant un "gouvernement populaire". La droite crie immédiatement au "complot communiste".

Ce même jour, on constate la "disparition" du général De Gaulle. Certains font courir le bruit qu'il se retire mais, en fait, il s'est rendu en Allemagne pour s'assurer auprès du général Massu, qui y commande les troupes françaises d'occupation, de la fidélité des armées.

Le **30 mai** constitue une journée décisive dans la reprise en main de la situation par la bourgeoisie. De Gaulle fait un nouveau discours :

"*Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas.* (...) *Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale...*"

En même temps se tient à Paris, sur les Champs-Élysées, une énorme manifestation de soutien à De Gaulle. Venu des beaux quartiers, des banlieues cossues et aussi de la "France profonde" grâce aux camions de l'armée, le "peuple" de la trouille et du fric, des bourgeois et des institutions religieuses pour leurs enfants, des cadres supérieurs imbus de leur "supériorité", des petits commerçants tremblant pour leur vitrine, des anciens combattants ulcérés par les atteintes au drapeau tricolore, des "barbouzes" en mèche avec la pègre, mais aussi des anciens de l'Algérie française et de l'OAS [19], les jeunes membres du groupe fascisant Occident, les vieux nostalgiques de Vichy (qui tous pourtant détestent De Gaulle) ; tout ce beau monde vient clamer sa haine de la classe ouvrière et son "amour de l'ordre". Dans la foule, à côté d'anciens combattants de la "France libre", on entend des "Cohn-Bendit à Dachau !".

Mais le "Parti de l'ordre" ne se réduit pas à ceux qui manifestent sur les Champs-Élysées. Le même jour, la CGT appelle à des négociations branche par branche pour "améliorer les acquis de Grenelle" : c'est le moyen de diviser le mouvement afin de le liquider.

La reprise du travail

D'ailleurs, à partir de cette date (c'est un jeudi), le travail commence à reprendre, mais lentement car, le 6 juin, il y aura encore 6 millions de grévistes. La reprise du travail se fait dans la dispersion :

- 31 mai : sidérurgie lorraine, textiles du Nord ;
- 4 juin : arsenaux, assurances ;
- 5 juin : EDF (20), mines de charbon ;
- 6 juin : poste, télécommunications, transports (à Paris, la CGT fait le forcing pour faire reprendre : dans chaque dépôt les dirigeants syndicaux annoncent que les autres dépôts ont repris le travail, ce qui est faux) ;
- 7 juin : enseignement primaire ;
- 10 juin : occupation de l'usine Renault de Flins par les forces de police ; un lycéen de 17 ans, Gilles Tautin, venu apporter sa solidarité aux ouvriers, tombe dans la Seine alors qu'il est chargé par les gendarmes et se noie ;
- 11 juin : intervention des CRS [21] à l'usine Peugeot de Sochaux (2e usine de France) : 2 ouvriers sont tués, dont un par balles.

On assiste alors à de nouvelles manifestations violentes dans toute la France : "Ils ont tué nos camarades !" A Sochaux, devant la résistance déterminée des ouvriers, les CRS évacuent l'usine : le travail ne reprendra que 10 jours plus tard.

Craignant que l'indignation ne relance la grève (il reste encore 3 millions de grévistes), les syndicats (CGT en tête) et les partis de gauche conduits par le PCF appellent avec insistance à la reprise du travail "pour que les élections puissent se tenir et compléter la victoire de la classe ouvrière". Le quotidien du PCF, *l'Humanité*, titre : "Forts de leur victoire, des millions de travailleurs reprennent le travail".

L'appel systématique à la grève par les syndicats à partir du 20 mai trouve maintenant son explication : non seulement il fallait éviter d'être débordé par la "base" mais il fallait contrôler le mouvement afin de pouvoir, le moment venu, provoquer la reprise des secteurs

19) Organisation armée secrète : groupe clandestin de militaires et de partisans du maintien de la France en Algérie qui s'est illustré au début des années 60 par des attentats terroristes, des assassinats et même une tentative d'assassinat de De Gaulle.

20) Électricité de France.

21) Compagnies républicaines de sécurité : forces de la Police nationale spécialisées dans la répression des manifestations de rue.

les moins combatifs et démoraliser les autres secteurs.

Waldeck-Rochet, dans ses discours de campagne électorale déclare que "le Parti communiste est un parti d'ordre". Et "l'ordre" bourgeois revient peu à peu :

– 12 juin : reprise dans l'enseignement secondaire ;
– 14 juin : Air France et Marine marchande ;
– 16 juin : la Sorbonne est occupée par la police ;
– 17 juin : reprise chaotique à Renault-Billancourt ;
– 18 juin : De Gaulle fait libérer les dirigeants de l'OAS qui étaient encore en prison ;
– 23 juin : premier tour des élections législatives avec une très forte progression de la droite ;
– 24 juin : reprise du travail à l'usine Citroën Javel, en plein Paris (Krasucki, numéro 2 de la CGT, intervient avec insistance dans l'assemblée générale pour appeler à la fin de la grève) ;
– 26 juin : Usinor Dunkerque ;
– 30 juin : second tour des élections avec une victoire historique de la droite.

Une des dernières entreprises à reprendre le travail, le 12 juillet, est l'ORTF : de nombreux journalistes ne veulent pas voir revenir la tutelle et la censure qu'ils subissaient auparavant de la part du gouvernement. Après la "reprise en main", nombre d'entre eux seront licenciés. L'ordre est revenu partout, y compris dans les informations qu'on juge utile de diffuser dans la population.

Ainsi, la plus grande grève de l'histoire s'est terminée par une défaite, contrairement aux affirmations de la CGT et du PCF. Une défaite cuisante sanctionnée par le retour en force des partis et des "autorités" qui avaient été vilipendées au cours du mouvement. Mais le mouvement ouvrier sait depuis longtemps que : *"Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs"* (*le Manifeste communiste*). Aussi, derrière leur défaite immédiate, les ouvriers ont remporté en 1968 en France une grande victoire, non pas pour eux-mêmes mais pour l'ensemble du prolétariat mondial. C'est ce que nous allons voir maintenant en même temps que nous allons tenter de mettre en évidence les causes profondes ainsi que les enjeux historiques et mondiaux du "joli mois de Mai" français.

La portée internationale de la grève de mai 1968

Dans la plupart des nombreux livres et émissions de télévision sur Mai 1968 qui ont occupé l'espace médiatique de plusieurs pays au cours de la dernière période, il est souligné le caractère international du mouvement étudiant qui a touché la France au cours de ce mois-là. Tout le monde s'entend pour constater, comme nous l'avons également souligné dans notre précédent article, que les étudiants français n'étaient pas les premiers à se mobiliser massivement ; qu'ils ont, en quelque sorte, "pris le train en marche" d'un mouvement qui avait démarré dans les universités américaines à l'automne 1964. A partir des États-Unis, ce mouvement avait touché la plupart des pays occidentaux et il avait connu en Allemagne, dès 1967, ses développements les plus spectaculaires faisant des étudiants de ce pays la "référence" pour ceux des autres pays européens. Cependant, les mêmes journalistes ou "historiens" qui se plaisent à souligner l'ampleur internationale de la contestation étudiante des années 60 ne disent en général pas un mot des luttes ouvrières qui se sont déroulées dans le monde au cours de cette période. Évidemment, ils ne peuvent pas faire l'impasse sur l'immense grève qui constitue l'autre volet, évidemment le plus important, des "événements" de 68 en France : il leur est difficile de faire passer à la trappe la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier. Mais, si on les suit, ce mouvement du prolétariat constitue une sorte "d'exception française", encore une.

En réalité, au même titre, et peut-être encore plus, que le mouvement étudiant, le mouvement de la classe ouvrière en France était partie intégrante d'un mouvement international et on ne peut le comprendre réellement que dans ce contexte international.

Billancourt. Près de 5000 ouvriers tiennent une assemblée générale dans l'usine Renault. Le mouvement de grève sauvage se propage rapidement à tous les secteurs, partout en France.

Le contexte de la grève ouvrière en France…

C'est vrai qu'il a existé en France en mai 1968 une situation qu'on n'a retrouvée dans aucun autre pays, sinon de façon très marginale : un mouvement massif de la classe ouvrière prenant son essor à partir de la mobilisation étudiante. Il est clair que la mobilisation étudiante, la répression qu'elle a subie – et qui l'a alimentée – de même que le recul final du gouvernement après la "nuit des barricades" du 10-11 mai, ont joué un rôle, non seulement dans le déclenchement, mais aussi dans l'ampleur de la grève ouvrière. Cela dit, si le prolétariat de France s'est engagé dans un tel mouvement, ce n'est sûrement pas uniquement pour "faire comme les étudiants", c'est qu'il existait en son sein un mécontentement profond, généralisé, et aussi la force politique pour engager le combat.

Ce fait n'est en général pas occulté par les livres et programmes de télévision traitant de Mai 68 : il est souvent rappelé que, dès 1967, les ouvriers avaient mené des luttes importantes dont les caractéristiques tranchaient avec celles de la période précédente. En particulier, alors que les "grévettes" et les journées d'action syndicales ne suscitaient pas de grand enthousiasme, on a assisté à des conflits très durs, très déterminés face à une violente répres-

sion patronale et policière et où les syndicats ont été débordés à plusieurs reprises. C'est ainsi que, dès le début 1967, se produisent des affrontements importants à Bordeaux (à l'usine d'aviation Dassault), à Besançon et dans la région lyonnaise (grève avec occupation à Rhodia, grève à Berliet conduisant les patrons au lock-out et à l'occupation de l'usine par les CRS), dans les mines de Lorraine, dans les chantiers navals de Saint-Nazaire (qui est paralysée par une grève générale le 11 avril).

C'est à Caen, en Normandie, que la classe ouvrière va livrer un de ses combats les plus importants avant mai 68. Le 20 janvier 1968, les syndicats de la Saviem (camions) avaient lancé un mot d'ordre de grève d'une heure et demie mais la base, jugeant cette action insuffisante, est partie spontanément en grève le 23. Le surlendemain, à 4 heures du matin, les CRS démantèlent le piquet de grève permettant aux cadres et aux "jaunes" d'entrer dans l'usine. Les grévistes décident d'aller au centre ville où ils sont rejoints par des ouvriers d'autres usines qui sont également partis en grève. A 8 heures du matin, 5000 personnes convergent pacifiquement vers la place centrale : les Gardes mobiles [22] les chargent brutalement, notamment à coups de crosse de fusil. Le 26 janvier, les travailleurs de tous les secteurs de la ville (dont les enseignants) ainsi que de nombreux étudiants manifestent leur solidarité : un meeting sur la place centrale rassemble 7000 personnes à 18 heures. A la fin du meeting, les Gardes mobiles chargent pour évacuer la place mais sont surpris par la résistance des travailleurs. Les affrontements dureront toute la nuit ; il y aura 200 blessés et des dizaines d'arrestations. Six jeunes manifestants, tous des ouvriers, écopent de peines de prison ferme de 15 jours à trois mois. Mais loin de faire reculer la classe ouvrière, cette répression ne fait que provoquer l'extension de sa lutte : le 30 janvier, on compte 15 000 grévistes à Caen. Le 2 février, les autorités et le patronat sont obligés de reculer : levée des poursuites contre les manifestants, augmentations des salaires de 3 à 4 %. Le lendemain, le travail reprend mais, sous l'impulsion des jeunes ouvriers, les débrayages se poursuivent encore pendant un mois à la Saviem.

Saint-Nazaire en avril 67 et Caen en janvier 68 ne sont pas les seules villes à être touchées par des grèves générales de toute la population ouvrière. C'est aussi le cas dans d'autres villes de moindre importance comme Redon en mars et Honfleur en avril. Ces grèves massives de tous les exploités d'une ville préfigurent ce qui va se passer à partir du milieu du mois de mai dans tout le pays.

Ainsi, on ne peut pas dire que l'orage de Mai 1968 ait éclaté dans un ciel d'azur. Le mouvement des étudiants a mis "le feu à la plaine", mais celle-ci était prête à s'enflammer.

Évidemment, les "spécialistes", notamment les sociologues, ont essayé de mettre en évidence les causes de cette "exception" française. Ils ont en particulier mis en avant le rythme très élevé du développement industriel de la France au cours des années 1960, transformant ce vieux pays agricole en puissance industrielle moderne. Ce fait explique notamment la présence et le rôle d'un nombre important de jeunes ouvriers dans les usines qui, souvent, avaient été construites peu avant. Ces jeunes ouvriers, issus fréquemment du milieu rural, sont très peu syndiqués et supportent difficilement la discipline de caserne de l'usine alors qu'ils reçoivent la plupart du temps des salaires dérisoires, même lorsqu'ils ont un Certificat d'aptitude professionnelle. Cette situation permet de comprendre pourquoi ce sont les secteurs les plus jeunes de la classe ouvrière qui ont les premiers engagé le combat, et également pourquoi la plupart des mouvements importants qui ont précédé Mai 68 ont eu lieu dans l'Ouest de la France, une région essentiellement rurale tardivement industrialisée. Cependant, les explications des sociologues échouent à expliquer pourquoi ce ne sont pas seulement les jeunes travailleurs qui sont entrés en grève en 1968 mais la très grande majorité de toute la classe ouvrière, tous âges confondus.

… et internationalement

En fait, derrière un mouvement de l'ampleur et de la profondeur de celui de mai 68, il y avait nécessairement des causes beaucoup plus profondes, des causes qui dépassaient, de très loin, le cadre de la France. Si l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays s'est lancé dans une grève quasi générale, c'est que tous ses secteurs commençaient à être touchée par la crise économique qui, en 1968 n'en était qu'à son tout début, une crise non pas "française" mais de l'ensemble du capitalisme mondial. Ce sont les effets en France de cette crise économique mondiale (montée du chômage, gel des hausses salariales, intensification des cadences de production, attaques contre la Sécurité sociale) qui expliquent en bonne partie la montée de la combativité ouvrière dans ce pays à partir de 1967 :

"*Dans tous les pays industriels, en Europe et aux USA, le chômage se développe et les perspectives économiques s'assombrissent. L'Angleterre, malgré une multiplication de mesures pour sauvegarder l'équilibre, est finalement réduite fin 1967 à une dévaluation de la Livre Sterling, entraînant derrière elle des dévaluations dans toute une série de pays. Le gouvernement Wilson proclame un programme d'austérité exceptionnel : réduction massive des dépenses publiques..., blocage des salaires, réduction de la consommation interne et des importations, effort pour augmenter les exportations. Le 1er janvier 1968, c'est au tour de Johnson* [Président des États-Unis] *de pousser un cri d'alarme et d'annoncer des mesures sévères indispensables pour sauvegarder l'équilibre économique. En mars, éclate la crise financière du dollar. La presse économique chaque jour plus pessimiste, évoque de plus en plus le spectre de la crise de 1929* (...) *Mai 1968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant"* (*Révolution internationale* (ancienne série) n° 2, printemps 1969).

En fait, des circonstances particulières ont permis que ce soit en France que le prolétariat mondial mène son premier combat d'ampleur contre les attaques croissantes que le capitalisme en crise ne pouvait que multiplier. Mais, assez rapidement, les autres secteurs nationaux de la classe ouvrière allaient entrer à leur tour dans la lutte. Aux mêmes causes devaient succéder les mêmes effets.

C'est ainsi qu'à l'autre bout du monde, en Argentine, mai 1969 allait être marqué par ce qui est resté depuis dans les mémoires comme le "cordobazo". Le 29 mai, à la suite de toute une série de mobilisations dans les villes ouvrières contre les violentes attaques économiques et la répression de la junte militaire, les ouvriers de Cordoba avaient complètement débordé les forces de police et l'armée (pourtant équipées de tanks) et s'étaient rendus maîtres de la ville (la deuxième du pays). Le gouvernement n'a pu "réta-

22) Forces de la Gendarmerie nationale (c'est-à-dire l'armée) ayant le même rôle que les CRS.

blir l'ordre" que le lendemain grâce à l'envoi massif de troupes militaires.

En Italie, au même moment, débute le mouvement de luttes ouvrières le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. Les grèves commencent à se multiplier chez Fiat à Turin, d'abord dans la principale usine de la ville, Fiat-Mirafiori, pour s'étendre ensuite aux autres usines du groupe à Turin et aux alentours. Le 3 juillet 1969, lors d'une journée d'action syndicale contre la hausse des loyers, les cortèges ouvriers, rejoints par des cortèges étudiants, convergent vers l'usine de Mirafiori. Face à celle-ci, de violentes bagarres éclatent avec la police. Elles durent pratiquement toute la nuit et s'étendent à d'autres quartiers de la ville.

Dès la fin du mois d'août, lorsque les ouvriers rentrent des congés d'été, les grèves reprennent à Fiat, mais aussi à Pirelli (pneumatiques) à Milan et dans bien d'autres entreprises.

Cependant, la bourgeoisie italienne, instruite par l'expérience de Mai 68, ne se laisse pas surprendre comme cela était arrivé à la bourgeoisie française l'année précédente. Il lui faut absolument empêcher que le mécontentement social profond qui se fait jour ne débouche sur un embrasement généralisé. C'est pour cela que son appareil syndical va mettre à profit l'échéance des contrats collectifs, notamment dans la métallurgie, la chimie et le bâtiment, pour développer ses manœuvres de dispersion des luttes en fixant aux ouvriers comme objectif un "bon contrat" dans leurs secteurs respectifs. Les syndicats mettent au point la tactique dite des grèves "articulées" : tel jour les métallos font grève, tel autre les travailleurs de la chimie, tel autre ceux du bâtiment. Des grèves "générales" sont appelées mais par province ou même par ville, contre la vie chère ou la hausse des loyers. Au niveau des entreprises, les syndicats prônent les grèves tournantes, un atelier après l'autre, avec le prétexte de causer le plus de dommages possible aux patrons à moindres frais pour les ouvriers. En même temps, les syndicats font le nécessaire pour reprendre le contrôle d'une base qui tend à leur échapper : alors que, dans beaucoup d'entreprises, les ouvriers, mécontents des structures syndicales traditionnelles, élisent des délégués d'atelier, ces derniers sont institutionnalisés sous forme de "conseils d'usine" présentés comme "organes de base" du syndicat unitaire que les trois confédérations, CGIL, CISL et UIL affirment vouloir construire ensemble. Après plusieurs mois où la combativité ouvrière s'épuise dans une succession de "journées d'action" par secteur et de "grèves générales" par province ou par ville, les contrats collectifs de secteur sont signés successivement entre début novembre et fin décembre. Et c'est peu avant la signature du dernier contrat, le plus important puisqu'il concerne la métallurgie du privé, secteur à l'avant-garde du mouvement, qu'une bombe explose, le 12 décembre, dans une banque de Milan, tuant 16 personnes. L'attentat est attribué à des anarchistes (l'un d'eux, Giuseppe Pinelli, meurt entre les mains de la police milanaise) mais on apprendra bien plus tard qu'il provenait de certains secteurs de l'appareil d'État. Les structures secrètes de l'État bourgeois sont venu prêter main forte aux syndicats pour semer la confusion dans les rangs de la classe ouvrière en même temps que se renforçaient les moyens de la répression.

Le prolétariat d'Italie n'a pas été le seul à se mobiliser au cours de cet automne 1969. A une échelle bien moindre mais très significative, celui d'Allemagne est entré aussi dans la lutte puisqu'en septembre ont éclaté dans ce pays des grèves sauvages contre la signature par les syndicats d'accords de "modération salariale". Ces derniers étaient censés être "réalistes" face à la dégradation de la situation de l'économie allemande qui, malgré le "miracle" d'après guerre, n'a pas été épargnée par les difficultés du capitalisme mondial qui s'accumulent à partir de 1967 (cette année-là, l'Allemagne a connu sa première récession depuis la guerre).

Ce réveil du prolétariat d'Allemagne, même s'il est encore timide, revêt une signification toute particulière. D'une part, il s'agit du plus important et du plus concentré d'Europe. Mais surtout, ce prolétariat a eu dans l'histoire, et sera appelé à retrouver dans le futur, une position de premier plan au sein de la classe ouvrière mondiale. C'est en Allemagne que c'était joué le sort de la vague révolutionnaire internationale qui, à partir d'Octobre 1917 en Russie, avait menacé la domination capitaliste sur le monde. La défaite subie par les ouvriers allemands au cours de leurs tentatives révolutionnaires, entre 1918 et 1923, avait ouvert les portes à la plus terrible contre-révolution qui se soit abattue sur le prolétariat mondial au cours de son histoire. Et c'est là où la révolution était allée le plus loin, la Russie et l'Allemagne, que cette contre-révolution avait pris les formes les plus profondes et barbares : le stalinisme et le nazisme. Cette contre-révolution avait duré près d'un demi-siècle et elle avait culminé avec la Seconde Guerre mondiale qui, contrairement à la première, n'avait pas permis au prolétariat de relever la tête mais l'avait enfoncé encore plus, grâce, notamment, aux illusions créées par la victoire du camps de la "démocratie" et du "socialisme".

L'immense grève de Mai 1968 en France, puis "l'automne chaud" italien, avaient fait la preuve que le prolétariat mondial était sorti de cette période de contre-révolution, que contrairement à la crise de 1929, celle qui était en train de se développer n'allait pas déboucher sur la guerre mondiale mais sur un développement des combats de classe qui allaient empêcher la classe dominante d'apporter sa réponse barbare aux convulsions de son économie. Les luttes des ouvriers allemands de septembre 1969 l'ont confirmé, de même que l'ont confirmé, et à échelle encore plus significative, les luttes des ouvriers polonais au cours de l'hiver 1970-71.

En décembre 1970, la classe ouvrière de Pologne a réagi spontanément et massivement à une hausse des prix de plus de 30 %. Les ouvriers détruisent les sièges du parti stalinien à Gdańsk, Gdynia et Elbląg. Le mouvement de grève s'étend de la côte baltique à Poznań, Katowice, Wrocław et Cracovie. Le 17 décembre, Gomulka, Secrétaire général du parti stalinien au pouvoir, envoie ses tanks dans les ports de la Baltique. Plusieurs centaines d'ouvriers sont tués. Des batailles de rue ont lieu à Szczecin et à Gdańsk. La répression ne réussit pas à écraser le mouvement. Le 21 décembre une vague de grèves éclate à Varsovie. Gomulka est renvoyé. Son successeur, Gierek, va immédiatement négocier personnellement avec les ouvriers du chantier naval de Szczecin. Gierek fait quelques concessions mais refuse d'annuler les hausses de prix. Le 11 février une grève de masse éclate à Łódź, déclenchée par 10 000 ouvriers du textile. Gierek finit par céder : les hausses de prix sont annulées.

Les régimes staliniens ont constitué la plus pure incarnation de la contre-révolution : c'est au nom du "socialisme" et des "intérêts de la classe ouvrière" que celle-ci subissait une des pires terreurs qui soient. L'hiver "chaud" des ouvriers polonais, de même que les grèves qui se sont produites à l'annonce des luttes en Pologne de l'autre côté de la frontière, notamment dans les régions de Lvov (Ukraine) et Kaliningrad (Russie de

l'Ouest) faisaient la preuve que même là où la contre-révolution maintenait sa chape de plomb la plus lourde, les régimes "socialistes", elle était battue en brèche.

On ne peut énumérer ici l'ensemble des luttes ouvrières qui, après 1968, ont confirmé cette modification fondamentale du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat à l'échelle mondiale. Nous ne citerons que deux exemples, celui de l'Espagne et celui de l'Angleterre.

En Espagne, malgré la répression féroce exercée par le régime franquiste, la combativité ouvrière s'exprime de façon massive au cours de l'année 1974. La ville de Pampelune, en Navarre, connaît un nombre de jours de grève par ouvrier supérieur à celui des ouvriers français de 1968. Toutes les régions industrielles sont touchées (Madrid, Asturies, Pays basque) mais c'est dans les immenses concentrations ouvrières de la banlieue de Barcelone que les grèves prennent leur plus grande extension, touchant toutes les entreprises de la région, avec des manifestations exemplaires de solidarité ouvrière (souvent, la grève démarre dans une usine uniquement en solidarité avec les ouvriers d'autres usines).

L'exemple du prolétariat d'Angleterre est également très significatif puisqu'il s'agit du plus vieux prolétariat du monde. Tout au long des années 1970, celui-ci a mené des combats massifs contre l'exploitation (avec 29 millions de journées de grève en 1979, les ouvriers anglais se sont placés en seconde position des statistiques, derrière les ouvriers français en 1968). Cette combativité a même obligé la bourgeoisie anglaise à changer par deux fois de Premier ministre : en avril 1976 (Callaghan remplace Wilson) et au début 1979 (Callaghan est renversé par le Parlement).

Ainsi, la signification historique fondamentale de Mai 68 n'est à rechercher ni dans les "spécificités françaises", ni dans la révolte étudiante, ni dans la "révolution des mœurs" qu'on nous chante aujourd'hui. C'est dans la sortie du prolétariat mondial de la contre-révolution et son entrée dans une nouvelle période historique d'affrontements contre l'ordre capitaliste. Une période qui s'est également illustrée par un nouveau développement des courants politiques prolétariens, dont le nôtre, que la contre-révolution avait pratiquement éliminés ou réduits au silence, comme nous le verrons maintenant.

Le resurgissement international des forces révolutionnaires

Les ravages de la contre-révolution dans les rangs communistes

Au début du XX^{e} siècle, pendant et après la Première Guerre mondiale, le prolétariat a livré des combats titanesques qui ont failli venir à bout du capitalisme. En 1917, il a renversé le pouvoir bourgeois en Russie. Entre 1918 et 1923, dans le principal pays européen, l'Allemagne, il a mené de multiples assauts pour parvenir au même but. Cette vague révolutionnaire s'est répercutée dans toutes les parties du monde, partout où il existait une classe ouvrière développée, de l'Italie au Canada, de la Hongrie à la Chine. C'était la réponse qu'apportait le prolétariat mondial à l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence dont la guerre mondiale avait constitué la première grande manifestation.

Mais la bourgeoisie mondiale a réussi à contenir ce mouvement gigantesque de la classe ouvrière, et elle ne s'est pas arrêtée là. Elle a déchaîné la plus terrible contre-révolution de toute l'histoire du mouvement ouvrier. Cette contre-révolution a pris les formes d'une barbarie inimaginable, dont le stalinisme et le nazisme furent les deux représentants les plus significatifs, justement dans les pays où la révolution était allée le plus loin, la Russie et l'Allemagne.

Dans ce contexte, les partis communistes qui s'étaient trouvés à l'avant-garde de la vague révolutionnaire se sont convertis en partis de la contre-révolution.

Évidemment, la trahison des partis communistes a suscité le surgissement en leur sein de fractions de gauche en défense des véritables positions révolutionnaires. Un processus similaire s'était déjà déroulé au sein des partis socialistes lors de leur passage dans le camp bourgeois en 1914 avec leur soutien à la guerre impérialiste. Cependant, alors que ceux qui avaient lutté au sein des partis socialistes contre leur dérive opportuniste et leur trahison, avaient gagné des forces et une influence croissante dans la classe ouvrière jusqu'à être capables, après la révolution russe, de fonder une nouvelle Internationale, il n'en fut rien, du fait du poids croissant de la contre-révolution, des courants de gauche surgis au sein des partis communistes. Ainsi, alors qu'ils regroupaient au départ une majorité de militants dans les partis allemand et italien, ces courants ont progressivement perdu de leur influence dans la classe et la plus grande partie de leurs forces militantes, quand ils ne se sont pas éparpillés en de multiples petits groupes, comme ce fut le cas en Allemagne avant même que le régime hitlérien n'en extermine ou contraigne à l'exil les derniers militants.

En fait, au cours des années 30, à côté du courant animé par Trotski de plus en plus gagné par l'opportunisme, les groupes qui ont continué à défendre fermement les positions révolutionnaires, tel le Groupe des communistes internationalistes (GIC) en Hollande (qui se réclamait du "Communisme de conseils" et rejetait la nécessité d'un parti prolétarien) et la Fraction de gauche du Parti communiste d'Italie (qui publiait la revue *Bilan*) ne comptaient que quelques dizaines de militants et n'avaient plus aucune influence sur le cours des luttes ouvrières.

La Seconde Guerre mondiale n'a pas permis, contrairement à la première, un renversement du rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie. Bien au contraire. Instruite par l'expérience historique, et grâce au soutien précieux des partis staliniens, la classe dominante a veillé à tuer dans l'œuf tout nouveau surgissement du prolétariat. Dans l'euphorie démocratique de "la Libération", les groupes de la Gauche communiste sont encore plus isolés que dans les années 1930. En Hollande, le Communistenbond Spartacus prend la relève du GIC dans la défense des positions "conseillistes", positions qui seront également défendues, à partir de 1965 par Daad en Gedachte, une scission du Bond. Ces deux groupes font tout un travail de publication bien qu'ils soient handicapés par la position conseilliste qui rejette le rôle d'une organisation d'avant-garde pour le prolétariat. Cependant, le plus grand handicap est constitué par le poids idéologique de la contre-révolution. C'est le cas aussi en Italie où la constitution en 1945, autour de Damen et Bordiga (deux anciens fondateurs de la Gauche italienne dans les années 1920), du Partito comunista internazionalista (qui publie *Battaglia comunista et Prometeo*), ne tient pas les promesses auxquelles avaient cru ses militants. Alors que cette organisation comptait 3000 membres à sa fondation, elle s'affaiblit progressivement, victime de la démoralisation et de scissions, notamment celle de 1952 animée par Bordiga qui va constituer le Parti communiste international (et

qui publie *Programma comunista*), scissions dont une des causes réside aussi dans la confusion qui avait présidé au regroupement de 1945, lequel s'était fait sur la base de l'abandon de toute une série d'acquis élaborés par *Bilan* dans les années 1930.

En France, le groupe qui s'était constitué en 1945, la Gauche communiste de France (GCF), dans la continuité des positions de *Bilan* (mais en intégrant un certain nombre de positions programmatiques de la Gauche germano-hollandaise) et qui a publié 42 numéros de la revue *Internationalisme*, disparaît en 1952.

Dans ce même pays, outre les quelques éléments rattachés au Parti communiste international et qui publiaient *le Prolétaire*, un autre groupe a défendu jusqu'au début des années 1960 des positions de classe avec la revue *Socialisme ou Barbarie* (SouB). Mais ce groupe, issu d'une scission du trotskisme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a progressivement et explicitement abandonné le marxisme ce qui a conduit à sa disparition en 1966. A la fin des années 1950 et au début des années 1960, plusieurs scissions de SouB, notamment face à son abandon du marxisme, avait conduit à la formation de petits groupes qui avaient rejoint la mouvance conseilliste, notamment ICO (Informations et correspondances ouvrières).

Nous pourrions encore citer l'existence d'autres groupes dans d'autres pays mais ce qui marque la situation des courants qui ont continué à défendre des positions communistes au cours de années 1950 et au début des années 1960, c'est leur extrême faiblesse numérique, le caractère confidentiel de leurs publications, leur isolement international ainsi que des régressions qui ont conduit soit à leur disparition pure et simple soit à un enfermement sectaire comme ce fut notamment le cas du Parti communiste international qui se considérait comme la seule organisation communiste dans le monde.

Le renouveau des positions révolutionnaires

La grève générale de 1968 en France, puis les différents mouvements massifs de la classe ouvrière dont nous avons rendu compte plus haut, ont remis à l'ordre du jour l'idée de la révolution communiste dans de nombreux pays. Le mensonge du stalinisme qui se présentait comme "communiste" et "révolutionnaire" a commencé à craquer de toutes parts. Cela a profité évidemment aux courants qui dénonçaient l'URSS comme "Patrie du socialisme", telles les organisations maoïstes et trotskistes. Le mouvement trotskiste, du fait notamment de son histoire de lutte contre le stalinisme, a connu une nouvelle jeunesse à partir de 1968 et est sorti de l'ombre portée jusqu'alors par les partis staliniens. Ses rangs se sont remplis de façon quelquefois spectaculaires, notamment dans des pays comme la France, la Belgique ou la Grande-Bretagne. Mais ce courant avait cessé depuis la Seconde Guerre mondiale d'appartenir au camp prolétarien, notamment du fait de sa position de "défense des acquis ouvriers en URSS", c'est-à-dire de défense du camp impérialiste dominé par ce pays.

En fait, la mise en évidence par les grèves ouvrières qui se sont développées à partir de la fin des années 60 du rôle anti-ouvrier des partis staliniens et des syndicats, de la fonction de la farce électorale et démocratique comme instrument de la domination bourgeoise, a conduit de nombreux éléments de par le monde à se tourner vers les courants politiques qui, par le passé, avaient dénoncé le plus clairement le rôle des syndicats et du parlementarisme, qui avaient le mieux incarné la lutte contre le stalinisme, ceux de la Gauche communiste.

A la suite de Mai 1968, les écrits de Trotski ont connu une diffusion massive, mais aussi ceux de Pannekoek, Gorter [23], Rosa Luxemburg qui, une des premières, peu avant son assassinat en janvier 1919, avait mis en garde ses camarades bolcheviks de certains dangers qui menaçaient la révolution en Russie.

De nouveaux groupes sont apparus qui se penchaient sur l'expérience de la Gauche communiste. En fait, c'est beaucoup plus vers le conseillisme que vers la Gauche italienne que se sont tournés les éléments qui comprenaient que le trotskisme était devenu une sorte d'aile gauche du stalinisme. Il y avait à cela plusieurs raisons. D'une part, le rejet des partis staliniens s'accompagnait souvent du rejet de la notion même de parti communiste. D'une certaine façon, c'était le tribut que payaient les nouveaux éléments qui se tournaient vers la perspective de la révolution prolétarienne au mensonge stalinien de la continuité entre le bolchevisme et le stalinisme, entre Lénine et Staline. Cette idée fausse était en outre en partie alimentée par les positions du courant bordiguiste, le seul issu de la Gauche italienne ayant une extension internationale, qui défendait l'idée de la prise du pouvoir par le parti communiste et se revendiquait du "monolithisme" dans ses rangs. D'un autre côté, c'était la conséquence du fait que les courants qui continuaient à se réclamer de la Gauche italienne sont passés pour l'essentiel à côté de Mai 1968, ne comprenant pas sa signification historique, n'y voyant que la dimension estudiantine.

En même temps que de nouveaux groupes inspirés par le conseillisme apparaissaient, ceux qui existaient auparavant ont connu un succès sans précédent, voyant leurs rangs se renforcer de façon spectaculaire en même temps qu'ils étaient capables se servir de pôle de référence. Ce fut particulièrement le cas pour ICO qui, en 1969 organisa une rencontre internationale à Bruxelles à laquelle participèrent notamment Cohn-Bendit, Mattick (ancien militant de la gauche allemande qui avait émigré aux États-Unis où il a publié diverses revues conseillistes) et Cajo Brendel, animateur de Daad en Gedachte.

Cependant, les succès du conseillisme "organisé" ont été de courte durée. Ainsi, ICO a prononcé son autodissolution en 1974. Les groupes hollandais ont cessé d'exister en même temps que leurs principaux animateurs.

En Grande-Bretagne, le groupe *Solidarity*, inspiré par les positions de *Socialisme ou Barbarie*, après un succès semblable à celui d'ICO, a connu scission sur scission jusqu'à exploser en 1981 (bien que le groupe de Londres ait continué à publier la revue jusqu'en 1992).

En Scandinavie, les groupes conseillistes qui s'étaient développés après 1968 ont été capables d'organiser une conférence à Oslo en septembre 1977 mais qui est restée sans lendemain.

En fin de compte, le courant qui s'est le plus développé au cours des années 1970 est celui qui se rattachait aux positions de Bordiga (décédé en juillet 1970). Il a notamment bénéficié d'un "afflux" d'éléments issus des crises qui ont agité certains groupes gauchistes (notamment les groupes maoïstes) à cette période. En 1980, le Parti communiste international était l'organisation se réclamant de la Gauche communiste la plus importante et influente à l'échelle internationale. Mais cette "ouverture" du courant bordiguiste à des éléments fortement marqués par le gauchisme a conduit à son

23) Les deux principaux théoriciens de la Gauche hollandaise.

explosion en 1982, le réduisant depuis à l'état d'une multitude de petites sectes confidentielles.

Les débuts du Courant communiste international

En fait, la manifestation la plus significative, sur le long terme, de ce renouveau des positions de la Gauche communiste a été le développement de notre propre organisation [24].

Celle-ci s'est principalement constituée il y a juste 40 ans, en juillet 1968 à Toulouse, avec l'adoption d'une première déclaration de principes par un petit noyau d'éléments qui avaient formé un cercle de discussion l'année précédente autour d'un camarade, RV, qui avait fait ses débuts en politique dans le groupe Internacionalismo au Venezuela. Ce groupe avait été fondé en 1964 par le camarade MC [25] qui avait été le principal animateur de la Gauche communiste de France (1945-52) après avoir été membre de la Fraction italienne de la Gauche communiste à partir de 1938 et qui était entré dans la vie militante dès 1919 (à l'âge de 12 ans) d'abord dans le Parti communiste de Palestine, puis au PCF.

Pendant la grève générale de Mai 1968, les éléments du cercle de discussion avaient publié plusieurs tracts signés *Mouvement pour l'instauration des conseils ouvriers* (MICO) et avaient entrepris des discussions avec d'autres éléments avec qui s'était finalement formé le groupe qui allait publier *Révolution internationale* à partir de décembre 1968. Ce groupe était entré en contact et en discussion suivie avec deux autres groupes appartenant à la mouvance conseilliste, l'*Organisation conseilliste de Clermont-Ferrand* et celui publiant les *Cahiers du communisme de conseils* basé à Marseille.

Finalement, en 1972, les trois groupes ont fusionné pour constituer ce qui allait devenir la section en France du CCI et qui a commencé la publication de *Révolution internationale* (nouvelle série).

Ce groupe, dans la continuité de la politique menée par *Internacionalismo*, la GCF et *Bilan*, a engagé des discussions avec différents groupes qui avaient également surgi après 1968, notamment aux États-Unis (*Internationalism*). En 1972, *Internationalism* envoie une lettre à une vingtaine de groupes se réclamant de la Gauche communiste appelant à la constitution d'un réseau de correspondance et de débat international. *Révolution internationale* a répondu chaleureusement à cette initiative tout en proposant qu'elle se donne la perspective de la tenue d'une conférence internationale. Les autres groupes ayant donné une réponse positive appartenaient tous à la mouvance conseilliste. Les groupes se réclamant de la Gauche italienne pour leur part, soit ont fait la sourde oreille, soit ont jugé cette initiative prématurée.

Sur la base de cette initiative se sont tenues plusieurs rencontres en 1973 et 1974 en Angleterre et en France auxquelles ont participé notamment, pour la Grande-Bretagne (*World Revolution*, *Revolutionary Perspective* et *Workers' Voice*, les deux premiers issus de scissions de *Solidarity* et le dernier issu d'une scission du trotskisme).

Finalement, ce cycle de rencontres a abouti en janvier 1975 à la tenue d'une conférence où les groupes qui partageaient la même orientation politique – Internacionalismo, Révolution internationale, Internationalism, World Revolution, Rivoluzione internazionale (Italie) et Acción proletaria (Espagne) – ont décidé de s'unifier au sein du Courant communiste international.

Celui-ci a décidé de poursuivre cette politique de contacts et de discussions avec les autres groupes de la Gauche communiste ce qui l'a conduit à participer à la conférence d'Oslo de 1977 (en même temps que *Revolutionary Perspective*) et à répondre favorablement à l'initiative lancée en 1976 par *Battaglia comunista* en vue de la tenue d'une conférence internationale de groupes de la Gauche communiste.

Les trois conférences qui se tenues en mai 1977 (Milan), novembre 1978 (Paris) et mai 1980 (Paris) avaient suscité un intérêt croissant parmi les éléments qui se réclamaient de la Gauche communiste mais la décision de *Battaglia comunista* et de la *Communist Workers' Organisation* (issu d'un regroupement de *Revolutionary Perspective* et *Workers' Voice* en Grande-Bretagne) d'en exclure désormais le CCI sonna le glas de cet effort [26]. D'une certaine façon, le repliement sectaire (tout au moins envers le CCI) de BC et de la CWO (qui se sont regroupés en 1984 dans le Bureau international pour le parti révolutionnaire – BIPR) était un indice que s'était épuisée l'impulsion initiale qu'avait donné au courant de la Gauche communiste le surgissement historique du prolétariat mondial en Mai 1968.

Cependant, malgré les difficultés qu'a rencontrées la classe ouvrière au cours des dernières décennies, notamment les campagnes idéologiques sur la "mort du communisme" après l'effondrement des régimes staliniens, la bourgeoisie mondiale n'a pas réussi à lui infliger une défaite décisive. Cela s'est traduit par le fait que le courant de la Gauche communiste (représenté principalement par le BIPR [27] et surtout le CCI) a maintenu ses positions et connaît aujourd'hui un intérêt croissant auprès des éléments qui, avec la lente reprise des combats de classe depuis 2003, se tournent vers une perspective révolutionnaire.

Le chemin du prolétariat vers la révolution communiste est long et difficile. Il ne peut en être autrement puisqu'il échoit à cette classe la tache immense de faire passer l'humanité du "règne de la nécessité au règne de la liberté". La bourgeoisie ne perd aucune occasion de proclamer que "le communisme est mort !" mais l'acharnement qu'elle met à l'enterrer est significatif de la crainte qu'elle continue d'éprouver devant cette perspective. Quarante ans après, elle nous invite à "liquider" Mai 68 (Sarkozy) ou à "l'oublier" (Cohn-Bendit, devenu un notable "vert" du Parlement européen et qui a publié récemment un livre au titre significatif : "Forget 68") et c'est normal : Mai 68 a ouvert une brèche dans son système de domination, une brèche qu'elle n'a pas réussi à colmater et qui ira en s'élargissant à mesure que deviendra plus évidente la faillite historique de ce système.

Fabienne (6/07/2008)

24) Les deux principaux théoriciens de la Gauche hollandaise.

25) Pour une histoire plus détaillée du CCI, lire nos articles "Construction de l'organisation révolutionnaire : les 20 ans du Courant communiste international" (*Revue internationale* nº 80) et "Les trente ans du CCI : s'approprier le passé pour construire l'avenir" (*Revue internationale* nº 123).
Sur la contribution de MC au mouvement révolutionnaire, voir notre article "Marc" dans les nos 65 et 66 de la *Revue internationale*.

26) A propos de ces conférences voir notre article "Les conférences internationales de la Gauche Communiste (1976-1980) - Leçons d'une expérience pour le milieu prolétarien" dans la *Revue internationale* nº 122.

27) Le moindre développement du BIPR comparé à celui du CCI est à mettre principalement au compte de son sectarisme ainsi qu'à sa politique opportuniste de regroupement (qui le conduit souvent à construire sur du sable). Voir à ce sujet notre article "Une politique opportuniste de regroupement qui ne conduit qu'à des ‚avortements'" (*Revue internationale* nº 121).

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

1968 AU JAPON : LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LES LUTTES OUVRIÈRES

Introduction du CCI

Comme nous l'avons déjà relevé dans plusieurs articles de la *Revue internationale* et dans notre presse territoriale, les événements de mai 1968 en France n'étaient qu'une partie d'un mouvement plus vaste dans le monde.

Nous publions ici un article d'un camarade au Japon qui démontre clairement que ce mouvement plus vaste a aussi compris un épisode dans ce pays malgré les difficultés et les particularités historiques du Japon.

La future révolution prolétarienne sera internationaliste et internationale ou ne sera pas. C'est une des grandes responsabilités des internationalistes du monde entier d'inscrire résolument aujourd'hui leur expérience locale dans le cadre des événements mondiaux, de comprendre le mouvement de la classe ouvrière dans n'importe quel lieu comme n'étant qu'une partie, une expression d'un ensemble plus vaste et de contribuer à un débat international au sein de la classe ouvrière sur les leçons des événements passés, pour l'avenir de la lutte contre un capitalisme moribond. Nous saluons donc l'effort du camarade Ken pour replacer les événements de 1968 au Japon dans un contexte historique et global. Nous soutenons de tout cœur sa conclusion : "*Nous serions satisfaits si ce bref résumé de la réflexion sur le "68" japonais pouvait contribuer de quelque façon à la coordination internationale de la classe ouvrière dans son ensemble (ce qui était la chose la plus importante et qui est la chose la plus importante maintenant."*

Il y a plusieurs points dans l'article qui sont ambigus pour nous soit à cause des difficultés de traduction soit du fait de notre ignorance de l'histoire du Japon. Nous n'allons en souligner que quelques-uns ici, parce que nous pensons que ce sont des éléments importants pour le débat au sein des internationalistes japonais et plus généralement :

1. Il est clair que les luttes ouvrières ont revêtu plusieurs formes pendant cette période : tentatives d'auto-organisation, et même d'autogestion, beaucoup d'entre elles ayant eu leurs semblables en Europe par exemple. Il était inévitable à cette époque que les ouvriers aient été influencés par les idées des partis "socialistes" et "communistes" (c'est-à-dire staliniens) et des idées trade-unionistes ; il semble que cela ait donné une certaine importance au syndicat SOHYO. Cependant, ce qui n'est pas clair pour nous, c'est à quel niveau SOHYO était une expression d'un réel mouvement ouvrier sous la forme de grève sauvage par exemple, qui aurait été dévoyé vers une tentative impossible de créer un nouveau syndicat ou si c'était une tentative des fractions de gauche de la classe dominante de créer une structure plus "radicale" qui pouvait canaliser le mécontentement et la lutte des ouvriers. Quelles sont les leçons à tirer de l'expérience de SOHYO en termes d'organisation des luttes ouvrières aujourd'hui ? Quelle comparaison pouvons-nous faire avec d'autres luttes ouvrières dans le monde, en particulier avec la grève massive en Pologne en 1980 ?

2. Il nous apparaît clairement, d'après les discussions avec les camarades au Japon, que la dégénérescence des luttes politiques internes entre les principaux groupes gauchistes et les sectes (qui apparemment ont fait au moins 100 morts et plus de 1000 blessés graves au cours des années) a profondément traumatisé le milieu politique en général. Quelles leçons doivent en être tirées ? Pourquoi la "Nouvelle gauche" a-t-elle été "condamnée à la stagnation" comme le dit le camarade ? Il nous semble que la nouvelle génération au Japon en 1968 a souffert de deux handicaps : d'un côté, une tendance au nationalisme anti-américain, résultat de la situation du Japon, pays occupé militairement, et d'un autre côté, le manque de toute tradition communiste de gauche qui aurait pu servir de point de référence : les travaux de Luxemburg, Pannekoek, Görter, sont pratiquement inconnus et la tradition de la Gauche communiste représentée par la Gauche italienne n'a eu aucun écho.

3. Dans une partie du texte, le camarade parle de "la guerre révolutionnaire indochinoise-vietnamienne" et de la "solidarité révolutionnaire avec les peuples du Vietnam et d'Asie". Pour nous, la guerre au Vietnam était une confrontation impérialiste entre les États-Unis et le Vietcong qui était soutenu soit par la Chine soit par la Russie. Il n'y a eu que très peu de jeunes gens qui s'opposaient à la guerre au Vietnam et argumentaient leur rejet de la guerre avec une réelle position internationaliste contre la participation à toute guerre impérialiste et un appel à la lutte de classe contre les deux camps dans un conflit impérialiste. C'est une vraie tragédie de l'histoire, qu'à travers le monde, une grande partie de la jeune génération ait été entraînée sur le terrain du soutien aux luttes de libération nationale, en pensant que cela renforcerait la lutte contre "l'impérialisme". Maintenant, 40 ans après, il est vital d'en arriver à une vision plus profonde de la nature de ces guerres à l'époque. Quel bilan pouvons-nous tirer de ces prétendues luttes de libération nationale ?

Nous avons voulu que cette introduction soit aussi brève que possible de façon à limiter les problèmes de traduction. Il y a clairement d'autres questions soulevées dans cet article qu'il serait nécessaire de discuter ; cependant, nous pensons que les trois mentionnées ci-dessus sont probablement les plus importantes. Nous espérons que la publication de cet article, avec nos commentaires, en anglais, français et japonais, encouragera le débat international qui contribuera à une meilleure compréhension du "Mai 68 japonais" et à un renforcement du milieu internationaliste au Japon même. En ce sens, "le monde devient plus grand, mais aussi plus petit" !

Le soubassement historique

Ce sont les organisations autogouvernées d'étudiants qui s'étaient répandues dans les universités de tout le pays, qui ont servi de base massive au mouvement dissident, qui a eu une signification extraordinaire dans l'histoire d'après-guerre pendant la lutte contre le traité de l'AMPO (Coopération mutuelle et sécurité) entre les États-Unis et le Japon, et qui a cependant semblé stagner dans la période qui a suivi immédiatement. En 1965, après une lutte similaire contre le traité pour la normalisation des relations entre le Japon et la République de Corée (ROK), surgit rapidement la période politique du mouvement antiguerre, caractérisée par les luttes du Zengakuren et du Zenkyoto dans les luttes anti-AMPO et à propos des luttes des années 1970 contre la présence de bases militaires américaines à Okinawa.

Au sein du mouvement ouvrier, le SOHYO (Conseil général des syndicats du Japon) prit de l'importance lorsqu'il mena la grève des mines de charbon Mitsui Miike en 1950-60, le plus grand mouvement de travailleurs dans la période après-guerre, ainsi qu'avec sa participation à la lutte contre l'AMPO en 1960, avec des revendications pour la paix, contre la guerre, et toutes sortes de revendications démocratiques.

A côté des partis parlementaires existants, c'est-à-dire le Parti communiste japonais (JCP) et le Parti socialiste japonais (JSP), les organisations étudiantes/ouvrières sous leur influence, et les syndicats sous celle de SOHYO, il y avait différentes sectes et organisations telles que la Ligue communiste japonaise (BUND, la principale section du Zengakuren pendant la lutte contre l'AMPO en 1960) et la Ligue communiste révolutionnaire japonaise "sous l'influence de la Fédération trotskiste japonaise" qui organisaient et participaient aux luttes.

Ces groupes étaient des organisations qui se retrouvaient sur une critique de l'URSS et du stalinisme au moment de la répression du soulèvement en Hongrie en 1956 et des critiques à la ligne du Parti communiste japonais.

Les luttes dans l'université nationale, Zenkyoto

Alors que l'opposition à la guerre du Vietnam grandit à l'échelle mondiale, la lutte dans les universités s'accélère au Japon.

Des luttes sont menées contre l'augmentation des droits aux universités de Keio en 1964, de Waseda en 1965 et Chuo en 1966.

En 1968, le département de médecine de l'université de Tokyo entre en grève illimitée contre la "loi d'enregistrement des docteurs" (qui aurait augmenté la période d'internat des diplômés de deux ans et introduisait une stricte hiérarchie dans les postes). Un comité de lutte de l'ensemble des étudiants (Zenkyoto) est constitué, une grève illimitée est déclarée et des barricades sont élevées par dix départements académiques. L'année suivante, en 1969, 8500 policiers anti-émeutes attaquent les étudiants en grève et les barricades dans la salle de lecture Yasuda, entre autres, sont évacuées par la force. Plus de 600 personnes sont arrêtées dans l'université de Tokyo. Les examens d'entrée à l'université de Tokyo la même année sont annulés en conséquence.

A la plus grande université privée du Japon à cette époque, l'université Nippon (Nichidai), une grève est déclenchée par une évasion fiscale en lien avec des politiques injustes d'entrée pour les étudiants, tout autant que par la découverte d'environ deux milliards de yens (100 millions de dollars environ) de droits d'inscription non enregistrés. Plus de 35 000 personnes et étudiants assistent à une session massive de négociation à laquelle le directeur de l'université est obligé d'assister.

Ces deux luttes aux universités Todai et Nichidai allaient être les symboles du mouvement étudiant et du Zenkyoto ; le mouvement se répand dans plus de 300 universités et grandes écoles dans le pays. Les blocages, avec des barricades, et les grèves étudiantes continuent jusqu'au début des années 1970, en liaison avec le mouvement anti-guerre, le mouvement anti-AMPO et les luttes concernant Okinawa qui culminent pendant cette période. Ces mouvements occupent les rues.

La différence définitive entre le Zengakuren et le Zenkyoto pendant les luttes anti-AMPO des années 1960 porte sur la question d'organisation.

Le Zengakuren est organisé comme son nom abrégé le reflète : "Fédération de l'ensemble du Japon des associations étudiantes auto-organisées", en organisation verticale qui commence au niveau de l'université, pour concerner ensuite le département, les classes, et les individus (l'adhésion est automatique pour tous les étudiants). En ce sens, le Zengakuren avait été créé selon les "associations auto-dirigées de Postdam", c'est-à-dire la démocratisation du haut vers le bas introduite par les forces américaines d'occupation.

Le Zenkyoto est quant à lui bâti sur une participation extrêmement large et libre, exactement l'opposé des associations auto-dirigées, le Zengakuren ou les partis sectaires, et s'efforce d'être un mouvement de masse basé sur la démocratie directe. Dès le début, le Zenkyoto était une organisation pluraliste, à caractère profondément parlementaire, centré sur les luttes particulières. La majorité de ses membres étaient considérés comme des "radicaux non sectaires", c'est-à-dire ceux qui ne sont affiliés à aucune secte politique particulière.

Le mouvement contre la guerre au Vietnam

Faisant fructifier les luttes des années 1960 anti-AMPO, anti-guerre, et antibases militaires américaines, aussi bien que celles contre le traité de normalisation ROK, un mouvement contre la guerre du Vietnam commence à se développer aussi au Japon.

En 1965, une organisation appelée Beheiren (ce qui veut dire "Union des citoyens pour la paix au Vietnam") se constituait. Il n'y avait ni plate-forme ni adhésion d'aucune sorte, le mouvement dépendait des initiatives indépendantes de ses membres. Beheiren s'étendit à l'échelle nationale, arrivant à constituer jusqu'à 300 groupes.

Le gros du mouvement était constitué du mouvement étudiant dans son ensemble, du Zengakuren, du Parti socialiste, des syndicats tels que SOHYO et des organisations de la jeunesse contre la guerre. Toutes sortes de luttes contre la guerre étaient menées.

Octobre 1967 voit la première phase de la lutte à l'aéroport de Haneda et une lutte pour empêcher le premier ministre d'alors, Eisaku Sato, de visiter le Sud-Vietnam. Un étudiant de l'université de Kyoto meurt dans une manifestation.

Le même mois : journée internationale contre la guerre. Des manifestations et des meetings se tiennent dans tout le pays, regroupant 1,4 million de personnes.

Novembre : deuxième phase de la lutte à l'aéroport de Haneda (lutte pour empêcher le Premier ministre de visiter les États-Unis). De violents combats entre le Zengakuren et les brigades anti-émeutes durent 10 heures. Plus de 300 arrestations ont lieu dans tout le pays en un seul jour.

Janvier 1968 : lutte pour empêcher le sous-marin nucléaire américain *Enterprise* d'accoster au port de Sasebo.

Février : meetings massifs pour empêcher la construction d'un nouvel aéroport à Sanrizuka (connu maintenant comme l'aéroport international de Narita). Les fermiers à proximité du site de l'aéroport et les étudiants se battent ensemble pour la première fois. 3000 personnes affrontent la police anti-émeutes.

De février à mars, lutte contre l'ouverture de l'hôpital de guerre d'Ojino. Les luttes violentes débordent dans la ville de Tokyo.

Avril : journée de lutte à propos d'Okinawa. 250 000 personnes participent à l'échelle nationale. Une "loi pour la prévention de l'activisme destructif" est votée contre la Ligue communiste révolutionnaire (Chukaku-ha) et la Ligue communiste.

(Mai : grève générale à Paris et dans toute la France)

Octobre : action internationale unifiée contre la guerre. Quatre millions et demie de personnes participent à l'échelle nationale, avec les slogans "contre la guerre au Vietnam, pour le retour d'Okinawa, stop à l'accord AMPO". La Ligue communiste et la Ligue des étudiants socialistes attaquent le département de la Défense ; le Parti socialiste, la Fraction socialiste de la libération de la jeunesse attaquent le parlement et l'ambassade américaine dans laquelle ils se précipitent. La Ligue des étudiants socialistes Chukaku-ha (IVe Internationale) et d'autres occupent la station de Shinjuku qui est le point d'approvisionnement pour les tankers américains. Des dizaines de milliers de personnes tiennent un meeting de masse autour de la station. Les deux syndicats nationaux de cheminots partent en grève illimitée. Le gouvernement japonais inculpe les participants pour incitation à l'émeute.

Avril 1969 : journée de lutte sur Okinawa.

Septembre : un meeting de masse constitue un rassemblement national Zenkyoto. 26 000 étudiants dans 178 organisations de 46 universités du Japon se rencontrent à Tokyo.

Octobre : journée internationale contre la guerre. 860 000 personnes marchent avec le Parti socialiste, le Parti communiste et SOHYO. Dans des conditions très dures de répression, les différents partis de la Nouvelle gauche s'engagent dans la lutte armée autour de Tokyo. Les départements de la police et les locaux de la police sont attaqués. La tactique connaît une escalade avec l'emploi de cocktails Molotov et d'explosifs. 1500 personnes environ sont arrêtées.

Le même mois, les cheminots, suivis par 4 millions de travailleurs de l'industrie dans 67 syndicats, planifient une grève de 24 heures en novembre.

Ces luttes se prolongent dans celles dirigées contre l'AMPO et la base d'Okinawa dans les années 1970.

Le mouvement ouvrier et les autres luttes

Au milieu de l'expansion économique des années 1960, le mouvement ouvrier japonais se trouvait dans une période de croissance continue, centrée sur le Parti socialiste, le Parti communiste et le syndicat SOHYO, et traitait tout un tas de problèmes politiques tels que la place de l'Union soviétique et du "Bloc socialiste", le progrès de la lutte anti-impérialiste (anti-américaine) et à l'échelle nationale, des luttes contre l'AMPO, Okinawa et la guerre. Les conflits sociaux et les grèves ont culminé après 1968 (en termes de conflits et de participants), avec un pic en 1974. Dans cette période, ont lieu l'offensive sociale nationale du printemps de 1974 (2 270 000 travailleurs dans 71 syndicats, qui ont gagné une augmentation de salaire de 32,9 %), la grève de 1975 pour le droit de grève (menée principalement par le KORYOKO – Fédération des syndicats des entreprises gouvernementales et des corporations publiques – et les syndicats nationaux de cheminots), décrite comme la deuxième plus grande grève d'après-guerre, ainsi que d'autres grèves.

Les sectes de la Nouvelle gauche mettaient en avant des objectifs tels que "créer un mouvement ouvrier sur une base de classe" et intervenaient dans les avant-gardes ouvrières existantes, créant des factions de gauche en leur sein. Ces sectes avaient aussi pour but une direction indépendante incluant l'organisation des ouvriers déshérités inorganisés et celle de ceux qui travaillaient dans des corporations plus petites, en créant des syndicats régionaux et en faisant des tentatives de production autonome et d'auto organisation.

En 1965, le Comité de coordination anti-guerre affilié au Parti socialiste (mis en place pour s'opposer à la guerre au Vietnam et mettre fin au traité de normalisation des relations Japon-Corée) arriva à s'étendre à une grande échelle avec les slogans "autonomie, originalité et unité", sans impliquer les syndicats de travailleurs ou les organisations verticales ; cependant cette expansion fut déchirée par les luttes hégémoniques des sectes, de la même façon que le sera le mouvement Zenkyoto quelques temps après.

Alors que les luttes anti-AMPO, anti-guerre/anti-bases, la lutte d'Okinawa et de Sanrizuka continuaient sans interruption, les sectes de la Nouvelle gauche commencèrent à consacrer leur énergie à des luttes plus parcellaires,

comme les luttes pour l'immigration (et aussi pour une loi qui reconnaisse les réfugiés), en solidarité avec les Coréens et les Chinois vivant au Japon, en solidarité avec les peuples des pays de l'ASEAN, comme également le mouvement de libération des femmes, le mouvement de libération Buraku et celui des handicapés.

Il y avait en même temps des luttes régionales, des luttes contre la pollution comme le combat contre la maladie de Minamata (du mercure provenant d'une usine locale avait empoisonné des milliers de personnes), le mouvement anti-nucléaire, des mouvements pour la défense de l'environnement, des luttes de journaliers (à Sanya, Kamagasaki, etc.) et la lutte en cours contre le système impérial.

Les fruits de "68"

Aujourd'hui, la structure d'après guerre, le soi-disant "système de 1955", s'est "écroulé". Nous sommes passés d'une dictature de parti unique, le Parti démocrate libéral (LDP) à un système bipartite qui comprend aussi le Parti démocratique du Japon (DPJ). Le Parti socialiste, qui agissait en tant que pied gauche de la domination politique de la bourgeoisie est démantelé, les sièges du Parti communiste japonais au parlement sont nettement moins nombreux et l'influence des organisations de gauche existantes s'est notablement affaiblie.

Le système américano-nippon est très puissant et les bases ou les institutions américaines sont présentes dans 135 endroits de la nation (20 % de la principale île d'Okinawa sont occupés par l'armée américaine). Les envois de troupes en Irak et les "menaces" de la République démocratique populaire de Corée ont servi de prétexte à une réforme accélérée de la constitution de la paix centrée sur "l'article 9".

En ce qui concerne l'avant-garde ouvrière, SOHYO a été démantelé et aggloméré avec RENGO (la Confédération syndicale japonaise). Les sectes de la Nouvelle gauche qui avaient œuvré pour la création de "partis révolutionnaires ouvriers pour remplacer les partis socialistes/communistes" et "un mouvement ouvrier sur une base de classe" ont été contraintes à la stagnation.

En prenant cela en compte, il est important de déchiffrer la signification de 1968, qui a été un point de jonction dans l'histoire du monde. Pour nous, la classe ouvrière japonaise, il est particulièrement important de tirer un bilan du "68" japonais du point de vue du mouvement communiste international.

1. Les réalisations et les limites du Parti communiste japonais qui, pendant les deux périodes, quand la branche japonaise du COMINTERN était active et dans la période d'après-guerre pendant laquelle il a été légalisé, avait en vue "l'indépendance souveraine en défense du socialisme scientifique" et a pris le chemin du parlementarisme.

2. La critique du stalinisme et du JPC et ses résultats, la Nouvelle gauche, la naissance et la stagnation du trotskisme japonais.

Avec ces questions au premier plan, à quel degré le "68" japonais, qui a vu surtout se battre les étudiants et les jeunes ouvriers, se connecte-t-il avec les "68" américains et français, le "printemps de Prague", "l'automne chaud italien", la grève de masse en Pologne qui s'est déroulée pendant l'hiver 1970-71 et qui a donné naissance à au syndicat Solidarité [28], la guerre révolutionnaire indochinoise-vietnamienne ?

Ce sont des questions que nous devons continuer à examiner.

Le "68" japonais a été une lutte qui mit en question la réelle signification de la "démocratie d'après-guerre", qui incluait des luttes faites par les étudiants et les ouvriers eux-mêmes, qui refusaient le futur proposé par la gauche existante, les staliniens et les socialistes. C'était une nouvelle lutte dans laquelle la classe ouvrière japonaise essayait de donner forme au futur en exerçant son hégémonie. Ce "68" a été une collection de luttes à la recherche de l'internationalisme prolétarien, en particulier de la solidarité avec les peuples du Vietnam et d'Asie, qui tentaient de réaliser un vrai monde de paix dans lequel les préjugés, la répression et l'exclusion sous toute ses formes seraient éradiqués.

En définitive, dans sa période ascendante il a été incapable de sortir du cadre de la démocratisation rapide et des parties du mouvement se sont orientées vers du simple terrorisme. Incapables de gagner le soutien de plus de 50 millions de travailleurs, les buts des luttes n'ont en grande partie pas été réalisés et restent encore à atteindre aujourd'hui.

Cependant, nous sommes conscients de changements dans le système japonais politique, économique et social après "68".

L'abolition de l'enregistrement des étrangers et de la loi sur les empreintes digitales (obligation pour tous les étrangers sur le sol japonais) ; la promulgation de "la loi sur l'égalité des chances entre les sexes" ; un soutien lent mais croissant à l'élimination des barrages pour les handicapés et à la normalisation (ce pays n'a fait une loi contre la discrimination vis-à-vis des handicapés en matière de droits qu'en 2004 avec la "loi des handicapés". Cette loi établit que "personne ne peut avoir une conduite qui lèse les droits et le bien-être d'une personne handicapée parce que cette personne est handicapée"). Contrairement à la période pendant laquelle la lutte contre la maladie de Minamata avait été menée, aujourd'hui, les officiels et les compagnies font de la surenchère pour promouvoir les thèmes de l'écologie, des économies d'énergie et des dépollutions. Les mouvements pour les droits de l'homme, la préservation de l'environnement et les luttes pour les régions se sont transformés en ONG et organisations à but non lucratifs qui s'organisent à ces fins. Et ainsi de suite !

Des choses qui paraissaient irréalisables à l'époque se sont réalisées à un certain niveau (sans prendre en compte dans quel but cela a été fait). Évidemment, la plupart de ces acquis avaient été des revendications "démocratiques" et ne représentaient rien d'autre que des compromis et l'harmonie avec l'ennemi de classe. Savoir que la collaboration de classe prévaut dans la situation du capitalisme japonais à présent peut nous aider à nous mettre en mouvement pour des victoires réelles sans baisser la garde.

Cependant, "68" en tant que mouvement social a encore un poids même aujourd'hui. Les semences de "68" qui sont allées au-delà du cadre de la culture du contre-pouvoir et de la résistance à étendre à toute la société contribueront certainement à la germination de changements dans le futur.

Trente après la croisée des chemins de 68, nous serions satisfaits si ce bref résumé de la réflexion sur le "68" japonais pouvait contribuer de quelque façon à la coordination internationale de la classe ouvrière dans son ensemble (ce qui était la chose la plus importante et qui est la chose la plus importante maintenant).

A tous nos camarades qui luttent en Europe.

Le monde devient plus grand, mais aussi plus petit. Nous espérons avoir de réelles occasions de nous organiser à vos côtés.

Ken (23 mars 2008)

28) Le camarade fait ici une confusion avec la grève de masse en Pologne de 1980/81 (NDLR).

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

COMME EN FRANCE, IL Y A 40 ANS, UN MAI 68 SE PRODUISAIT EN AFRIQUE, AU SÉNÉGAL

"Le mois de mai 1968 est resté dans l'histoire pour avoir été marqué, à travers le monde, par des bouleversements de grande ampleur dont les étudiants et lycéens ont servi de fer de lance. En Afrique, le Sénégal a été le théâtre très remarqué de la contestation universitaire et scolaire. De nombreux observateurs de l'époque en ont conclu que les événements de Dakar n'étaient rien d'autre que le prolongement de Mai 68 français. (...) *Ayant participé directement, et à partir du niveau le plus élevé, à la lutte des étudiants de Dakar, en mai 68, cette thèse m'a toujours paru erronée.* (...) *L'explosion de Mai 68 a été sans aucun doute, préparée par un climat social particulièrement tendu. Elle fut l'aboutissement d'une agitation sans précédent des salariés des villes, des opérateurs économiques nationaux mécontents du maintien de la prépondérance française, des membres de la bureaucratie face au contrôle des rouages de l'Etat par l'assistance technique. La crise agricole contribua elle aussi à l'aggravation de la tension dans les villes et à Dakar, notamment en intensifiant l'exode rural* (...). *Le mémorandum de l'UNTS du 8 mai estimait la dégradation du pouvoir d'achat depuis 1961 à 92,4 %"* [29].

C'est donc dans ce contexte que Dakar a connu lui aussi un "mai 68 rampant" qui dura une douzaine de jours, entre le 18 mai et le 2 juin, qui a failli ébranler définitivement le régime profrançais de Senghor, avec grèves générales illimitées du monde scolaire puis du monde du travail avant que le pouvoir en place n'arrivât à bout du mouvement par une féroce répression policière et militaire tout en bénéficiant de l'appui décisif de l'impérialisme français.

Le "Mai sénégalais" fut précédé par plusieurs heurts avec le gouvernement Senghor, notamment entre 66 et 68 où les étudiants organisaient des manifestations de soutien aux luttes de "libération nationale" et contre le "néo-colonialisme" et "l'impérialisme".

De même qu'avant le déclenchement du mouvement de mai, il y a eu en milieu scolaire des "grèves d'avertissement", par exemple, une grève des cours a été déclenchée le 26 mars 1968 par les élèves du lycée de Rufisque (banlieue de Dakar), suite aux sanctions disciplinaires infligées à certains de leurs camarades de classe, mouvement qui dura 3 semaines. Cela avait fini par installer dans les établissements scolaires de la région un climat d'agitation et de contestation du gouvernement.

Le détonateur du mouvement

Le déclenchement du mouvement de mai 68 a eu pour origine immédiate la décision du gouvernement du président Senghor de réduire les mensualités des bourses d'études de 12 à 10 mois tout en diminuant fortement le montant alloué, sous prétexte de "*la situation économique difficile que traversait le pays*".

"La nouvelle de la décision du gouvernement se répandit comme une traînée de poudre à la cité universitaire, causant partout l'inquiétude et suscitant un sentiment général de révolte. C'était le seul objet de conversations partout sur le campus. Dès son élection, le nouveau comité exécutif de l'UDES (syndicat étudiant) s'employa à développer l'agitation autour de la question des bourses en milieu étudiant, parmi les élèves des lycées et auprès des syndicats" (*idem*).

En effet, dès cette annonce gouvernementale, l'agitation s'installe et la contestation du gouvernement s'intensifie, notamment à la veille des élections que les étudiants dénoncent, comme le montre le titre d'un de leurs tracts : "*De la situation économique et sociale du Sénégal à la veille de la mascarade électorale du 25 février...*". L'agitation continue : le 18 mai, les étudiants décident d'une "grève générale d'avertissement" suite à l'échec des négociations avec le gouvernement sur les conditions d'études, grève massivement suivie dans toutes les facultés.

Galvanisés par le franc succès de la grève et chauffés à bloc par le refus du gouvernement de satisfaire leurs revendications, les étudiants lancent un mot d'ordre de grève générale illimitée des cours et de boycott des examens à partir du 27 mai. Déjà, à la veille de cette date, les meetings se succèdent dans le campus et en milieu scolaire en général, bref, c'est l'épreuve de force avec le pouvoir. De son côté, le gouvernement se saisit de tous les médias officiels pour annoncer une série de mesures d'intimidation contre les grévistes, tout en visant à opposer les étudiants, qualifiés de "privilégiés", aux travailleurs et aux paysans. Et l'UPS (parti de Senghor) dénonce la "position antinationale" du mouvement des étudiants, mais sans rencontrer aucun écho. Au contraire, les campagnes du gouvernement ne font qu'aggraver la colère des étudiants et susciter la solidarité des salariés et de la population.

"Les meetings de l'UED (Union des étudiants de Dakar) constituaient des temps forts de l'agitation dans le campus. Ils enregistraient une influence considérable d'étudiants, d'élèves, d'enseignants, de jeunes chômeurs, d'opposants et, bien entendu, de nombreux agents de renseignement. Au fil du temps, ils constituaient le baromètre qui indiquait les mouvements de la contestation politique et sociale. Chaque meeting était une sorte de messe de l'opposition sénégalaise et de celles des autres pays présents dans le campus. Les interventions étaient ponctuées des morceaux de musique révolutionnaire du monde entier" (*idem*).

Effectivement, on assiste là à une véritable veillée d'armes. Dès minuit le 27 mai, les étudiants en éveil entendent le bruit des bottes et voient l'arrivée massive d'un cordon policier autour de la cité universitaire. Dès lors, une foule d'étudiants et d'élèves se rassemblent

29) Abdoulaye Bathily, Mai 1968 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie, Edit. Chaka, Paris 1992.

et convergent vers les résidences en vue de monter des piquets de grève.

En fait, par cette intervention, le pouvoir, en encerclant le campus universitaire par les forces de l'ordre, cherche à empêcher tout mouvement de l'extérieur vers l'intérieur et inversement.

"Ainsi, des camardes se virent privés de leurs repas et d'autres de leur lit car, comme l'UDE a eu souvent à le dire, les conditions sociales sont telles que nombre de camarades mangent en ville (non boursiers) ou y dorment faute de logement à la cité universitaire. Même les étudiants en médecine qui soignaient leurs malades à l'hôpital restaient bloqués à la cité en même temps que d'autres étudiants en urgence médicale. C'était l'exemple type de violation des franchises universitaires" (*idem*).

Le 28 mai, lors d'une entrevue avec le recteur et les doyens de l'université, l'UDE demande la levée du cordon policier, tandis que les autorités universitaires exigent que les étudiants fassent une déclaration sous 24 heures *"certifiant que la grève n'a pas pour but de renverser le gouvernement Senghor"*. Les organisations étudiantes répondent qu'elles n'étaient pas liées à un régime donné et que le temps qui leur est imparti ne permet pas de consulter leur base. Dès lors, le président du gouvernement ordonne la fermeture totale des établissements universitaires.

"Le groupe mobile d'intervention, renforcé par la police, sonna une nouvelle charge et investit les pavillons les uns après les autres. Il avait reçu l'ordre de dégager les étudiants par tous les moyens. Ainsi à coups de matraque, de crosses de fusils, baïonnettes, de grenades lacrymogènes et quelquefois offensives, défonçant portes et fenêtres, les sbires allèrent chercher les étudiants jusque dans leurs chambres. Les gardes et les policiers se comportèrent en véritables pillards. Ils volèrent tout et brisèrent ce qui leur paraissait encombrant, déchirèrent les vêtements, les livres et les cahiers. Des femmes enceintes furent maltraitées et des travailleurs malmenés. Au pavillon des mariés, femmes et enfants furent frappés. Il y a eut sur le champ un mort et beaucoup de blessés (une centaine) selon les chiffres officiels" (*idem*).

L'implosion

La brutalité de la réaction du pouvoir se traduit par un élan de solidarité et renforce la sympathie envers le mouvement des étudiants. Dans tous les milieux de la capitale s'exprime une forte réprobation du comportement brutal du régime, contre les sévices policiers et l'internement d'un grand nombre d'étudiants. Au soir du 29 mai, tous les ingrédients sont réunis pour un embrasement social car l'effervescence est à son comble parmi les élèves et les salariés. Ce sont les lycéens (qui étaient déjà massivement présents lors des "grèves d'avertissement" du 26 mars et du 18 mai) qui se mettent les premiers en grève illimitée. Dès lors, la jonction est faite entre le mouvement universitaire et le mouvement dans le secondaire. Les uns après les autres, tous les établissements de l'enseignement secondaire se déclarent en grève totale et illimitée tout en formant des comités de lutte qui appellent à manifester avec les étudiants.

Inquiet de l'ampleur de la mobilisation de la jeunesse, le même jour, le 29 mai, le président Senghor fait diffuser un communiqué dans les médias annonçant le fermeture *sine die* de tous les établissements scolaires (facultés, lycées, collèges) de la région de Dakar et de Saint-Louis et appelant les parents d'élèves à retenir leurs enfants à la maison. Mais sans le succès escompté.

"La fermeture de l'université et des écoles ne fit qu'augmenter la tension sociale. Les étudiants, qui avaient échappé aux mesures d'internement, les élèves et les jeunes se mirent à ériger des barricades dans les quartiers populaires comme la Médina, Grand Dakar, Nimzat, Baay Gainde, Kip Koko, Usine Ben Talli, Usine Nyari Talli, etc. Dans la journée des 29 et 30 notamment, des cortèges imposants composés de jeunes occupaient les principales artères de la ville de Dakar. Les véhicules de l'administration et des personnalités du régime étaient particulièrement recherchés. Selon la rumeur, de nombreux ministres furent ainsi contraints de renoncer à utiliser leurs voitures de fonction, les fameuses voitures de marque Citroën appelées DS 21. En effet, ce type de véhicule officiel symbolisait, aux yeux de la population et des étudiants et élèves en particulier, le 'train de vie insolent' de la bourgeoisie politico-bureaucratique et 'compradore'" (*idem*).

Face à la combativité montante et à la dynamique du mouvement, le gouvernement décide de renforcer ses mesures répressives en les étendant à toute la population. Ainsi dès le 30 mai, un décret gouvernemental indique, d'une part, que jusqu'à nouvel ordre, tous les établissements recevant

du public (cinéma, théâtres, cabarets, restaurants, bars) sont appelés à fermer nuit et jour. Et, d'autre part, les réunions, manifestations et attroupements de plus de 5 personnes sont interdits.

Grève générale des travailleurs

Face à ces mesures et à la poursuite des brutalités policières contre la jeunesse en lutte, tout le pays s'agite et la révolte s'intensifie partout, cette fois-ci, plus amplement chez les salariés. C'est à alors que les appareils syndicaux traditionnels, notamment l'UNTS (un regroupement de plusieurs syndicats) décident d'entrer en scène pour ne pas se faire déborder par la base.

"La base des syndicats pressait les directions à l'action. Le 30 mai, à 18 heures, l'union régionale UNTS du Cap-Vert (région de Dakar), à la suite d'une réunion conjointe avec le bureau national de l'UNTS, lança un mot d'ordre de grève illimitée à partir du 30 mai à minuit."

Face à la situation explosive pour son régime, le président Senghor décide de s'adresser au pays, en tenant un discours menaçant envers les travailleurs en les exhortant de désobéir au mot d'ordre de grève générale, tout en accusant les étudiants d'être "téléguidés de l'étranger". Mais en dépit des menaces réelles du pouvoir allant jusqu'à donner des ordres de réquisition de certaines catégories de travailleurs, le mouvement de grève s'avère très suivi dans le public comme dans le privé.

Le 31 mai à 10 heures, des AG sont organisées à la bourse du travail auxquelles sont invités les délégations des secteurs en grève afin de décider de la suite à donner au mouvement.

"Mais les forces de l'ordre avaient déjà bouclé le quartier. A 10 heures,

l'ordre fut donné de charger les travailleurs à l'intérieur de la Bourse. Les portes et fenêtres furent défoncées, les armoires éventrées, les archives détruites. Les bombes lacrymogènes et les coups de matraque eurent raison des travailleurs les plus téméraires. En réponse aux brutalités policières, les travailleurs auxquels se mêlèrent les élèves et le lumpenprolétariat, s'attaquèrent aux véhicules et magasins dont plusieurs furent incendiés. Le lendemain, Abdoulaye Diack, secrétaire d'Etat à l'Information, révélait devant la presse que 900 personnes avaient été interpellées dans la Bourse du Travail et ses environs. Parmi celles-ci, on comptait 36 responsables syndicaux dont 5 femmes. En réalité, au cours de la semaine de crise, pas moins de 3000 personnes avaient été interpellées. Certains dirigeants syndicaux furent déportés (...). *Ces actes ne firent qu'accentuer l'indignation des populations et la mobilisation des travailleurs"* (*idem*).

En effet, aussitôt après cette conférence de presse au cours de laquelle le porte-parole du gouvernement donne ses chiffres sur les victimes, grèves, manifestations et émeutes ne font que s'intensifier jusqu'à ce que la bourgeoisie décide d'arrêter les dégâts.

"Les syndicats alliés du gouvernement et le patronat sentaient la nécessité de lâcher du lest pour éviter un durcissement au sein des travailleurs, qui au cours des manifestations, avaient pu prendre conscience de leur poids."

Dès lors, après une série de réunions entre le gouvernement et les syndicats, le 12 juin, le président Senghor annonce un accord de fin de grève basé sur 18 points dont un qui préconise une augmentation de 15 % des salaires. En conséquence, le mouvement prend fin officiellement à cette date-là, ce qui n'empêche pas la poursuite du mécontentement et le resurgissement d'autres mouvements sociaux, car la méfiance est de mise chez les grévistes par rapport aux promesses du pouvoir de Senghor. Et, de fait, quelques semaines après la signature de l'accord mettant fin aux grèves, des mouvements sociaux repartent de plus belle et vont se poursuivre avec une certaine vigueur jusqu'au début des années 1970.

En fin de compte, il convient de souligner l'état de désarroi dans lequel s'est trouvé le pouvoir sénégalais au plus fort de sa confrontation au "mouvement de mai de Dakar", à l'instar du chercheur (Abdoulaye Bathily), l'auteur largement cité :

"Du 1er au 3 juin, on avait l'impression que le pouvoir était vacant. L'isolement du gouvernement était démontré par l'inaction du Pari au pouvoir. Devant l'ampleur de l'explosion sociale, les structures de l'UPS n'ont pas réagi. La fédération des étudiants UPS s'est contentée de la distribution furtive de quelques tracts contre l'UDES au début des événements. Cette situation était d'autant plus frappante que l'UPS s'était vantée, trois mois plus tôt, d'avoir été plébiscitée à Dakar lors des élections législatives et présidentielles du 25 février 1968. Or, voilà qu'elle était incapable de trouver une riposte populaire face à ce qui se passait.

"Selon la rumeur, les ministres avaient été consignés au building administratif, siège du gouvernement, et de hauts responsables du pari et de l'Etat s'étaient cachés dans leurs maisons. C'était là un bien curieux comportement pour des dirigeants d'un parti qui se disait majoritaire dans le pays. En un moment, le bruit avait couru que le président Senghor se serait réfugié à la base militaire française de Ouakam. Ces rumeurs étaient d'autant plus vraisemblables que les informations concernant la "fuite" du général De Gaulle en Allemagne, le 29 mai, étaient connues à Dakar" (*idem*).

Le gouvernement de Senghor a donc fortement tremblé devant la vague de luttes menée par la jeunesse et la classe ouvrière qui lui a apportée son soutien décisif. Par ailleurs, Abdoulaye Bathily semble trop prudent dans l'évocation des "rumeurs", sans doute à cause même de ses fonctions (professeur d'université à Dakar) au moment de la publication de son ouvrage. En effet, à l'époque, d'autres rumeurs plus insistantes indiquaient clairement que ce fut l'armée française sur place qui arrêta brutalement les manifestants qui marchaient sur le palais présidentiel en causant plusieurs victimes, y compris des morts.

Rappelons aussi que le pouvoir sénégalais, pour venir à bout du mouvement social, n'a pas seulement utilisé ses chiens de gardes habituels, à savoir ses forces policières, mais il a aussi eu recours aux forces les plus réactionnaires que sont les chefs religieux et les paysans des campagnes reculées. Au plus fort du mouvement (le 30 et le 31 mai), les chefs de cliques religieuses avaient été invités par Senghor à occuper les médias nuit et jour pour faire des déclarations condamnant la grève et exhortant les travailleurs à reprendre le travail.

Quant aux paysans, le gouvernement a essayé de les dresser contre les grévistes en les faisant venir en ville pour soutenir les manifestations progouvernementales. Comme Bathily l'indique, cette tentative fut un fiasco : *"Les recruteurs avaient fait croire à ces paysans que le Sénégal avait été envahi à partir de Dakar par une nation appelée "Tudian" (étudiant) et qu'on faisant appel à eux pour défendre le pays. Par groupes, ces paysans furent déposés aux allées du Centenaire (actuel Boulevard-du-Général-De Gaulle) avec leurs armes blanches (haches, coupe-coupe, lances, arcs et flèches). Mais ils se rendirent bien vite compte qu'ils avaient été menés en bateau.* (...) *Les jeunes les dispersèrent à coups de pierres et se partagèrent les victuailles.* (...) *D'autres furent lapidés lors de leur passage à Rufisque. En tout état de cause, l'émeute révéla la fragilité des bases politiques de l'UPS et du régime en milieu urbain, à Dakar en particulier"* (*idem*).

Décidemment, le pouvoir de Senghor aura utilisé tous les moyens y compris les plus barbares pour venir à bout du soulèvement social contre son régime. Cependant, pour éteindre définitivement le feu, l'arme la plus efficace pour le pouvoir fut sans doute le rôle joué par le chef du principal syndicat de l'époque (UNTS), Doudou Ngom (l'équivalent de Séguy, dirigeant CGT en France en 68) qui "négocia" les conditions de l'étouffement de la grève générale. D'ailleurs, en guise de remerciement, le président Senghor le nomma ministre quelques années plus tard.

Amina (4 mai 2008)

Mai 68 et la perspective révolutionnaire

1968 EN ALLEMAGNE : AU DELÀ DU MOUVEMENT DE PROTESTATION, LA QUÊTE D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Comme nous l'avons montré dans d'autres articles de notre presse, vers le milieu des années 1960, un mouvement international s'est développé contre la guerre au Vietnam et contre les premiers signes d'une aggravation de la situation économique. Dans de nombreux pays, ce mouvement portait le germe d'une remise en question de l'ordre existant. Le mouvement en Allemagne a commencé assez tôt, et il devait avoir un impact international majeur.

L'opposition hors du parlement bourgeois

Alors que de plus en plus de manifestations s'organisaient à partir du milieu des années 1960, principalement contre la guerre au Vietnam, ces manifestations prirent une autre dimension quand le 1er décembre 1966 une large coalition gouvernementale formée par le CDU/CSU et le SPD se mit en place à Bonn et qu'à peine une semaine plus tard, le 10 décembre, Rudi Dutschke appela à la formation d'une "opposition extra parlementaire" (APO). Le ralliement et l'entrée du plus grand parti "de gauche" au gouvernement entraîna une grande déception et les gens se détournèrent du SPD. Alors même que le SPD s'activait à faire campagne pour la participation aux élections, des manifestations se multipliaient dans les rues. Au début de ce mouvement, il existait un nombre considérable d'illusions sur la démocratie bourgeoise en général et sur la social-démocratie en particulier. L'idée était que, puisque le SPD avait rejoint le gouvernement, il n'existait plus de force d'opposition majeure au parlement et donc que c'était de la rue qu'il fallait organiser cette opposition. Puisque le rôle de plus en plus évident de la social-démocratie était de constituer une force de soutien au système au sein de la Grande coalition, "l'opposition extra parlementaire" était davantage dirigée contre la récupération par le biais de la démocratie bourgeoise, contre la participation aux élections parlementaires et en faveur de l'action directe. Cette orientation fut un élément essentiel du lent processus qui mit fin à la paix sociale.

La résistance d'une nouvelle génération

La classe dirigeante se vit dans l'obligation de faire entrer le SPD au gouvernement, en réaction à la réapparition de la crise économique après le boom qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Après le long miracle économique, la croissance s'est brusquement effondrée en 1965. Même si cet effondrement a démarré alors que la croissance était à un taux très élevé, et que les taux de l'époque passeraient maintenant pour des utopies, quelque chose de capital sur le plan historique s'est produit alors. Le miracle économique de l'après-guerre était révolu. Il y eut une première vague de suppressions d'emplois et on supprima toutes les primes et les avantages pour ne garder que les salaires de base tels qu'ils avaient été négociés. Même si toutes ces mesures apparaissent extrêmement "douces", si on les compare aux mesures d'austérité actuelles, elles provoquèrent un véritable choc dans la classe ouvrière. Le cauchemar de la crise était réapparu. Mais même si cette réapparition fut soudaine, la classe ouvrière ne réagit pas et ne déclencha alors aucune importante vague de grèves. Cependant, entre 1965 et 1967, quelques 300 000 ouvriers participèrent à diverses luttes. Une vague de manifestations démarra dans l'ensemble du pays avec une grève sauvage en décembre 1966 à l'usine de machines d'imprimerie Faber et Schleicher d'Offenbach. Les ouvriers exigeaient le renvoi d'un contremaître qui faisait preuve de brutalité. De plus, des conflits concernant le temps de travail surgirent dans les ateliers ILO à Pinneberg, près de Hambourg, en septembre 1967. Presque toutes ces luttes menèrent à des grèves sauvages. Elles contribuèrent de façon significative à un changement d'attitude, particulièrement chez les jeunes ouvriers et spécialement chez ceux en formation (à l'époque, il n'y avait pas de chômage important des jeunes, la plupart d'entre eux accédaient à un emploi). Alors que pendant des années, l'idéologie du "partenariat social" et l'image d'un Etat paternaliste bienveillant s'étaient largement répandues, les premières fissures de la "paix sociale" apparaissaient maintenant Avec le recul, ces petites grèves étaient les signes annonciateurs d'une rupture plus importante qui devait se produire en Allemagne en 1969.

Avec ces actions peu spectaculaires et hésitantes, la classe ouvrière allemande avait envoyé un message important, ce qui avait également donné une impulsion au mouvement de manifestation des étudiants. Même si, du point de vue international, leurs luttes défensives n'avaient pas placé les ouvriers allemands au premier plan, ils firent partie intégrante du mouvement à son tout début.

Ce ne fut pas principalement la dureté immédiate des premières mesures d'austérité qui déclencha le mouvement. On pouvait aussi deviner l'agitation d'une génération nouvelle. Après les privations de la crise économique des années 1930 et les années de famine pendant et après la guerre, après l'épuisement brutal de la force de travail pendant la période de reconstruction et les longues journées de travail aux salaires très bas, un niveau de consommation plus élevé était en train de se mettre en place. Mais, parallèlement, ces nouvelles conditions de travail forcé eurent un effet répulsif, particulièrement chez les jeunes ouvriers. Un sentiment mal défini mais généralisé se mettait en place : *"Nous ne pouvons pas croire que c'est comme ça et pas autrement. Nous avons besoin de quelque chose d'autre que juste des biens de consommation. Nous ne voulons pas faire comme nos parents : nous épuiser à la tâche, être lessivés, usés jusqu'à la*

corde". Très lentement, une nouvelle classe ouvrière non défaite surgissait, une génération d'ouvriers qui n'avaient pas connu la guerre et qui n'étaient pas prêts à accepter l'ennuyeuse routine capitaliste sans résister. La recherche d'une alternative, encore mal définie et confuse, était en route.

Ce qui se cachait derrière le mouvement de protestation : la recherche d'une société nouvelle

La formation d'une opposition "extra parlementaire" à la fin de 1966 n'a été qu'un pas au milieu d'un mouvement plus grand qui se développait au sein de la jeune génération, en particulier des étudiants. A partir de 1965, avant même que la crise économique n'éclate, de plus en plus d'assemblées générales dans les universités étaient le lieu de débats passionnés sur les façons et les moyens de contester.

Suivant l'exemple des Etats-Unis, dans beaucoup d'universités, on formait des groupes pour contrecarrer les universités bourgeoises "établies" ; une "université critique" se mettait en place. Dans ces forums, il n'y avait pas que des membres de la SDS (Ligue allemande des étudiants socialistes) qui décidaient de toutes sortes de formes spectaculaires de contestation de l'autorité. Au cours de cette première phase du mouvement, la vieille tradition du débat, de la discussion dans les assemblées générales publiques, s'est partiellement ranimée. Même si beaucoup se sentaient attirés par l'envie pressante d'actions spectaculaires, l'intérêt pour la théorie, pour l'histoire des mouvements révolutionnaires a refait surface, avec en même temps le courage d'envisager la victoire sur le capitalisme. Beaucoup ont exprimé l'espoir d'une autre société. Rudi Dutschke l'a résumé en juin 1967 de la façon suivante : "*Le développement des forces de production a atteint un point tel que l'abolition de la faim, de la guerre et de la domination est devenue matériellement envisageable. Tout dépend de la conscience des gens et de leur volonté de faire l'histoire, ce qu'ils ont toujours fait, mais maintenant il faut que ce soit fait d'une façon consciente et contrôlée*." Un certain nombre de textes politiques du mouvement ouvrier, en particulier de la mouvance conseilliste, ont été réimprimés. L'intérêt pour les conseils ouvriers s'est très fortement accru. A l'échelle internationale, le mouvement de protestation en Allemagne était considéré comme l'un des plus actifs sur le plan de la théorie, le plus passionné de discussions, le plus politique.

Au même moment une grande partie des contestataires, tel Rudi Dutschke, ont tout de suite critiqué le stalinisme d'un point de vue théorique, ou au moins d'un point de vue émotionnel. Dutschke a considéré le stalinisme comme une déformation doctrinaire du vrai marxisme qui s'était transformé en une nouvelle idéologie "bureaucratique" de domination. Il a exigé une révolution profonde et une lutte pour le renouveau du socialisme dans le bloc de l'Est.

La répression étatique crée l'indignation

Pour protester contre la visite du Shah d'Iran à Berlin Ouest, des milliers de manifestants se sont rassemblés dans les rues le 2 juin 1967. Le gouvernement démocratique bourgeois allemand, qui soutenait inconditionnellement la dictature sanglante du Shah, était fermement déterminé à maintenir les manifestations sous contrôle en faisant usage de la violence policière (utilisation de matraques et arrestations violentes de manifestants par des brigades). Au cours de ces manifestations violentes, l'étudiant Benno Ohnesorg fut assassiné d'une balle dans le dos par un policier en civil (qui fut par la suite acquitté). Ce meurtre d'un étudiant a provoqué une immense indignation chez la jeunesse politisée et a donné au mouvement une dynamique supplémentaire. A la suite de cette répression d'Etat, des discussions lors d'un congrès, qui se tenait une semaine après la mort de Benno le 9 juin 1967, sur le thème "Université et démocratie", ont révélé l'existence d'un gouffre croissant entre l'Etat et la société. Au même moment, une autre composante du mouvement de contestation prenait de plus en plus d'importance.

Le mouvement contre la guerre

Suivant la même dynamique qu'aux Etats-Unis, les manifestations et les congrès contre la guerre du Vietnam avaient commencé en 1965 et 1966. Les 17 et 18 février 1968, un Congrès International contre la guerre au Vietnam se tînt à Berlin Ouest, suivi d'une manifestation de quelques 12 000 participants. L'escalade de la guerre au Moyen-Orient autour de la "Guerre des Six jours" en juin 1967 et surtout la guerre du Vietnam ramenaient des images de guerre dans les foyers. A peine 20 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la nouvelle génération, dont la majorité n'avait pas connu la guerre ou qui étaient tout petits alors, s'est trouvée confrontée à une guerre qui mettait à nu toute la barbarie du système (bombardement permanent, surtout de la population civile, utilisation d'armes chimiques telles que l'Agent orange (napalm), massacre de My Lai : davantage de bombes avaient été lâchées sur le Vietnam qu'au cours de toute la Seconde Guerre mondiale). La nouvelle génération n'était plus prête à sacrifier sa vie dans une nouvelle guerre mondiale – et donc dans le monde entier, surtout aux Etats-Unis et en Allemagne, de plus en plus de gens manifestaient contre la guerre au Vietnam.

Cependant, on peut constater le caractère contradictoire et confus du mouvement à travers l'idée de base très largement répandue alors et que Dutschke a clairement exprimée. Lui et beaucoup d'autres au SDS pensaient que la guerre américaine au Vietnam, les lois d'urgence en Allemagne et la bureaucratie stalinienne du bloc de l'Est, en dépit de toutes les différences, avaient une chose en commun : elles constituaient les éléments d'une chaîne mondiale d'un pouvoir autoritaire sur des citoyens impuissants. Les conditions pour vaincre le capital dans les riches pays industrialisés et dans le "tiers-monde" étaient différentes selon eux. La révolution ne serait pas faite par la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis mais par les peuples pauvres et opprimés de la "périphérie" du marché mondial. C'est pour cela que beaucoup de gens politisés se sentaient attirés par les théories "anti-impérialistes", qui vantaient les luttes de libération nationale comme étant une nouvelle force révolutionnaire, alors qu'en réalité elles n'étaient rien d'autre que des conflits impérialistes, souvent sous la forme de guerres par procuration au cours desquelles des paysans étaient sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme.

Même si beaucoup de jeunes étaient fascinés par les prétendues luttes de libération nationales dans le "tiers-monde" et soutenaient le Vietcong, la Russie ou la Chine lors de manifestations contre la guerre, ce qui signifie qu'ils ne défendaient pas une position fondamentalement internationaliste, il devenait quand même clair que le malaise de base par rapport à la guerre grandissait et surtout que la nouvelle génération ne pouvait pas être mobilisée pour une nouvelle confrontation entre les deux blocs. Le fait que la classe dirigeante de l'Etat allemand, qui se trouvait en ligne de front, rencontre des difficultés croissantes pour mobiliser les jeune gens pour un mas-

sacre impérialiste était particulièrement significatif.

La spirale de la violence s'installe

Dès 1965, on a assisté à des manifestations contre les projets des lois d'urgence qui donnaient à l'Etat de nombreux droits pour intensifier la militarisation et la répression. Le SPD, qui avait rejoint la coalition avec le CDU en 1966, est resté fidèle aux politiques qu'il avait d'abord pratiquées en 1918/1919 [30]. Après l'assassinat de Benno Ohnesorg en juin 1967, les campagnes de diffamation à l'encontre des protestataires, en particulier à l'encontre de leurs leaders se sont intensifiées. Le tabloïd populaire allemand *Bild Zeitung* exigeait : *"arrêtez tout de suite le terrorisme des jeunes rouges !"*. Lors d'une manifestation pro-américaine organisée par l'Etat berlinois le 21 février 1968, des participants portaient des slogans déclarants : "Ennemi nº 1 du peuple : Rudi Dutschke". Au cours de cette manifestation, un homme qui regardait passer la manifestation fut pris par erreur pour Rudi Dutschke ; des manifestants l'ont menacé de le passer à tabac et de le tuer. Une semaine après l'assassinat de Martin Luther King aux Etats-Unis, la campagne de diffamation a finalement atteint un sommet avec la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke le 11 avril, le jeudi avant Pâques. Entre le 11 et le 18 avril, il y eut des émeutes, principalement dirigées contre Springer, le magnat de la presse (les manifestants criaient : "Bild Zeitung a participé à l'assassinat"). Deux personnes furent tuées, des centaines d'autres blessées. Une spirale de violence s'installa. A Berlin, les premiers cocktails Molotov furent lancés : un agent de police les mettait à la disposition des manifestants qui étaient prêts à utiliser la violence. A Francfort, on mit pour la première fois le feu à un grand magasin.

Malgré une marche sur Bonn le 11 mai 1968 comprenant plus de 60 000 participants, la coalition gouvernementale CDU-SPD s'est empressée d'adopter les lois d'urgence.

Alors qu'en France en mai 68, les manifestations étudiantes étaient repoussées à l'arrière-plan par les grèves ouvrières et que la classe ouvrière remontait sur le devant de la scène de l'histoire, les manifestations en Allemagne se trouvaient déjà dans un cul-de-sac.

Une vague de grèves ouvrières ne se déclencha que plus d'un an plus tard, en septembre 1969, surtout parce que les manifestants prolétariens en 1968 manquaient de points de repère.

Alors que certains contestataires se tournaient vers des actes de violence et que d'autres, essentiellement des activistes étudiants, se jetaient à corps perdu dans la construction d'organisations gauchistes pour "mieux toucher les ouvriers dans les usines", beaucoup de contestataires prolétariens rejetèrent ces options et commencèrent à se replier.

L'espoir déçu

Dans la première partie de notre article sur Mai 68 en Allemagne, nous avons montré que l'on pouvait voir au-delà de ce mouvement celui plus vaste d'une nouvelle génération qui recherchait une alternative au capitalisme. Le rejet de la guerre au Vietnam, le refus de se soumettre sans résistance aux besoins du capital, la montée d'un espoir pour une nouvelle société, tout cela constituait des facteurs importants qui motivaient beaucoup de jeunes, étudiants et ouvriers, à manifester. Mais quelle que fut la force de cet espoir pour une nouvelle société, la déception et la perplexité furent tout aussi fortes quand la première vague de contestation recula au cours de l'été 1968.

Alors qu'en France la grève massive des ouvriers avait fait naître un sentiment de solidarité, de cohésion entre étudiants et ouvriers dans leur lutte contre le gouvernement, les ouvriers en Allemagne n'étaient pas encore entrés en scène de façon massive au printemps 1968. Après la vague de protestations contre la tentative d'assassinat du célèbre leader étudiant Rudi Dutschke en avril, et après les manifestations contre l'adoption des lois d'urgence pendant l'été 1968, le mouvement, essentiellement étudiant, s'étiola. Contrairement à ce qui s'était passé en France, les étudiants en Allemagne ne furent pas immédiatement remplacés par la classe ouvrière comme fer de lance dans les luttes. C'est seulement après les grèves de septembre 1969 que la classe ouvrière en Allemagne entra en scène à une plus grande échelle.

Des centaines de milliers de jeunes cherchaient un point de référence, une orientation et un levier pour renverser cette société. C'est une tragédie de l'histoire que cette jeune génération, au sein de laquelle beaucoup avaient commencé à se considérer comme des opposants au système capitaliste, ait été récupérée et que son mouvement de contestation initial ait été réduit à l'impuissance. Nous voulons essayer d'expliquer ce qui s'est passé.

La classe ouvrière avait refait surface mais la lutte de classe ne jouait pas encore son rôle unificateur

Même si la classe ouvrière en France avait mis en place la plus grande grève de l'histoire en mai 1968, cette première réaction massive de la classe ouvrière n'était pas encore capable de repousser tous les doutes la concer-

30) On peut constater dans le livre de Uwe Soukup, *Comment Benno Ohnesorg est mort*, comment la bourgeoisie allemande avait utilisé avec succès en 1918/1919 des campagnes de diffamation dans les journaux et des provocations pour présenter les radicaux comme de violents terroristes et les isoler.

nant qui avaient prévalu pendant des années.

Peut-être encore plus que Paris pour la France, Berlin était le centre de la contestation étudiante en Allemagne. Pas la ville de Berlin telle qu'elle est aujourd'hui, mais l'enclave de Berlin-Ouest au milieu de l'Allemagne de l'Est. De nombreux protagonistes à l'époque étaient motivés par des idées vagues telles que l'instauration d'une sorte de république conseilliste à Berlin-Ouest qui aurait servi d'étape transitoire pour transformer à la fois Berlin-Est et Berlin-Ouest.

Mais en examinant la situation particulière de l'enclave pendant la Guerre froide, on peut voir combien cette idée était irréaliste car cette enclave constituait en un certain sens un microcosme des difficultés que devait affronter la résurgence de la classe ouvrière.

D'un côté Berlin-Ouest était une scène centrale pour les gauchistes. Etre résidant à Berlin-Ouest signifiait que l'on était exempté de conscription militaire. D'un autre côté, les secteurs Ouest de Berlin avaient toujours été des centres anti-communistes, qui tiraient parti encore à l'époque de l'aspect romantique du pont aérien de Berlin. Par-dessus tout, nulle part ailleurs dans le monde occidental on ne connaissait aussi bien la face inhumaine du stalinisme par l'expérience même de la population. Dans une telle ambiance, le fait même d'entendre de la bouche d'un étudiant des mots tels que "socialisme" et "communisme" provoquait de vives méfiances, particulièrement de la part des ouvriers les plus âgés. Contrairement à ce qui se passait en France, les étudiants n'étaient pas tant regardés avec de la sympathie ou de l'indifférence, mais plutôt avec de l'hostilité. Le résultat est que les contestataires de la première vague se sentaient profondément dans l'insécurité.

Par conséquent, on peut comprendre que beaucoup d'entre eux aient commencé à chercher des forces révolutionnaires alternatives hors de l'Allemagne, et même hors des pays industrialisés. Cette réaction n'était en aucun cas spécifique à l'Allemagne mais elle y a développé une forme spécifique.

1968/69 ont également constitué le pic du mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam impliquant des centaines de milliers de jeunes dans le monde entier. Les formes de nationalisme "anti-impérialiste, telles que le Black Power aux Etats-Unis, étaient de façon erronée présentées comme faisant partie d'une solidarité internationale et même comme "une lutte de classe révolutionnaire". Cela nous aide à comprendre le paradoxe qui a fait qu'un mouvement qui, à l'origine, était dirigé contre le stalinisme se tourne partiellement à nouveau vers lui. Parce que la première apparition de la classe ouvrière n'avait pas encore attiré suffisamment de monde dans son orbite, beaucoup de jeunes devinrent réceptifs à des idées qui étaient une véritable déformation perverse de leurs motivations originelles. L'influence des organisations gauchistes a eu alors un effet négatif, désastreux et destructeur, et un grand nombre des victimes de ces organisations se trouvaient parmi la jeune génération.

Le rôle désastreux de la gauche et des gauchistes

Les dirigeants du mouvement de 1967-68 pensaient qu'une révolution était là juste au coin de la rue. Mais quand le changement rapide attendu échoua, ils durent admettre que leurs forces avaient été trop faibles pour l'entraîner. L'idée leur est venue de fonder "le" parti révolutionnaire, quasiment comme une sorte de panacée. En tant que telle, l'idée n'était pas mauvaise. Les révolutionnaires doivent unir leurs forces et s'organiser pour avoir un impact maximal. Le problème était qu'ils étaient coupés de l'expérience historique de la classe ouvrière à cause de la contre-révolution, quelles que soient ses formes d'expression : démocratique, stalinienne et fasciste, qui avaient duré pendant des décennies. Ils ne savaient ni ce qu'était un parti prolétarien, ni comment et quand il devait être créé. Au lieu de cela, ils voyaient le parti comme une sorte d'église, un mouvement missionnaire, qui convertirait les ouvriers embourgeoisés au socialisme. De plus, le poids très lourd de la petite-bourgeoisie avait un impact considérable sur les étudiants. Comme Mao en Chine au cours de la révolution culturelle, pensaient-ils, ils voulaient "purger" les travailleurs de leur "embourgeoisement". Rudi Dutschke, comme les autres leaders de l'époque, a décrit comment, au début du mouvement, les étudiants révolutionnaires et les jeunes travailleurs se rencontraient et établissaient des contacts dans les centres de jeunesse de Berlin-Ouest, et comment les jeunes ouvriers par la suite ont refusé de participer à ce tournant sectaire, étrangers à ce monde-là.

Le déboussolement de la nouvelle génération fut également exploité par les groupes gauchistes, que l'on appelait en général les "groupes K" (Kommunist groups) qui se développaient alors. Les divers et multiples groupes gauchistes, en nombre croissant en Allemagne – il y avait des dizaines d'organisations allant des trotskystes et des maoïstes aux "spontanéistes" – agissaient comme un gigantesque piège servant à stériliser politiquement la jeune génération.

Même si en Allemagne, après 1968, plus d'une demi-douzaine de groupes trotskistes ont jailli, ces groupes attiraient moins de monde en Allemagne qu'en France, principalement parce que la classe ouvrière en Allemagne n'avait pratiquement pas fait sa réapparition. Le trotskisme n'est pas moins bourgeois que le maoïsme. Mais comme il était apparu à l'origine comme un mouvement prolétarien d'opposition au stalinisme, la classe ouvrière en était plus proche que du maoïsme, qui s'inspirait plutôt d'un certain romantisme envers la paysannerie.

En Allemagne c'était surtout les groupes maoïstes qui prospéraient. A la fin des années 1968/69, le KDP, Parti marxiste-léniniste a été fondé ; à Berlin Ouest, un autre KPD fut créé en 1971 comme rival du premier. En 1971, la Ligue communiste (KB) a de même vu le jour dans le nord de l'Allemagne ; en 1973 le KBW (Ligue communiste, Allemagne de l'Ouest) se mettait en place à Brême. Ces groupes ont réussi à attirer plusieurs centaines de jeunes. Les groupes maoïstes reflétaient un phénomène qui avait pris une forme particulière en Allemagne. Parce qu'en Allemagne, beaucoup de jeunes reprochaient à leurs aînés d'avoir été responsables des crimes nazis et de la Seconde Guerre mondiale en général, les maoïstes pouvaient tirer profit de ce complexe de culpabilité. De plus, le maoïsme agissait comme organisateur et fervent propagateur de la "guerre des peuples". Le maoïsme prétendait être le défenseur des paysans opprimés du Tiers Monde et voulait les mobiliser dans des guerres de "libération nationale" contre "l'impérialisme américain ". Etant donné que les paysans étaient considérés comme étant la principale force révolutionnaire de la société, le maoïsme agissait comme un agent recruteur de chair à canon pour la guerre.

Cependant, le fait que le mépris pour leurs propres pères les avait conduits à idéaliser les nouveaux leaders (Mao, "l'Oncle Ho", le "Che", Enver Hoxha) n'avait pas beaucoup troublé les supporters des groupes maoïstes car cela

correspondait à un besoin d'une partie d'une génération "d'avoir quelqu'un à admirer", de chercher un "modèle", et même une "image du père" afin de remplacer la vieille génération rejetée. Le maoïsme a donné naissance à de telles monstruosités, comme la révolution culturelle au milieu des années 1960 en Chine, où des millions de travailleurs que l'on estimait appartenir à "l'intelligentsia" ou qui avaient une qualification supérieure quelconque étaient envoyés à la campagne pour apprendre auprès des paysans. Tout cela signifiait une terrible humiliation et un grand avilissement. Le maoïsme se distinguait également par un rejet profondément ancré de toute approche théorique. Sa caractéristique principale était le culte des leaders et la psittacose du slogan avec *le Petit livre rouge de Mao* comme une bible entre les mains.

De plus, les maoïstes ont ranimé le "Proletcult" (les cols bleus érigés en icônes) à la manière de ce que prônait Staline dans les années 1920. Le mot d'ordre était d'aller dans les usines pour apprendre auprès des ouvriers et d'instaurer une organisation d'avant-garde. C'était le côté pile de la même pièce qui, sur le côté face, reprochait à la classe ouvrière d'être "embourgeoisée".

Alors qu'avec une longueur d'avance, beaucoup de jeunes avaient commencé à se confronter à l'histoire et aux questions théoriques, maintenant les "groupes K" faisaient tout leur possible avec l'aide des "écoles de marxisme" pour détruire cette soif d'approfondissement théorique en corrompant la relation entre théorie et pratique. Le dogmatisme des gauchistes aura des conséquences désastreuses.

D'un côté, les "groupes K" ont conduit leurs adhérents à un activisme effréné et, de l'autre, ils les ont endoctrinés avec de soi-disant cours sur la théorie marxiste. Ainsi, après 1968, des dizaines de milliers de jeunes ont vu leur opposition première au système être déformée et entraînée dans des activités qui en réalité contribuaient au maintien du capitalisme. Il était difficile de résister à cette pression sectaire. Finalement, beaucoup de jeunes ont été détournés de la politique et en ont été complètement écœurés. On a estimé qu'entre 60 000 à 100 000 jeunes d'Allemagne de l'Ouest étaient impliqués d'une manière ou d'une autre dans des groupes gauchistes. Nous devons les considérer comme des victimes recrutées par les organisations gauchistes pour une politique bourgeoise, et comme des gens qui ont eu les ailes brûlées par ces groupes.

Ce fut l'un des paradoxes de l'histoire de cette époque que les staliniens "officiels", qui combattaient ouvertement les aspirations révolutionnaires de 1968, aient été encore capables de saisir l'occasion d'établir une certaine présence en Allemagne. Au printemps 1969, le Parti communiste allemand (DKP) fut créé, composé dans une certaine mesure avec d'anciens membres du KPD qui avaient été bannis au début des années 1950. Au début des années 1970, ce parti, incluant ses nombreuses ramifications, comprenait quelques 30 000 membres. Une des raisons expliquant cet afflux d'adhésions était que beaucoup de ses membres croyaient que le parti, qui était soutenu et financé par l'Allemagne de l'Est, serait capable d'agir comme un contrepoids à l'Etat ouest-allemand ; et ils croyaient également que soutenir Moscou renforcerait une position "anti-impérialiste" dans le monde contre les Etats-Unis. Après un rejet initial des sociétés totalitaires et staliniennes de l'Europe de l'Est par les jeunes générations, nous étions maintenant face à la récupération paradoxale d'une partie d'entre eux par un DKP ultra-stalinien.

De plus, les très rares voix de la Gauche communiste qui existaient à l'époque se voyaient furieusement bâillonnées par les différents groupes gauchistes. Par exemple, si vous dénonciez les mouvements de "libération nationale" comme étant des guerres par procuration entre les blocs impérialistes et si vous prôniez l'expansion de la lutte de classe par l'extension et l'auto-organisation des luttes ouvrières, c'est-à-dire si vous défendiez un point de vue résolument internationaliste, ou si vous vous dressiez contre l'antifascisme et qualifiez la Seconde Guerre mondiale de guerre faite de part et d'autre par des gangsters impérialistes, non seulement vous violiez un tabou, mais vous vous heurtiez de front à l'attitude hostile de tous les gauchistes réunis.

Même s'ils n'étaient pas exposés de la même manière à l'influence des gauchistes, un milieu très hétérogène de "spontanéistes" développait lui aussi ses activités : squattant dans les maisons vides, faisant campagne pour des crèches ou contre les centrales nucléaires. Cela voulait dire qu'une grande partie de la jeune génération était engagée dans des luttes partielles. La perspective qui découlait de ces luttes et les conséquences de ces activités étaient que la contestation du capitalisme devint très limitée et fut réduite à un aspect partiel, au lieu de la compréhension de la nature globale et interactive de ces problèmes à l'intérieur du système capitaliste. Plus tard, ces mouvements partiels constituèrent un terreau fertile aux activités du Parti des Verts qui, par l'intermédiaire de projets pour une réforme écologique, avait un fort impact sur beaucoup de jeunes, ce qui a conduit à l'intégration de bon nombre d'entre eux dans des "projets" voulant réformer d'Etat de l'intérieur.

Le terrorisme, une autre voie sans issue

Un autre cul-de-sac dans lequel s'est précipitée une partie de la génération en plein questionnement de l'époque a été le terrorisme. Conduits par un mélange de haine et de révolte

contre le système, prisonniers de leur propre impatience et de la croyance que des actions exemplaires pouvaient "secouer les masses", certains de ces éléments furent entraînés à se livrer à des attaques violentes contre les représentants du système, mais ils étaient également infiltrés par des provocateurs à la solde de l'Etat qui les utilisaient pour le compte des intérêts sordides du gouvernement. A partir de mars 1969, de petites bombes ont commencé à circuler, distribuées par les agents provocateurs. A Berlin-Ouest, le 9 novembre 1969, il y eu une première attaque contre un Centre de réunion juif : pour quelques membres de ces mouvements, cela faisait partie de la lutte contre le sionisme en tant que nouvelle forme de fascisme. Réceptifs à la manipulation, des fractions de ce mouvement furent transformées en propagandistes pour soutenir les mouvements de libération nationale (souvent des terroristes palestiniens) qui étaient prêts à les entraîner dans leurs camps militaires et qui exigeaient une soumission et une discipline totales. En mai 1970, la Fraction Armée rouge (RAF) fut créée ; les "Cellules révolutionnaires" "combattantes" commencèrent leurs activités après 1973. Le nombre de leurs supporters et de leurs adhérents semble avoir été assez conséquent, le journal underground *Agit 883* prétend avoir imprimé 10 000 à 12 000 copies par semaine.

Cependant, pour le capitalisme et l'Etat, ces gens n'ont jamais constitué le danger mortel qu'ils avaient espéré être. Au lieu de cela, l'Etat a systématiquement utilisé leurs activités pour justifier le renforcement de son appareil de répression.

La social-démocratie et "l'Etat providence" : un nouveau piège

Au milieu des années 1960, le long boom d'après-guerre, vanté comme étant un miracle économique, arriva à son terme. Peu à peu, la crise refit son apparition. Parce que le boom avait pris fin d'une façon soudaine, les premiers symptômes de la crise ne furent pas encore trop explosifs et brutaux, et il y eut encore beaucoup d'illusions sur une intervention énergique de l'Etat qui permettrait à l'économie d'être secouée un bon coup et de redémarrer.

S'appuyant sur ces illusions, le SPD a commencé à promettre qu'avec l'aide de mesures keynésiennes (énormes dépenses de l'Etat s'appuyant sur l'endettement, etc.), la crise pourrait encore être maîtrisée. Le SPD plaça même cette propagande au centre de sa campagne. Beaucoup avaient placé leurs espoirs dans cette "aide providentielle" de l'Etat, conduite par la sociale-démocratie. De plus, les premières mesures d'austérité étaient encore assez modérées si on les compare à celles d'aujourd'hui. Ces circonstances nous aident également à comprendre que la contestation ait été vue par l'un des courants du mouvement à l'époque comme la manifestation du rejet de la société "de consommation", de la "société du spectacle" (une idée répandue par les situationnistes) [31]. Tout cela aide à comprendre un certain retard dans le développement de la lutte de classe en Allemagne et a contribué au fait que la classe ouvrière en Allemagne était encore "en sommeil" jusqu'en septembre 1969. En outre, l'Etat pouvait encore se permettre pas mal de "réformes", en particulier après le retour au pouvoir du SPD dans le gouvernement socio-libéral formé à l'automne 1969 qui injecta de l'argent dans l'économie. Le mythe de "l'Etat providence", largement répandu à l'époque, a contribué à enchaîner les étudiants (beaucoup d'entre eux recevaient des bourses) et les travailleurs à l'Etat, et ainsi leurs velléités de résistance face au pouvoir furent brisées.

Au niveau politique, en 1969, le SPD faisait campagne pour la participation aux élections qui approchaient. Alors qu'auparavant, les mouvements de contestation avaient orienté leurs activités vers "l'opposition extra-parlementaire", la social-démocratie réussit à attirer une partie considérable de la jeune génération vers les urnes. Comme en 1918/19, cinquante ans plus tard, la social-démocratie aidait à étouffer les tensions sociales. Le SPD avait encore une forte influence à l'époque, réussissant à accroître le nombre de ses adhérents de 300 000 (et parmi eux, de nombreux jeunes) entre 1969 et 1972. Beaucoup considérèrent le SPD comme un "moyen de pénétration" à l'intérieur des institutions (l'entrisme dans les institutions d'Etat). Pour beaucoup, la participation dans sa section pour la jeunesse, le JUSO, signifiait en réalité le début d'une carrière dans l'appareil d'Etat.

31) La prolétarisation chez les étudiants n'était pas si avancée à l'époque. En comparaison, la proportion d'enfants d'ouvriers parmi les étudiants est beaucoup plus grande aujourd'hui. Alors qu'à l'époque l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise était plus importante, aujourd'hui ce sont les conditions d'existence prolétariennes qui dominent chez les étudiants. Chose presque inconnue à l'époque, les étudiants sont maintenant presque tous confrontés au chômage des jeunes et à celui de leurs parents, à la paupérisation, à la perspective d'un emploi dans des conditions précaires etc. Tandis qu'à la fin des années 1960 beaucoup pouvaient espérer une carrière dans leur emploi, aujourd'hui la plupart craignent le chômage et l'insécurité de l'emploi.

Une tâche qui unit les générations

Quarante ans après les événements de Mai 68, un simple coup d'œil à la presse internationale montre que ces évènements ont reçu une importante couverture médiatique bien au-delà des frontières de la France. Si les médias ont traité aujourd'hui ces évènements de 1968 avec autant d'intensité, c'est parce que quelque chose est en train de couver dans notre société. Même si ceux qui ont pris part à ces événements et qui depuis ont fait une belle carrière dans l'appareil d'Etat ou dans le business ont honte de leurs activités ou veulent garder le silence à ce sujet, ceux qui à l'époque avaient déjà pour but une société nouvelle, libérée de l'exploitation, peuvent constater par eux-mêmes que leur projet originel est toujours valable et que cette nécessité reste toujours actuelle.

Aujourd'hui, une nouvelle génération est en train de remettre en question les bases de la société capitaliste. Depuis 1968, la société s'est enfoncée dans une crise beaucoup plus profonde et une barbarie qui ne peut plus être ignorée. Ceux qui ont participé à Mai 68 et qui n'ont pas été récupérés par le système, et dont beaucoup ont l'âge de la retraite, ont toutes les raisons et aussi toutes les possibilités d'offrir leur aide à la jeune génération d'aujourd'hui et de se joindre à la lutte pour le renversement du capitalisme. C'est une lutte qui doit englober toutes les générations. En 1968, le conflit entre les générations a eu de graves conséquences. A l'heure actuelle, ce serait une double tragédie pour la génération la plus âgée si elle ne réussissait pas à soutenir la jeune génération d'aujourd'hui dans sa lutte.

TW, 11/07/08

Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France (extraits)

Nous publions ci-dessous de larges extraits des Thèses adoptées par le CCI le 3 avril 2006 (intégralement publiées dans la *Revue internationale* nº 125) alors que le mouvement des étudiants en France contre le CPE était encore en train de se dérouler. En particulier, la grande manifestation du 4 avril, que le gouvernement espérait moins puissante que la précédente (le 28 mars) l'a dépassée en ampleur. On a pu y voir, notamment, une participation plus importante encore de travailleurs du secteur privé. Le danger d'un déclenchement spontané de grèves dans le secteur directement productif, comme cela était arrivé en mai 1968, s'est fait de plus en plus présent. Le gouvernement a dû se rendre à l'évidence que ses petites manœuvres ne réussiraient pas à casser le mouvement, ce qui l'a conduit, non sans d'ultimes contorsions, à retirer le CPE le 10 avril. En fait, les thèses envisageaient encore la possibilité que le gouvernement ne recule pas. Cela dit, l'épilogue de la crise, qui a vu un tel recul du gouvernement, vient confirmer et renforcer l'idée centrale des thèses : l'importance et la profondeur de la mobilisation des jeunes générations de la classe ouvrière en ces jours du printemps 2006 *(18 avril, 2006)*.

Le caractère prolétarien du mouvement

La mobilisation actuelle des étudiants en France se présente, d'ores et déjà, comme un des épisodes majeurs de la lutte de classe dans ce pays depuis les 15 dernières années, un épisode d'une importance au moins comparable aux luttes de l'automne 1995 sur la question de la réforme de la Sécurité sociale et dans la fonction publique au printemps 2003 sur la question des retraites. Cette affirmation peut sembler paradoxale dans la mesure où ce ne sont pas des salariés qui sont aujourd'hui mobilisés au premier chef (à l'exception de leur participation à un certain nombre de journées d'action et de manifestations : 7 février, 7 mars, 18 mars et 28 mars) mais un secteur de la société qui n'est pas encore entré dans le monde du travail, la jeunesse scolarisée. Cependant, ce fait ne saurait remettre en cause le caractère profondément prolétarien de ce mouvement. Il en est ainsi pour les raisons suivantes :

• au cours des dernières décennies, l'évolution de l'économie capitaliste ayant fait un appel croissant à une main d'œuvre plus formée et qualifiée, une forte proportion des étudiants des universités (qui incluent les Instituts universitaires de technologie chargés de donner une formation relativement courte à de futurs "techniciens", en réalité des ouvriers qualifiés) va rejoindre, à la fin de ses études, les rangs de la classe ouvrière (qui est très loin de se limiter aux ouvriers de l'industrie en bleu de travail de l'imagerie d'Épinal, mais inclut également les employés, les cadres moyens des entreprises ou de la fonction publique, les infirmières, la grande majorité des enseignants – instituteurs et professeurs du secondaire, etc.) ;

• parallèlement à ce phénomène, l'origine sociale des étudiants a connu une évolution significative, avec un accroissement important des étudiants d'origine ouvrière (suivant les critères énoncés ci-dessus) ce qui induit l'existence d'une proportion très élevée (de l'ordre de la moitié) d'étudiants qui sont obligés de travailler pour poursuivre leurs études ou d'acquérir un minimum d'autonomie par rapport à leurs familles ;

• la revendication principale autour de laquelle s'est faite la mobilisation est le retrait d'une attaque économique (l'instauration d'un Contrat de première embauche, CPE) qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière et non pas seulement les futurs travailleurs aujourd'hui étudiants, ni même les jeunes salariés, puisque l'existence dans l'entreprise d'une main-d'œuvre soumise pendant deux ans à l'épée de Damoclès d'un licenciement SANS MOTIF ne peut que peser sur les autres travailleurs.

La nature prolétarienne du mouvement s'est confirmée dès son début dans le fait que les assemblées générales ont majoritairement retiré, de leur liste de revendications, celles qui avaient un caractère exclusivement "étudiant" (comme la demande de retrait du LMD – le système européen de diplômes qui s'est imposé en France récemment et qui pénalise une partie des étudiants de ce pays). Cette décision correspondait à la volonté affirmée dès le début par la très grande majorité des étudiants, non seulement de rechercher la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière (le terme habituellement employé dans les AG étant celui de "salariés") mais également de l'entraîner dans la lutte.

Les assemblées générales, poumon du mouvement

Le caractère profondément prolétarien du mouvement s'est également illustré dans les formes qu'il s'est données, notamment celles des assemblées générales souveraines dans lesquelles se manifeste une vie réelle n'ayant rien à voir avec les caricatures "d'assemblées générales" convoquées habituellement par les syndicats dans les entreprises. Il existe évidemment une grande hétérogénéité entre les différentes universités dans ce domaine. Certaines AG ayant encore beaucoup de ressemblances avec les assemblées syndicales, alors que d'autres sont le siège d'une vie et d'une réflexion intenses, manifestant un haut degré d'implication et de maturité des participants. Cependant, au delà de cette hétérogénéité, il est remarquable que beaucoup d'assemblées ont réussi à surmonter les écueils des premiers jours où elles avaient tourné en rond autour de questions telles que "il faut voter sur le fait de voter ou non sur telle question" (par exemple, la présence ou non

dans l'AG de personnes extérieures à l'Université, ou sur la possibilité pour celles-ci de prendre la parole), ce qui avait pour conséquence le départ d'un grand nombre d'étudiants et le fait que les décisions ultimes étaient prises par les membres des syndicats étudiants ou d'organisations politiques. Durant les deux premières semaines du mouvement, la tendance dominante dans les assemblées générales a été celle d'une présence de plus en plus en plus nombreuse des étudiants, d'une participation de plus en plus ample de ces derniers dans les prises de parole, avec une réduction correspondante de la proportion des interventions provenant de membres des syndicats ou d'organisations politiques. La prise en charge croissante par l'ensemble des assemblées de leur propre vie s'est notamment traduite par le fait que la présence de ces derniers à la tribune chargée d'organiser les débats a tendu à se réduire au bénéfice de celle d'éléments qui n'avaient pas d'affiliation ou même d'expérience particulière avant le mouvement. De même, dans les assemblées les mieux organisées, on a pu voir la mise en place d'un renouvellement quotidien des équipes (de 3 membres en général) chargées d'organiser et d'animer la vie de l'assemblée alors que les assemblées les moins vivantes et organisées étaient plutôt "dirigées" tous les jours par la même équipe souvent beaucoup plus pléthorique que dans les premières. Il importe de nouveau de signaler que la tendance des assemblées a été le remplacement de ce deuxième mode d'organisation par le premier. Un des éléments importants de cette évolution a été la participation de délégations d'étudiants d'une université aux AG d'autres universités, ce qui, outre le renforcement du sentiment de force et de solidarité entre les différentes AG, a permis à celles qui étaient en retrait de s'inspirer des avancées de celles qui étaient plus en pointe. C'est là aussi une des caractéristiques importantes de la dynamique des assemblées ouvrières dans les mouvements de classe ayant atteint un niveau important de conscience et d'organisation.

Une des manifestations majeures du caractère prolétarien des assemblées qui se sont tenues dans les universités au cours de cette période est le fait que, très rapidement, leur ouverture vers l'extérieur ne s'est pas limitée aux seuls étudiants d'autres universités mais qu'elle s'est étendue également à la participation de personnes qui n'étaient pas des étudiants. D'emblée, les AG ont appelé le personnel des universités (enseignant, technique ou administratif – IATOS) à venir y participer, en même temps qu'elles les appelaient à rejoindre la lutte, mais elles sont allées bien plus loin que cela. En particulier, des travailleurs ou des retraités, parents ou grands parents d'étudiants et lycéens en lutte, ont reçu en général un accueil très chaleureux et attentif de la part des assemblées dès lors qu'ils inscrivent leurs interventions dans le sens du renforcement et de l'extension du mouvement, notamment en direction des salariés.

L'ouverture des assemblées à des personnes n'appartenant pas à l'entreprise ou au secteur directement concerné, non seulement en tant qu'observateurs, mais en tant que participants actifs, est une composante extrêmement importante du mouvement de la classe ouvrière. Il est clair que lorsqu'une décision doit être prise nécessitant un vote, il peut être nécessaire d'instaurer des modalités permettant que seules les personnes appartenant à l'unité productive ou géographique sur laquelle se base l'assemblée participent à la prise de décision, cela afin d'éviter les "bourrages" de l'assemblée par des professionnels de la politique bourgeoise ou d'éléments à leur service. A cette fin, un des moyens utilisés par beaucoup d'assemblées étudiantes est de comptabiliser non les mains levées mais les cartes d'étudiant (qui sont différentes d'une université à l'autre) brandies. Cette question de l'ouverture des assemblées est une question cruciale pour la lutte de la classe ouvrière. Dans la mesure où, en temps "normal", c'est-à-dire en dehors des périodes de lutte intense, les éléments qui ont le plus d'audience dans les rangs ouvriers sont ceux qui appartiennent à des organisations de la classe capitaliste (syndicats ou partis politiques de "gauche"), la fermeture des assemblées constitue un excellent moyen pour ces organisations de conserver leur contrôle sur les travailleurs au détriment de la dynamique de leur lutte et au service, évidemment, des intérêts de la bourgeoisie. L'ouverture des assemblées qui permet aux éléments les plus avancés de la classe, et notamment aux organisations révolutionnaires, de contribuer à la prise de conscience des travailleurs en lutte, a toujours constitué une ligne de clivage dans l'histoire des combats de la classe ouvrière entre les courants qui défendent une orientation prolétarienne et ceux qui défendent l'ordre capitaliste. Les exemples sont nombreux. Parmi les plus significatifs on peut signaler celui du Congrès des Conseils ouvriers qui s'est tenu à la mi-décembre 1918 à Berlin, après que le soulèvement des soldats et des ouvriers contre la guerre, début novembre, ait conduit la bourgeoisie allemande, non seulement à mettre fin à la guerre, mais aussi à se débarrasser du Kaiser et à remettre le pouvoir politique au parti social-démocrate. Du fait de l'immaturité de la conscience dans la classe ouvrière de même que des modalités de désignation des délégués, ce Congrès était dominé par les sociaux-démocrates qui ont interdit la participation aussi bien de représentants des soviets révolutionnaires de Russie que de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les deux figures les plus éminentes du mouvement révolutionnaire, sous prétexte qu'ils n'étaient pas des ouvriers. Ce Congrès a finalement décidé de remettre tout son pouvoir au gouvernement dirigé par la social-démocratie, un gouvernement qui allait assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht un mois plus tard. Un autre exemple significatif est celui qui, au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT – Première Internationale), lors de son Congrès de 1866, a vu certains dirigeants français, tel Tolain, un ouvrier ciseleur en bronze, tenter d'imposer que "seuls les ouvriers puissent voter au congrès", une disposition qui visait principalement Karl Marx et ses camarades les plus proches. Au moment de la Commune de Paris de 1871, Marx fut un des plus ardents défenseurs de celle-ci alors que Tolain était à Versailles dans les rangs de ceux qui ont organisé l'écrasement de la Commune faisant 30 000 morts dans les rangs ouvriers.

Concernant le mouvement actuel des étudiants, il est significatif que les plus grandes résistances à l'ouverture des assemblées soit venue des membres patentés du syndicat étudiant UNEF (dirigé par le Parti socialiste) et que celles-ci se soient d'autant plus ouvertes que s'amenuisait l'influence de l'UNEF en leur sein.

Une expression de la reprise des luttes et du développement de la conscience de la classe ouvrière

Le mouvement actuel en France, lui non plus, ne peut s'expliquer par de simples considérations particulières (les "erreurs" du gouvernement Villepin) ou nationales. En fait, il constitue une confirmation éclatante de ce que le CCI a mis en évidence depuis 2003 : une tendance à la reprise des luttes de la classe ouvrière internationale et à

un développement de la conscience en son sein.

Ces caractéristiques que nous mettions en évidence lors de notre XVI[e] Congrès se sont pleinement manifestées dans le mouvement actuel des étudiants en France.

C'est ainsi que le lien entre générations de combattants s'est établi spontanément dans les assemblées étudiantes : non seulement les travailleurs les plus âgés (y compris des retraités) étaient autorisés à prendre la parole dans les AG, mais ils y étaient encouragés et c'est avec beaucoup d'attention et de chaleur que leurs interventions faisant part de leur expérience de la lutte étaient accueillies par la jeune génération.

Pour sa part, la préoccupation pour l'avenir (et non seulement pour une situation immédiate) est au cœur même de la mobilisation qui englobe des jeunes qui ne seront confrontés au CPE que dans plusieurs années (parfois plus de 5 ans pour ce qui concerne beaucoup de lycéens). Cette préoccupation pour l'avenir s'était déjà manifestée en 2003 sur la question des retraites où l'on avait pu voir de nombreux jeunes dans les manifestations ce qui était déjà aussi un indice de cette solidarité entre générations de la classe ouvrière. Dans le mouvement actuel, la mobilisation contre la précarité, et donc contre le chômage, pose de façon implicite, et explicite pour un nombre croissant d'étudiants et de jeunes travailleurs, la question de l'avenir que le capitalisme réserve à la société ; préoccupation qui est également partagée par de nombreux travailleurs âgés qui se demandent : "Quelle société laissons-nous à nos enfants ?"

La question de la solidarité (notamment entre générations mais aussi entre différents secteurs de la classe ouvrière) a été une des questions clé du mouvement :

• solidarité des étudiants entre eux, volonté de ceux qui étaient les plus en pointe, les mieux organisés, de venir appuyer leurs camarades confrontés à des situations difficiles (sensibilisation et mobilisation des étudiants plus réticents, organisation et conduite des AG, etc.) ;

• appels aux travailleurs salariés en mettant en avant le fait que l'attaque gouvernementale visait tous les secteurs de la classe ouvrière ;

• sentiment de solidarité parmi les travailleurs, même si ce sentiment n'a pu déboucher sur une extension de la lutte à part la participation aux journées d'action et aux manifestations ;

• conscience parmi beaucoup d'étudiants qu'ils ne sont pas les plus menacés par la précarité (qui touche plus massivement les jeunes non diplômés) mais que leur lutte concerne plus encore les jeunes les plus défavorisés, notamment ceux qui habitent les "banlieues" qui avaient "brûlé" à l'automne dernier.

Les jeunes générations reprennent le flambeau de la lutte

Une des caractéristiques majeures du mouvement actuel est le fait qu'il est porté par les jeunes générations. Et ce n'est nullement le fruit du hasard. Depuis quelques années, le CCI avait relevé l'existence au sein des nouvelles générations d'un processus de réflexion en profondeur même si non spectaculaire et qui se manifestait principalement par l'éveil à une politique communiste d'un nombre bien plus important qu'auparavant de jeunes éléments (dont certains ont, d'ores et déjà, fait le pas de rejoindre nos rangs). Il y voyait la "partie émergée de l'iceberg" d'un processus de prise de conscience affectant de larges secteurs des nouvelles générations prolétariennes qui, tôt ou tard, allaient s'engager dans de vastes combats.

• Le mouvement actuel des étudiants en France exprime l'émergence de ce processus souterrain qui avait commencé il y a déjà quelques années. Il est le signe que le plus fort de l'impact des campagnes idéologiques orchestrées depuis 1989 sur "la fin du communisme", "la disparition de la lutte de classe" (voire de la classe ouvrière) est maintenant derrière nous.

• En réalité, toutes proportions gardées, il en est de la reprise actuelle des combats de classe comme de la reprise historique de 1968 après 40 ans de contre-révolution : les générations qui ont subi la défaite et surtout la terrible pression des mystifications bourgeoises ne pouvaient plus animer un nouvel épisode de l'affrontement entre classes. De fait, c'est une génération qui était encore à l'école primaire au moment de ces campagnes, et qui n'a pas été directement affectée par elles, qui est aujourd'hui la première à reprendre le flambeau de la lutte.

La conscience, bien plus profonde qu'en 68, d'appartenir à la classe ouvrière

La comparaison entre la mobilisation étudiante d'aujourd'hui en France et les événements de mai 1968 permet de dégager un certain nombre de caractéristiques importantes du mouvement actuel. La majorité des étudiants en lutte actuellement l'affirme très clairement : "notre lutte est différente de celle de Mai 68". C'est tout à fait juste, mais il importe de comprendre pourquoi.

La première différence, et qui est fondamentale, consiste dans le fait que le mouvement de Mai 1968 s'est situé au tout début de la crise ouverte de l'économie capitaliste mondiale alors que celle-ci dure maintenant depuis près de quatre décennies (avec une forte aggravation à partir de 1974). A partir de 1967 on avait assisté dans plusieurs pays, notamment en Allemagne et en France, à une montée du nombre de chômeurs, ce qui constituait une des bases à la fois de l'inquiétude qui commençait à poindre parmi les étudiants et du mécontentement qui a conduit la classe ouvrière à engager la lutte. Cela dit, le nombre des chômeurs en France aujourd'hui est 10 fois plus élevé que celui de mai 1968 et ce chômage massif (de l'ordre de 10 % de la population active en chiffres officiels) dure déjà depuis plusieurs décennies. Il en résulte toute une série de différences.

Ainsi, même si les premières atteintes de la crise ont constitué un des éléments à l'origine de la colère étudiante en 1968, ce n'est nullement dans les

mêmes termes qu'aujourd'hui. A l'époque, il n'y avait pas de menace majeure de chômage ou de précarité à la fin des études. L'inquiétude principale qui affectait alors la jeunesse estudiantine était de ne pouvoir désormais accéder au même statut social que celui dont avait bénéficié la génération précédente de diplômés de l'université. En fait, la génération de 1968 était la première à être confrontée avec une certaine brutalité au phénomène de "prolétarisation des cadres" abondamment étudiée par les sociologues de l'époque. Ce phénomène avait débuté quelques années auparavant, avant même que la crise ouverte ne vienne se manifester, à la suite d'une augmentation très sensible du nombre d'étudiants dans les universités. Cette augmentation résultait des besoins de l'économie mais aussi de la volonté et de la possibilité de la génération de leurs parents, qui avait subi avec la Seconde Guerre mondiale une période de privations considérables, de pourvoir ses enfants d'une situation économique et sociale supérieure à la sienne. Cette "massification" de la population étudiante avait provoqué, depuis quelques années, un malaise grandissant résultant de la permanence au sein de l'Université de structures et de pratiques héritées d'un temps où seule une élite pouvait la fréquenter, notamment un fort autoritarisme. Une autre composante du malaise du monde étudiant, qui s'est fait notamment sentir à partir de 1964 aux États-Unis, était la guerre du Vietnam qui mettait à mal le mythe du rôle "civilisateur" des grandes démocraties occidentales et qui avait favorisé un engouement dans des secteurs significatifs de la jeunesse des universités pour les thèmes tiers-mondistes – guévaristes ou maoïstes. De nombreux étudiants de cette période se considéraient comme "révolutionnaires" tout comme ils considéraient comme "révolutionnaires" des personnages tels Che Guevara, Ho Chi Min ou Mao. Enfin, une des composantes de la situation de l'époque était le clivage très important entre la nouvelle génération et celle de ses parents à laquelle étaient adressées de multiples critiques. En particulier, du fait que cette génération avait travaillé dur pour se sortir de la situation de misère, voire de famine, résultant de la Seconde Guerre mondiale, il lui était reproché de ne se préoccuper que de bien-être matériel. D'où le succès des fantaisies sur la "société de consommation" et de slogans tels "ne travaillez jamais". Fille d'une génération qui avait subi de plein fouet la contre-révolution, la jeunesse des années 60 lui reprochait son conformisme et sa soumission aux exigences du capitalisme. Réciproquement, beaucoup de parents ne comprenaient pas et avaient du mal à accepter que leurs enfants traitent avec mépris les sacrifices qu'ils avaient consentis pour leur donner une situation économique meilleure que la leur.

Le monde d'aujourd'hui est bien différent de celui de 1968 et la situation de la jeunesse étudiante actuelle a peu de chose à voir avec celle des "sixties" :

• Ce n'est pas simplement l'inquiétude envers une dévalorisation de leur futur statut qui assaille la plupart des étudiants d'aujourd'hui. Prolétaires, ils le sont déjà pour une bonne moitié qui travaille pour pouvoir se payer des études et ils ne se font pas trop d'illusions sur de mirifiques situations sociales qui les attendraient à la fin de celles-ci. Ils savent surtout que leur diplôme leur donnera le "droit" de rejoindre la condition prolétarienne sous une de ses formes les plus dramatiques, le chômage et la précarité, l'envoi de centaines de CV sans réponse et les files d'attente aux agences pour l'emploi, et que leur accession à un emploi un peu plus stable, après toute une période de "galère" jalonnée par des stages non rémunérés et des contrats à durée déterminée, se fera dans beaucoup de cas à des postes ayant peu à voir avec leur formation et leurs aspirations.

• En ce sens, la solidarité que ressentent à l'heure actuelle les étudiants envers les travailleurs relève en premier lieu de la conscience chez la plupart d'entre eux qu'ils appartiennent au même monde, celui des exploités, en lutte contre un même ennemi, les exploiteurs. Elle est très éloignée de la démarche d'essence petite-bourgeoise des étudiants de 1968 en direction de la classe ouvrière, démarche manifestant une certaine condescendance à l'égard de cette dernière mêlée d'une fascination envers cet être mythique, l'ouvrier en bleu de chauffe, héros des lectures mal digérées des classiques du marxisme, quand ce n'était pas d'auteurs ayant peu à voir avec le marxisme, staliniens ou crypto staliniens. La mode qui a fait florès après 1968 des "établis", ces intellectuels qui ont choisi d'aller travailler en usine afin de "toucher la classe ouvrière", n'est pas près de revenir.

• C'est pour cela aussi que les thèmes comme la "société de consommation", même s'ils sont encore agités par quelques attardés anarchoïdes, n'ont aucun écho chez les étudiants en lutte. Quant à la formule "ne travaillez jamais", elle ne se présente plus, en aucune façon, comme un projet "radical" mais bien comme une terrible et angoissante menace.

Assemblée générale à la faculté de Tolbiac, Paris

La capacité d'éviter le piège de l'escalade de la violence aveugle provoquée par la bourgeoisie

La profondeur du mouvement des étudiants s'exprime également dans sa capacité à ne pas tomber dans le piège de la violence que la bourgeoisie lui a tendu à plusieurs reprises y compris en utilisant et manipulant les "casseurs" :

occupation policière de la Sorbonne, souricière à la fin de la manifestation du 16 mars, charges policières à la fin de celle du 18 mars, violences des "casseurs" contre les manifestants du 23 mars. Même si une petite minorité d'étudiants, notamment ceux influencés par les idéologies anarchisantes, se sont laissé tenter par les affrontements avec les forces de police, la grande majorité d'entre eux a eu à cœur de ne pas laisser pourrir le mouvement dans des affrontements à répétition avec les forces de répression. En ce sens, le mouvement actuel des étudiants a fait preuve d'une bien plus grande maturité que celui de 1968. La violence – affrontements avec les CRS et barricades – avait constitué, entre le 3 mai et le 10 mai 1968, une des composantes du mouvement qui, suite à la répression de la nuit du 10 au 11 et aux louvoiements du gouvernement, avait ouvert les portes de l'immense grève de la classe ouvrière. Cela dit, dans la suite du mouvement, les barricades et les violences étaient devenues un des éléments de la reprise en main de la situation par les différentes forces de la bourgeoisie, le gouvernement et les syndicats, notamment en sapant la très grande sympathie acquise dans un premier temps par les étudiants dans l'ensemble de la population et notamment la classe ouvrière. Pour les partis de gauche et pour les syndicats, il devenait facile de mettre sur un même plan ceux qui parlaient de la nécessité de la révolution et ceux qui brûlaient des voitures et n'avaient de cesse d'aller "au contact" avec les CRS. D'autant plus que, effectivement, c'étaient souvent les mêmes. Pour les étudiants qui se croyaient "révolutionnaires", le mouvement de Mai 68 était déjà la Révolution, et les barricades qui se dressaient jour après jour étaient présentées comme les héritières de celles de 1848 et de la Commune. Aujourd'hui, même lorsqu'ils se posent la question des perspectives générales du mouvement, et donc de la nécessité de la révolution, les étudiants sont bien conscients que ce ne sont pas des affrontements avec les forces de police qui font la force du mouvement. En fait, même si il est encore très loin de se poser la question de la révolution, et donc de réfléchir au problème de la violence de classe du prolétariat dans sa lutte pour le renversement du capitalisme, le mouvement a été confronté implicitement à ce problème et a su lui apporter une réponse dans le sens de la lutte et de l'être du prolétariat. Celui-ci a été confronté depuis le début à la violence extrême de la classe exploiteuse, la répression lorsqu'il essayait de défendre ses intérêts, la guerre impérialiste mais aussi à la violence quotidienne de l'exploitation. Contrairement aux classes exploiteuses, la classe porteuse du communisme ne porte pas avec elle la violence, et même si elle ne peut s'épargner l'utilisation de celle-ci, ce n'est jamais en s'identifiant avec elle. En particulier, la violence dont elle devra faire preuve pour renverser le capitalisme, et dont elle devra se servir avec détermination, est nécessairement une violence consciente et organisée et doit donc être précédée de tout un processus de développement de sa conscience et de son organisation à travers les différentes luttes contre l'exploitation. La mobilisation actuelle des étudiants, notamment du fait de sa capacité à s'organiser et à aborder de façon réfléchie les problèmes qui lui sont posés, y compris celui de la violence, est de ce fait beaucoup plus près de la révolution, du renversement violent de l'ordre bourgeois que ne pouvaient l'être les barricades de Mai 1968.

C'est justement la question de la violence qui constitue un des éléments essentiels permettant de souligner la différence fondamentale entre les émeutes des banlieues de l'automne 2005 et le mouvement des étudiants du printemps 2006. A l'origine des deux mouvements, il y a évidemment une cause commune : la crise insurmontable du mode de production capitaliste, l'avenir de chômage et de précarité qu'il réserve aux enfants de la classe ouvrière. Cependant, les émeutes des banlieues, exprimant fondamentalement un désespoir complet face à cette situation, ne sauraient en aucune façon être considérées comme une forme, même approximative, de la lutte de classe. En particulier, les composantes essentielles des mouvements du prolétariat, la solidarité, l'organisation, la prise en main collective et consciente

Assemblée générale à la faculté de Censier, Paris

de la lutte, étaient totalement absentes de ces émeutes. Aucune solidarité des jeunes désespérés envers les propriétaires des voitures qu'ils brûlaient et qui étaient celles de leurs voisins, de prolétaires eux-mêmes victimes du chômage et de la précarité. Bien peu de conscience de la part de ces émeutiers, souvent très jeunes, dont la violence et les destructions s'exerçaient de façon aveugle, et souvent sous forme de jeu. Quant à l'organisation et à l'action collective, elles prenaient la forme des bandes de cités dirigées par un petit "caïd" (tirant souvent son autorité du fait qu'il est le plus violent de la bande), et qui se faisaient concurrence entre elles pour gagner le concours du plus grand nombre de voitures brûlées. En réalité, la démarche des jeunes émeutiers d'octobre-novembre 2005 non seulement en fait des proies faciles pour toutes sortes de manipulations policières, mais nous donne une indication de comment les effets de la décomposition de la société capitaliste peuvent constituer une entrave au développement de la lutte et de la conscience du prolétariat.

Une expérience irremplaçable pour la politisation des jeunes générations

Une des raisons de la très grande maturité du mouvement actuel, notamment vis-à-vis de la question de la violence, réside dans la très forte participation des étudiantes et des lycéennes dans ce mouvement. Il est connu qu'à ces âges, les jeunes filles ont généralement une plus grande maturité que leurs camarades du sexe masculin. De plus, concernant la question de la violence, il est clair que les femmes se laissent en général moins facilement entraîner sur ce terrain que les hommes. En 1968, les étudiantes aussi ont participé au mouvement mais lorsque la barricade est devenue le symbole de celui-ci, le rôle qui leur a été dévolu a souvent été celui de faire-valoir des "héros" casqués qui posaient au sommet des tas de pavés, d'infirmières de ceux qui étaient blessés et de pourvoyeuses de sandwichs leur permettant de se restaurer entre deux affrontements avec les CRS. Rien de tel dans le mouvement d'aujourd'hui. Dans les "blocages" aux portes des universités, les étudiantes sont nombreuses et leur attitude est significative du sens que le mouvement a donné jusqu'à présent à ces piquets : non pas le "baston" vis-à-vis de ceux qui veulent aller en cours, mais l'explication, les arguments et la persuasion. Dans les assemblées générales et les différentes commissions, même si, le plus souvent, les étudiantes sont moins "grandes gueules" et moins engagées dans des organisations politiques que les garçons, elles constituent un élément de premier ordre dans l'organisation, la discipline et l'efficacité de celles-ci de même que dans leur capacité de réflexion collective. L'histoire des luttes du prolétariat a mis en évidence que la profondeur d'un mouvement pouvait être évaluée en partie par la proportion des ouvrières qui s'y impliquaient. En "temps normal" les femmes prolétaires, du fait qu'elles subissent une oppression encore plus étouffante que les prolétaires hommes sont, en règle générale moins impliquées qu'eux dans les conflits sociaux. Ce n'est qu'au moment où ces conflits atteignent une grande profondeur, que les couches les plus opprimées du prolétariat, notamment les ouvrières, se lancent dans le combat et la réflexion de classe. La très grande participation des étudiantes et des lycéennes dans le mouvement actuel, le rôle de premier plan qu'elles y jouent, constituent un indice supplémentaire non seulement de sa nature authentiquement prolétarienne, mais aussi de sa profondeur.

Comme on l'a vu, le mouvement actuel des étudiants en France constitue une expression de premier plan de la nouvelle vitalité du prolétariat mondial depuis 3 années, une nouvelle vitalité et une capacité accrue de prise de conscience. La bourgeoisie fera évidemment tout son possible pour limiter au maximum l'impact de ce mouvement pour l'avenir. Si elle en a les moyens, elle refusera de céder sur ses revendications principales afin de maintenir dans la classe ouvrière en France le sentiment d'impuissance qu'elle avait réussi à lui imposer en 2003. En tout état de cause, elle mettra tout en œuvre pour que la classe ouvrière ne tire pas les riches leçons de ce mouvement, notamment en provoquant un pourrissement de la lutte facteur de démoralisation ou bien une récupération par les syndicats et les partis de gauche. Cependant, quelles que soient les manœuvres de la bourgeoisie, cette classe ne pourra supprimer toute l'expérience accumulée pendant des semaines par des dizaines de milliers de futurs travailleurs, leur éveil à la politique et leur prise de conscience. C'est là un véritable trésor pour les luttes futures du prolétariat, un élément de premier plan de leur capacité à poursuivre leur chemin vers la révolution communiste. Il appartient aux révolutionnaires de participer pleinement, tant à la capitalisation de l'expérience présente qu'à l'utilisation de cette expérience dans les combats futurs.

(3 avril 2005)

Perspective du communisme

POURQUOI LE COMMUNISME EST NÉCESSAIRE ET POSSIBLE

Dans les luttes de la classe ouvrière, le rôle spécifique des révolutionnaires n'est pas seulement d'insister sur leur nécessité, sur l'importance de les généraliser et de les radicaliser contre les attaques du capitalisme, mais de montrer en quoi elles constituent des préparatifs pour un affrontement généralisé avec ce système en vue de son renversement et l'édification, sur ses ruines, d'une société nouvelle : le communisme. "Le communisme est mort", nous disent les porte-paroles attitrés ou inconscients de l'idéologie capitaliste lorsque les révolutionnaires évoquent une telle perspective pour l'humanité. "Le communisme est mort", répètent tristement beaucoup d'ouvriers encore prisonniers de la terrible campagne qui a suivi la chute du mur de Berlin et l'effondrement du stalinisme. Dans nos colonnes, et nous avons même consacré toute une brochure à ce sujet (*L'effondrement du stalinisme*), nous avions dénoncé le mensonge entretenu par toutes les forces du capital, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, qui amalgamait communisme et stalinisme, son pire fossoyeur. Avec la republication de ce premier volet d'une série d'articles écrits dans les années 1970, nous nous proposons de démontrer pourquoi le communisme n'est pas un rêve de quelques vieux dinosaures qui s'accrochent à l'idée de la lutte de classe, elle-aussi prétendument enterrée, et pourquoi il constitue non seulement une nécessité mais une possibilité bien réelle. En d'autres termes, nous allons voir qui a raison des révolutionnaires ou de ceux qui appellent à s'adapter à la nouvelle situation créée par l'effondrement du bloc stalinien qui aurait consacré une prétendue victoire définitive du capitalisme.

L'idée d'une société où n'existeraient plus ni la misère, ni l'oppression, ni les inégalités sociales ni la propriété privée, d'une société qui serait basée sur la solidarité, où l'homme ne serait plus "un loup pour l'homme", où "le libre épanouissement de chacun serait la condition du libre épanouissement de tous", n'est pas nouvelle. On la trouve dès l'antiquité sous des formes diverses depuis les écrits du philosophe grec Platon (qui par ailleurs défend l'esclavage !) jusqu'à la pensée des premiers chrétiens. On la retrouve au Moyen-Âge, notamment dans les mouvements millénaristes ou chez le moine allemand Münzer, un des chefs de la guerre des paysans.

Le capitalisme : un mode de production historiquement limité

Cependant, ce qui donne au communisme son véritable essor, c'est l'apparition dans la société d'une nouvelle classe qui, pour la première fois, porte en elle la possibilité de transformer en réalité ce vieux rêve de l'humanité : le prolétariat. Et c'est au sein même des révolutions bourgeoises du XVII^{e} siècle en Angleterre et de la fin du XVIII^{e} en France qu'on voit apparaître des courants politiques qui, de façon plus ou moins explicite, se réclament d'un tel projet. Alors que dans ces pays, le prolétariat est embryonnaire, il se donne déjà (avec par exemple les "Egaux" en France) une expression organisée pour la défense de ses intérêts historiques. Mais c'est vers le milieu du XIX^{e} siècle, avec le développement et la concentration de la classe ouvrière qui accompagnent l'apparition de la grande industrie, que le communisme précise ses objectifs et ses moyens, qu'il romp avec les utopies du passé (dont les plus fécondes sont certainement celles de Fourier, de Saint-Simon et de Owen), qu'il commence à se dégager des pratiques sectaires et conspiratives affectionnées par Blanqui et ses compagnons ainsi que des références religieuses auxquelles se rattache encore un communiste pourtant aussi lucide que Weitling, pour se donner sa première formulation scientifique et rigoureuse avec *le Manifeste du parti communiste* de 1848, document qui jette les bases théoriques de tout le développement ultérieur du mouvement prolétarien. Dans ce texte, le communisme n'est pas présenté comme l'invention de quelques visionnaires, qu'il s'agirait ensuite de mettre en application, mais bien comme la seule société qui puisse succéder à la société capitaliste et surmonter ses contradictions mortelles. L'idée essentielle de ce texte est que, comme toutes les sociétés qui l'ont précédé, le capitalisme n'est pas immortel. S'il a constitué une étape progressive dans le développement de l'humanité, notamment en unifiant le monde par la constitution d'un marché mondial, il porte en son sein des contradictions insurmontables qui le plongent dans des convulsions de plus en plus violentes et finiront par l'emporter. En permettant un développement prodigieux des forces productives matérielles de la société et au premier rang d'entre elles la classe ouvrière, il crée les conditions de son dépassement par une société qui aura pour bases cette abondance et dont le sujet est cette même classe ouvrière qui, située au plus bas de l'échelle sociale, ne peut s'émanciper qu'en émancipant toute l'humanité.

Décadence du capitalisme et perspective du communisme

Si *le Manifeste communiste* se trompait, comme ses auteurs Marx et Engels l'ont reconnu plus tard, en donnant l'impression que le capitalisme était déjà parvenu au faîte de son développement et que la révolution communiste était imminente, l'essentiel de la démarche qui est la sienne a été depuis amplement confirmé par les faits, et notamment l'idée que le capitalisme ne peut échapper à des crises économiques de plus en plus violentes.

Aujourd'hui, une nouvelle fois, la crise économique impose à la société cette aberration typique du capitalisme : des masses de dizaines et de centaines de millions d'individus sont

plongés dans la plus terrible des misères, non pas parce que la production est insuffisante mais parce qu'elle est… trop importante. Mais cette crise est d'un type différent de celles signalées par *le Manifeste*. Les crises du siècle dernier se situaient dans une période de pleine expansion du capitalisme et elles trouvaient une "solution" rapide par l'élimination des secteurs les moins rentables de l'économie et par la conquête de nouveaux marchés. En quelque sorte elles constituaient les battements de cœur d'un organisme en pleine vigueur. Par contre, depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est entré dans sa phase de déclin historique, de crise permanente. Désormais, il n'existe pas de solution réelle à la crise. Le système ne se survit plus que par un cycle infernal où se succèdent les phases de crise aiguë, de guerre, de reconstruction, de nouvelle crise aiguë, etc. qu'on ne peut plus comparer à des pulsations mais bien aux râles de son agonie. Comme l'annonçait l'Internationale Communiste en 1919, l'ère des guerres impérialistes et des révolutions était désormais ouverte, le communisme était à l'ordre du jour. Depuis, les convulsions successives subies par l'humanité n'ont fait que confirmer chaque fois un peu plus l'urgence du dépassement du mode de production capitaliste devenu une lourde entrave à son développement. Après la Première Guerre mondiale, la grande crise de 1929 était une autre illustration spectaculaire de la faillite du capitalisme et, à sa suite, l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale repoussait encore bien plus loin les limites de l'horreur qu'on avait cru atteintes avec la première boucherie impérialiste. Au total, depuis que le capitalisme est entré dans sa phase de décadence, l'humanité a payé de plus de cent millions de tués le maintien en vie de ce système sans compter les pertes terribles provoquées par la famine, la malnutrition et toute la misère dans laquelle il maintient et rejette plusieurs milliards d'hommes alors qu'en même temps il se livre au plus colossal gaspillage de richesses et de forces productives qu'on puisse imaginer.

La crise actuelle n'est donc pas la première manifestation de la faillite du capitalisme et de la nécessité de son remplacement par le communisme. Dans bien des domaines, elle ne fait que révéler, à une échelle certes encore plus grande, des contradictions qui avaient déjà explosé dans le passé. Mais, dans la mesure où c'est avec une envergure encore plus ample qu'apparaît le décalage entre les énormes possibilités que détient la société pour permettre une pleine satisfaction des besoins humains et l'usage catastrophique qui en est fait, la nécessité de l'édification d'une autre société se fait sentir aujourd'hui d'une façon encore plus impérieuse que par le passé.

Cette nouvelle société devra être en mesure de surmonter les contradictions qui accablent la société présente : c'est seulement de cette façon qu'elle ne sera pas une construction utopique de l'esprit mais une nécessité objectivement déterminée. Ses caractéristiques s'inscrivent donc comme les épreuves positives des négatifs que constituent les lois qui étranglent la société capitaliste.

Les causes profondes des maux qui ruinent le système capitaliste résident dans le fait que le but de la production n'est pas la satisfaction des besoins humains mais l'accumulation du capital, qu'il ne produit pas des valeurs d'usage mais des valeurs d'échange, que l'appropriation privée des moyens de production se heurte au caractère de plus en plus social de celle-ci. En d'autres termes, le capitalisme se décompose parce qu'il est basé sur l'exploitation du travail salarié et que la plus-value produite par cette exploitation ne trouve plus où se réaliser, c'est-à-dire s'échanger contre des biens qui pourraient entrer dans un cycle de reproduction élargie du capital.

Les bases de la société communiste

Les caractéristiques économiques du communisme sont donc les suivantes :

– le seul mobile de la production est la satisfaction des besoins humains ;
– les biens produits cessent d'être des marchandises, des valeurs d'échange, pour devenir uniquement des valeurs d'usage ;
– cadre trop étroit pour un processus productif devenu de plus en plus social, la propriété privée des moyens de production, qu'elle soit individuelle comme dans le capitalisme des origines ou étatique comme dans le capitalisme décadent, cède la place à leur socialisation, c'est-à-dire la fin de toute propriété, partant, de toute existence de classes sociales et, donc, de toute exploitation.

A cette description est souvent opposée l'objection : "Puisque ce sont là les caractéristiques d'une société idéale, la plus propice au développement humain, pourquoi une telle société n'est-elle pas déjà apparue dans le passé ?" En d'autres termes : "Pourquoi, aujourd'hui, une telle société serait-elle possible, alors qu'elle ne s'est pas réalisée dans le passé ?" A ces questions, les anarchistes dont la démarche s'apparente, le génie en moins, à celle des utopistes, répondent habituellement : "En fait, le communisme a toujours été possible, ce n'est pas un problème de conditions objectives, matérielles, mais de volonté humaine". Ce qu'ils n'expliquent pas, c'est pourquoi elle ne s'est pas manifestée jusqu'à présent, ou pourquoi elle ne s'est pas généralisée et réalisée quand elle s'est manifestée chez des courants minoritaires. Quant à lui, le marxisme donne une réponse sérieuse à cette question. Il explique qu'une des caractéristiques essentielles de l'évolution de l'humanité est le développement de ses forces productives, en d'autres termes de la productivité du travail humain. A chaque niveau de développement de ces forces productives a correspondu un

Source : *CAES magazine* nº 88 • automne 2008

Peu connues, les fraternisations constituent un vrai phénomène de proximité. Ici, soldats allemands et français près de Leintrey (Moselle), en 1917.

type donné des rapports de production, c'est-à-dire des relations établies entre les hommes dans l'activité de production des biens destinés à satisfaire leurs besoins. Dans les sociétés primitives, la productivité du travail est tellement faible qu'elle suffit à peine à satisfaire les besoins physiologiques élémentaires des membres de la communauté. De ce fait, l'exploitation et l'inégalité économique sont impossibles dans la mesure où si certains individus s'appropriaient ou consommaient des biens en quantité plus grande que d'autres, ces derniers seraient incapables de survivre. L'apparition de l'exploitation, en général sous forme d'esclavage des membres des communautés vaincues dans des conflits territoriaux, ne peut surgir que lorsque, à grands traits, la production moyenne d'un homme dépasse le minimum physiologique. Mais entre la satisfaction de ce minimum et une pleine satisfaction des besoins matériels et par suite intellectuels des hommes, il existe toute une marge de développement de la productivité du travail (c'est-à-dire de maîtrise de la nature) qui, historiquement, sépare justement la dissolution du communisme primitif de la possibilité du communisme supérieur. De la même façon que ce n'est pas parce que l'homme est "naturellement" bon qu'il n'exploitait pas ses semblables dans le premier, ce n'est nullement parce qu'il est devenu "mauvais" qu'il l'a fait depuis jusqu'à nos jours. L'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence de privilèges économiques ont été possibles parce que la production humaine moyenne était supérieure au minimum physiologique et nécessaires parce qu'elle ne pouvait pas satisfaire pleinement les besoins de la totalité des membres de la société.

Et tant que ce n'était pas le cas, le communisme était impossible, n'en déplaise aux anarchistes. Mais c'est justement une telle situation que le capitalisme a radicalement modifiée. Par l'énorme progrès qu'il a permis de faire à la productivité du travail, en exploitant méthodiquement la découverte scientifique, en généralisant le travail associé, en mettant en œuvre les richesses naturelles et humaines du monde entier, mais aussi, évidemment au prix d'une intensification de l'exploitation inconnue jusqu'à lui, il a enfin créé les bases matérielles du communisme. En se rendant potentiellement maître de la nature, il a créé les conditions pour que l'homme puisse être son propre maître.

L'enjeu pour l'avenir de l'humanité

Et c'est bien ce que la crise du capitalisme vient démontrer une nouvelle fois. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une société plonge la plus grande partie de ses membres dans la misère, non pas parce qu'elle ne produit pas assez, mais parce qu'elle produit trop eu égard aux lois qui la régissent.

Avant le capitalisme, l'humanité a connu des crises mais jamais des crises de surproduction. Aujourd'hui, ce mal congénital de ce régime se révèle avec une ampleur inégalée : la montée inexorable du chômage, le sous emploi croissant de l'ensemble des moyens de production, leur destruction massive dans les guerres, de plus en plus meurtrières et étendues, démontrent que les véritables utopistes sont ceux qui espèrent réformer ce système dans le sens de le rendre plus humain afin qu'il satisfasse le mieux les besoins humains sans le bouleverser de fond en comble.

L'ensemble des événements économiques, politiques et militaires depuis plus de trente ans témoignent du fait que l'humanité, si elle reste livrée aux lois du capitalisme, s'achemine vers une barbarie de plus en plus grande, une décomposition accélérée qui surpasserait très largement en horreur et chaos les guerres mondiales du XX^{e} siècle. Si l'incroyable puissance destructive des conflits impérialistes passés démontrait que l'homme avait suffisamment développé les forces productives permettant d'établir la société communiste, cela montrait en même temps qu'il était aussi capable de détruire l'humanité. Ce n'est donc pas seulement pour assurer l'épanouissement de l'espèce humaine que le communisme est aujourd'hui nécessaire, mais plus simplement pour permettre sa survie.

le prolétariat est la seule classe porteuse de la société future

Dès que le prolétariat a commencé à mettre en avant son propre projet, la bourgeoisie n'a eu que mépris pour ce qu'elle considérait comme des élucubrations de prophètes en mal de public. Lorsqu'elle se donnait la peine de dépasser ce simple mépris, la seule chose qu'elle pouvait imaginer, c'est qu'il en serait des ouvriers comme il en avait été des autres exploités aux époques antérieures : ils ne pourraient que rêver des utopies impossibles. Évidemment, l'histoire semblait donner raison à la bourgeoisie et celle-ci résumait sa philosophie dans les termes : *"Toujours il y a eu des pauvres et des riches, il y en aura toujours. Les pauvres ne gagnent rien à se révolter : ce qu'il convient de faire, c'est que les riches n'abusent pas de leur richesse et se préoccupent de soulager la misère des plus pauvres"*. Les curés et les dames patronnesses se sont fait les porte-parole et les praticiens de cette "philosophie". Ce que la bourgeoisie se refusait à voir, c'est que son système économique et social, pas plus que les précédents, ne pouvait être éternel, et que, au même titre que l'esclavagisme ou la féodalité, il était condamné à laisser la place à un autre type de société.

Les bases matérielles du communisme

De même que les caractéristiques du

capitalisme avaient permis de résoudre les contradictions qui avaient terrassé la société féodale (comme cela avait été déjà le cas de cette dernière vis-à-vis de la société antique), les caractéristiques de la société appelée à résoudre les contradictions mortelles qui assaillent le capitalisme découlent du même type de nécessité. C'est donc en partant de ces contradictions qu'il est possible de définir les caractéristiques de la future société.

On ne peut, évidemment, dans le cadre de cet article, revenir en détail sur ces contradictions. Depuis plus d'un siècle, le marxisme s'y est employé de façon systématique et notre propre organisation y a consacré de nombreux textes [32]. Cependant on peut résumer à grands traits les origines de ces contradictions. Elles résident dans les caractéristiques essentielles du système capitaliste : c'est un mode de production qui a généralisé l'échange marchand à tous les biens produits alors que, dans les sociétés du passé, seule une partie, souvent très minime, de ces biens était transformée en marchandises. Cette colonisation de l'économie par la marchandise a même affecté, dans le capitalisme, la force de travail mise en oeuvre par les hommes dans leur activité productive. Privé de moyens de production, le producteur n'a d'autre possibilité, pour survivre, que de vendre sa force de travail à ceux qui détiennent les moyens de production : la classe capitaliste, alors que dans la société féodale par exemple, où existait déjà une économie marchande, c'est le fruit de son travail que l'artisan ou le paysan vendait. Et c'est bien cette généralisation de la marchandise qui est à la base des contradictions du capitalisme : la crise de surproduction trouve ses racines dans le fait que le but de ce système n'est pas de produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'échange qui doivent trouver des acheteurs. C'est dans l'incapacité de la société à acheter la totalité des marchandises produites (bien que les besoins soient très loin d'être satisfaits) que réside cette calamité qui apparaît comme une véritable absurdité : le capitalisme s'effondre non parce qu'il produirait trop peu, mais parce qu'il produit trop.

La première caractéristique du communisme sera donc l'abolition de la marchandise, le développement de la production de valeurs d'usage et non de valeurs d'échange.

En outre, le marxisme, et particulièrement Rosa Luxemburg, a mis en évidence qu'à l'origine de la surproduction réside la nécessité pour le capital, considéré comme un tout, de réaliser, par la vente en dehors de sa propre sphère, la part des valeurs produites correspondant à la plus-value extirpée aux prolétaires et destinée à son accumulation. A mesure que cette sphère extra-capitaliste se réduit, les convulsions de l'économie ne peuvent prendre que des formes de plus en plus catastrophiques.

Ainsi, le seul moyen de surmonter les contradictions du capitalisme réside dans l'abolition de toutes les formes de marchandises, et en particulier de la marchandise force de travail, c'est-à-dire du salariat.

L'abolition de l'échange marchand suppose que soit aboli également ce qui en constitue la base : la propriété privée. Ce n'est que si les richesses de la société sont appropriées par celle-ci de façon collective que pourra disparaître l'achat et la vente de ces richesses (ce qui existait déjà, sous une forme embryonnaire, dans la communauté primitive). Une telle appropriation collective par la société des richesses qu'elle produit, et en premier lieu, des moyens de production, signifie qu'il n'est plus possible à une partie d'elle-même, à une classe sociale (y compris sous la forme d'une bureaucratie d'Etat), de disposer des moyens d'en exploiter une autre partie. Ainsi l'abolition du salariat ne peut être réalisée sur la base de l'introduction d'une autre forme d'exploitation, mais uniquement par l'abolition de l'exploitation sous toutes ses formes. Et contrairement au passé, non seulement le type de transformation qui puisse aujourd'hui sauver la société ne peut désormais aboutir sur de nouveaux rapports d'exploitation, mais le capitalisme a réellement créé les prémices matérielles d'une abondance permettant le dépassement de l'exploitation. Ces conditions d'une abondance, elles aussi, se révèlent dans l'existence des crises de surproduction (comme le relève *le Manifeste communiste*).

32) Voir notamment notre brochure *la* Décadence du capitalisme.

Les spartakistes sur des barricades faites avec des rouleaux de papier.

Toute classe exploitée n'est pas forcément révolutionnaire

La question qui est posée est donc : quelle force dans la société est en mesure d'opérer cette transformation, d'abolir la propriété privée, de mettre fin à toute forme d'exploitation ?

La première caractéristique de cette classe est d'être exploitée car seule une telle classe peut être intéressée à l'abolition de l'exploitation. Si dans les révolutions du passé, la classe révolutionnaire ne pouvait, en aucune façon, être une classe exploitée, dans la mesure où les nouveaux rapports de production étaient nécessairement des rapports d'exploitation, c'est exactement le contraire qui est vrai aujourd'hui. En leur temps, les socialistes utopistes (tels Fourier, Saint-Simon, Owen) avaient caressé l'illusion que la révolution pourrait être prise en charge par des éléments de la bourgeoisie elle-même. Ils espéraient qu'il se trouverait, au sein de la classe dominante, des philanthropes éclairés et fortunés qui, comprenant la supériorité du communisme sur le capitalisme, seraient disposés à financer des projets de communautés idéales dont l'exemple ferait ensuite tâche d'huile. Comme l'histoire n'est pas faite par des individus mais par des classes, ces espérances furent déçues

Photo : le Soviet de soldats de Pétrograd

Mars 1917. Se met alors en place un gouvernement provisoire de la bourgeoisie dirigé par Kerensky (auquel participent les mencheviks) et qui veut continuer la guerre. Mais dès les premiers jours, des conseils d'ouvriers et de soldats sont constitués : les soviets. Celui de Saint-Pétersbourg, rebaptisée Petrograd, est le plus important. Les soviets sont la base du pouvoir. Plus tard, les ouvriers et soldats seront rejoints par la grosse masse des paysans. Il y a deux pouvoirs concurrents et les tensions entre le Gouvernement provisoire et le Soviet de Pétrograd vont s'amplifier jusqu'en octobre 1917, quand les soviets s'empareront de tout le pouvoir.

en quelques décennies. Même s'il s'est trouvé quelques rares membres de la bourgeoisie pour adhérer aux idées généreuses des utopistes, l'ensemble de la classe dominante, comme telle, s'est évidemment détournée, quand elle n'a pas combattu, de telles tentatives qui avaient pour projet sa propre disparition.

Cela dit, le fait d'être une classe exploitée ne suffit nullement, comme on l'a vu, pour être une classe révolutionnaire. Par exemple il existe encore aujourd'hui, dans le monde, et particulièrement dans les pays sous-développés, une multitude de paysans pauvres subissant l'exploitation sous forme d'un prélèvement sur le fruit de leur travail qui vient enrichir une partie de la classe dominante, soit directement, soit à travers les impôts, soit par les intérêts qu'ils versent aux banques ou aux usuriers auprès desquels ils sont endettés. C'est sur le constat de la misère, souvent insupportable de ces couches paysannes que reposaient toutes les mystifications tiers-mondistes, maoïstes, guévaristes, etc. Lorsque ces paysans ont été conduits à prendre les armes, c'était comme fantassins de telle ou telle clique de la bourgeoisie qui s'est empressée, une fois au pouvoir, de renforcer encore l'exploitation, souvent sous des formes particulièrement atroces (voir, par exemple, l'aventure des Khmers rouges au Cambodge, dans la seconde moitié des années 70). Le recul de ces mystifications (que diffusaient tant les staliniens que les trotskistes et même certains "penseurs radicaux" comme Marcuse) n'est que la sanction de l'échec patent de la prétendue "perspective révolutionnaire" qu'aurait portée la paysannerie pauvre. En réalité, les paysans, bien qu'ils soient exploités de multiples façons et qu'ils puissent mener des luttes parfois très violentes pour limiter leur exploitation, ne peuvent jamais donner comme objectif à ces luttes l'abolition de la propriété privée puisqu'ils sont eux-mêmes de petits propriétaires ou que, vivant aux cotés de ces derniers, ils aspirent à le devenir [33]. Et même lorsque les paysans se dotent de structures collectives pour augmenter leur revenu à travers une amélioration de leur productivité ou de la commercialisation de leurs produits, c'est, en règle générale, sous la forme de coopératives, lesquelles ne remettent en cause ni la propriété privée, ni l'échange marchand. En résumé, les classes et couches sociales qui apparaissent comme des vestiges du passé (exploitants agricoles, artisans, professions libérales, etc.), qui ne subsistent que parce que le capitalisme, même s'il domine totalement l'économie mondiale, est incapable de transformer tous les producteurs en salariés, ne peuvent porter de projet révolutionnaire. Bien au contraire, la seule perspective dont elles puissent éventuellement rêver est celle d'un retour à son mythique "âge d'or" du passé : la dynamique de leurs luttes spécifiques ne peut être que réactionnaire.

En réalité, dans la mesure où l'abolition de l'exploitation se confond, pour l'essentiel, avec l'abolition du salariat, seule la classe qui subit cette forme spécifique d'exploitation, c'est-à-dire le prolétariat, est en mesure de porter un projet révolutionnaire. Seule la classe exploitée au sein des rapports de production capitalistes, produit du développement de ces rapports de production, est capable de se doter d'une perspective de dépassement de ces derniers.

Seul le prolétariat peut renverser le capitalisme

Produit du développement de la grande industrie, d'une socialisation comme jamais l'humanité n'en a connue du processus productif, le prolétariat moderne ne peut rêver d'aucun retour en arrière [34]. Par exemple,

33) Il existe un prolétariat agricole dont le seul moyen d'existence est de vendre contre salaire sa force de travail aux propriétaires des terres. Cette partie de la paysannerie appartient à la classe ouvrière et constituera, au moment de la révolution, sa tête de pont dans les campagnes. Cependant, vivant son exploitation comme conséquence d'une "malchance" qui l'a privé de l'héritage d'une terre, ou qui lui a attribué une parcelle trop petite, le salarié agricole, qui souvent est saisonnier ou commis dans une exploitation familiale, tend, la plupart du temps, à se rallier au rêve d'une accession à la propriété et d'un meilleur partage des terres. Seule la lutte, à un stade avancé, du prolétariat urbain, lui permettra de se détourner de ces chimères en lui proposant comme perspective la socialisation de la terre au même titre que des autres moyens de production.

34) A l'aube du développement de la classe ouvrière, certains secteurs de celle-ci, mis au chômage à cause de l'introduction de nouvelles machines, avaient dirigé leur révolte contre ces machines en

alors que la redistribution ou le partage des terres peut être une revendication "réaliste" des paysans pauvres, il serait absurde que les ouvriers, qui fabriquent de façon associée des produits incorporant des pièces, des matières premières et une technologie qui proviennent du monde entier, se proposent de découper leur entreprise en morceaux pour se la partager. Même les illusions sur l'autogestion, c'est-à-dire une propriété commune de l'entreprise par ceux qui y travaillent (ce qui constitue une version moderne de la coopérative ouvrière) commencent à avoir fait leur temps. Après de multiples expériences (comme l'usine LIP en France, au début des années 70) qui, en général, se sont soldées par un affrontement entre l'ensemble des travailleurs et ceux qu'ils avaient nommés comme gérants, la majorité des ouvriers est bien consciente que, face à la nécessité de maintenir la compétitivité de l'entreprise dans le marché capitaliste, autogestion veut dire auto-exploitation. C'est uniquement vers l'avant que peut regarder le prolétariat lorsque se développe sa lutte historique : non pas vers un morcellement de la propriété et de la production capitaliste, mais vers l'achèvement du processus de leur socialisation que le capitalisme a fait avancer de façon considérable mais qu'il ne peut, par nature, achever, même lorsqu'elles sont concentrées entre les mains d'un État national (comme c'était le cas dans les régimes staliniens).

Pour accomplir cette tâche, la force potentielle du prolétariat est considérable.

D'une part, dans la société capitaliste développée, l'essentiel de la richesse sociale est produite par le travail de la classe ouvrière même si, encore aujourd'hui, celle-ci est minoritaire dans la population mondiale. Dans les pays industrialisés, la part du produit national qu'on peut attribuer à des travailleurs indépendants (paysans, artisans, etc.) est négligeable. C'est même le cas dans les pays arriérés ou, pourtant, la majorité de la population vit (ou survit) du travail de la terre.

D'autre part, par nécessité, le capital a concentré la classe ouvrière dans des unités de production géantes, qui n'ont rien à voir avec ce qui pouvait exister du temps de Marx. En outre, ces unités de production sont elles-mêmes, en général, concentrées au cœur ou à proximité des villes de plus en plus peuplées. Ce regroupement de la classe ouvrière, tant dans ses lieux d'habitation que de travail, constitue une force sans pareille dès lors qu'elle sait le mettre à profit, en particulier par le développement de sa lutte collective et de sa solidarité.

Enfin, une des forces essentielles du prolétariat est sa capacité de prise de conscience. Toutes les classes, et particulièrement les classes révolutionnaires, se sont donné une forme de conscience. Mais celle-ci ne pouvait être que mystifiée, soit que le projet mis en avant ne puisse aboutir (cas de la guerre des paysans de 1525 en Allemagne, par exemple), soit que la classe révolutionnaire se trouve obligée de mentir, de masquer la réalité à ceux qu'elle veut entraîner dans son action mais qu'elle va continuer à exploiter (cas de la révolution bourgeoise de 1789 avec ses slogans "Liberté, égalité, fraternité"). N'ayant, comme classe exploitée et porteuse d'un projet révolutionnaire qui abolira toute exploitation, à masquer ni aux autres classes, ni à lui-même, les objectifs et les buts ultimes de son action, le prolétariat peut développer, au cours de son combat historique, une conscience libre de toute mystification. De ce fait, celle-ci peut s'élever à un niveau de très loin supérieur à celui que n'a jamais pu atteindre la classe ennemie, la bourgeoisie. Et c'est bien cette capacité de prise de conscience qui constitue, avec son organisation de classe, la force déterminante du prolétariat.

Depuis qu'avec l'apparition de la classe ouvrière a surgi sa conscience du fait qu'elle était le sujet de la révolution communiste, s'est posé le problème de son organisation en vue de cette tâche. Longtemps, et les révolutionnaires avec lui, le prolétariat a balbutié sur cette question. Dans un premier temps (de Babeuf à Blanqui) les petites sectes conspiratrices ont eu sa faveur. Ensuite, les différentes sociétés ouvrières, coopératives professionnelles ou syndicales, telles que celles rassemblées dans l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale fondée en 1864) ont semblé constituer cette auto-organisation de la classe ouvrière en vue de son émancipation. Puis les grands partis de masse rassemblés dans la II[e] Internationale (1889-1914) et les syndicats s'y rattachant se sont présentés comme le levier de la transformation de la société. Mais l'histoire devait montrer que si ces formes d'organisation correspondaient à des étapes du développement tant de la capacité de la classe ouvrière à lutter contre l'exploitation que sa conscience des buts historiques et immédiats, aucune d'entre elles n'était appropriée pour l'accomplissement de sa tâche historique : la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme. C'est lorsque les conditions de vie du capitalisme lui-même ont mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne que la classe ouvrière a trouvé la forme d'organisation apte à accomplir cette révolution : les conseils ouvriers. Leur apparition en Russie en 1905 signifiait qu'on était à un tournant de l'histoire de la société capitaliste : la fin de son époque progressiste, son entrée dans la décadence, dans "l'ère des guer-

les détruisant. Cette tentative de retour en arrière n'était qu'une forme embryonnaire de la lutte ouvrière qui fut vite dépassée par le développement économique et politique du prolétariat.

Il y a 90 ans, le 8 mars 1917, les femmes ouvrières manifestent à Petrograd, capitale de la Russie, pour réclamer du pain et le retour de leurs proches partis au front. C'est le premier jour de la Révolution russe.

res impérialistes et des révolutions prolétariennes", comme devaient le comprendre les révolutionnaires par la suite. De même, si depuis Blanqui, les révolutionnaires avaient compris la nécessité de l'instauration de la dictature du prolétariat comme levier de la transformation de la société, ils n'ont compris la forme concrète que prendrait cette dictature qu'avec l'expérience de la classe elle-même, et encore avec du retard. Emboîtant le pas aux anciennes conceptions de Marx et Engels, Trotsky, qui pourtant avait joué un rôle décisif à la tête du Soviet (conseil ouvrier) de Pétrograd, pouvait encore écrire en 1906, trente-cinq ans après 1871 : *"Le socialisme international considère que la république est la seule forme possible de l'émancipation socialiste, à la condition que le prolétariat l'arrache aux mains de la bourgeoisie et la transforme, 'd'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre' en une arme pour l'émancipation socialiste de l'humanité"*.

Les conseils ouvriers, forme de la dictature du prolétariat

Ainsi, pendant longtemps, une "véritable république démocratique" dans laquelle le parti prolétarien aurait joué le rôle dirigeant fit-elle figure de forme de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'avec la révolution de 1917 en Russie que les révolutionnaires, et en premier lieu Lénine, comprennent clairement que la "forme enfin trouvée" de la dictature du prolétariat n'est autre que le pouvoir des conseils ouvriers, ces organes apparus spontanément dès 1905 au cours de la lutte révolutionnaire et qui se caractérisent par :

– leur constitution sur la base des assemblées générales ouvrières ;
– l'élection et la révocabilité à tout moment des délégués, l'unité entre la prise de décision et l'application de cette décision (non séparation entre "législatif" et "exécutif") ;
– leur regroupement et centralisation non sur des bases professionnelles ou industrielles mais sur des bases territoriales (ce ne sont pas les typographes ou les travailleurs du textile qui se regroupent comme dans les syndicats, mais les travailleurs d'une entreprise, d'un quartier, d'une ville, d'une région, etc.).

Cette forme spécifique d'organisation de la classe ouvrière est directement adaptée aux tâches qui attendent le prolétariat dans la révolution.

En premier lieu, il s'agit d'une organisation générale de la classe, regroupant l'ensemble des travailleurs. Auparavant, toutes les formes d'organisations ayant existé, y compris les syndicats, ne regroupaient qu'une partie de la classe. Si cela était suffisant pour que le prolétariat puisse exercer une pression sur le capitalisme afin de défendre au mieux ses intérêts dans le système, c'est seulement en s'organisant en totalité que la classe est en mesure d'accomplir sa tâche historique de destruction du système capitaliste et d'instauration du communisme. Si l'action et le pouvoir d'une partie de la bourgeoisie (ses partis politiques) était possible et même nécessaire dans l'accomplissement de sa révolution, c'est que cette classe elle-même ne constituait qu'une partie infime de la population, qu'elle était une classe exploiteuse, et que par ailleurs, seule une minorité d'elle-même pouvait se hisser au-dessus des conflits d'intérêts qui l'ont toujours traversée du fait des rivalités économiques existant entre ses divers secteurs. Par contre, tant du fait qu'il n'existe pas d'antagonismes ni de rivalités au sein du prolétariat que du fait que la société qu'il est appelé à instaurer abolit toute exploitation et toute division en classes, que le mouvement qu'il conduit est "celui de l'immense majorité au bénéfice de l'immense majorité" (*le Manifeste communiste*), seule son organisation générale est en mesure d'accomplir cette tâche historique.

En deuxième lieu, l'élection et la révocabilité à tout moment des différentes charges, expriment le caractère éminemment dynamique du processus révolutionnaire, le perpétuel bouleversement tant de la société que celui qui traverse la classe elle-même, notamment dans le développement de sa conscience : ceux qui avaient été nommés pour telle ou telle tâche, ou parce que leurs positions correspondaient à tel niveau de conscience de la classe ne sont plus nécessairement à leur place lorsque surgissent de nouvelles tâches ou que ce niveau de conscience a évolué. Elles expriment également le rejet par la classe en action de toute spécialisation définitive, de toute division en son sein entre "masses et chefs", la fonction essentielle de ces derniers (les éléments les plus avancés de la classe) étant justement de tout faire pour que disparaissent les conditions qui ont provoqué leur apparition : l'hétérogénéité du niveau de conscience dans la classe.

Si dans les syndicats, même quand ils étaient encore des organes de la classe ouvrière, il pouvait exister des fonctionnaires permanents, c'était dû au fait que ces organes de défense des intérêts ouvriers dans la société capitaliste portaient en eux certaines des caractéristiques de cette société. De même qu'il utilisait des instruments spécifiquement bourgeois comme le suffrage universel et le Parlement, le prolétariat reproduisait en son propre sein certains traits de son ennemi bourgeois tant qu'il cohabitait avec lui et que l'heure de sa destruction n'avait pas encore sonné. La forme d'organisation statique des syndicats exprimait le mode de lutte de la classe ouvrière lorsque la révolution n'était pas encore possible. La forme d'organisation dynamique des conseils ouvriers est à l'image de la tâche qui est enfin à l'ordre du jour : la révolution communiste.

De même, l'unité entre la prise de décision et son application exprime ce même rejet de la part de la classe révolutionnaire de toute spécialisation institutionnalisée, elle traduit le fait que c'est toute la classe qui non seulement prend les décisions essentielles qui la concernent mais aussi participe à l'action de transformation de la société.

En troisième lieu, l'organisation sur une base territoriale et non plus professionnelle ou industrielle exprime la nature différente des tâches prolétariennes. Lorsqu'il s'agissait de faire pression sur un patron ou sur un syndicat patronal en vue d'une augmentation des salaires ou de meilleures conditions de travail, l'organisation par métier ou par branche industrielle avait un sens. Même une organisation aussi archaïque que celle du métier permettait une réelle efficacité des travailleurs contre l'exploitation ; notamment, elle empêchait les patrons de faire appel à d'autres ouvriers d'une profession lorsque certains étaient en grève. La solidarité entre typographes, cigariers ou doreurs sur bronze était un embryon d'une réelle solidarité de classe, une étape dans l'unification de la classe ouvrière en même temps qu'elle pouvait faire reculer les patrons. Même si pesaient sur elle les distinctions et divisions propres à l'économie capitaliste, l'organisation syndicale était donc un moyen réel de lutte dans le système. Par contre, lorsqu'il s'agira non plus de faire reculer tel ou tel secteur du capitalisme, mais de s'affronter à lui en totalité, de le détruire et d'instaurer une autre société, l'organisation spécifique des typographes ou des ouvriers du caoutchouc ne saurait avoir le moindre sens. Pour prendre en main l'ensemble de la société, c'est sur une base territoriale que s'organise la classe ouvrière même

si les assemblées de base se tiennent au niveau des entreprises.

Une telle tendance existe déjà à l'heure actuelle dans les luttes de résistance contre l'exploitation qui, loin de se donner une forme syndicale, rejettent cette forme pour s'organiser en assemblées générales souveraines, nommer des comités de grève élus et révocables, briser le carcan professionnel ou industriel pour s'étendre au niveau territorial.

D'une part, cette tendance exprime le fait que, dans sa période de décadence, le capitalisme prenant une forme de plus en plus étatique, l'ancienne distinction entre luttes politiques (qui étaient l'apanage des partis ouvriers du passé) et luttes économiques (dont les syndicats avaient la responsabilité) a aujourd'hui de moins en moins de sens : toute lutte économique sérieuse devient politique en s'affrontant à l'Etat : soit à ses policiers, soit à ses représentants dans l'usine, les syndicats. D'autre part, elle indique la signification profonde des luttes présentes comme préparatifs des affrontements décisifs de la période révolutionnaire : même si c'est un aiguillon économique (la crise, l'aggravation intolérable de l'exploitation) qui jette les ouvriers dans ces affrontements, les tâches qui se présentent à eux sont éminemment politiques : attaque frontale et armée contre l'Etat bourgeois, instauration de la dictature du prolétariat.

Cette unité entre le politique et l'économique qu'exprime l'organisation du prolétariat en conseils ouvriers nous amène donc à entrer plus en détail sur les tâches essentielles qui se présentent à lui dans la révolution.

Le cadre général des tâches du prolétariat dans la révolution

Une des premières questions qui a été comprise par les communistes, notamment dès Babeuf, est que, dans la révolution prolétarienne, l'aspect politique précède et conditionne l'aspect économique. C'est là un schéma complètement opposé à celui qui a prévalu dans la révolution bourgeoise. En effet, l'économie capitaliste s'était développée à l'intérieur de la société féodale, dans les interstices de celle-ci, pourrait-on dire. La nouvelle classe révolutionnaire, la bourgeoisie, pouvait donc conquérir tout un pouvoir économique dans la société alors que les structures politiques et

Karl Liebknecht sur le Wahlkampf en 1918

administratives étaient encore liées à la féodalité (monarchie absolue, privilèges économiques et politiques de la noblesse, etc.). Ce n'est que lorsque le mode de production capitaliste était devenu dominant, c'est-à-dire qu'il conditionnait l'ensemble de la vie économique (y compris celle qui n'était pas directement capitaliste comme la petite production agricole ou artisanale), que la bourgeoisie, forte de sa puissance matérielle, se lançait à l'assaut du pouvoir politique afin d'adapter celui-ci à ses besoins spécifiques et aplanir le terrain pour une nouvelle expansion économique. Il en fut ainsi, notamment lors de la révolution anglaise de 1640 et de la révolution française de 1789. En ce sens, la révolution bourgeoise parachève toute une période de transition au cours de laquelle se sont développées dans la société féodale, au point de la supplanter, les bases économiques d'une nouvelle société. Tout autre est le schéma de la révolution prolétarienne. Dans la société capitaliste, la classe ouvrière ne possède aucune propriété, aucune assise matérielle tremplin de sa future domination sur la société. Toutes les tentatives inspirées des conceptions utopistes ou proudhoniennes ont échoué : le prolétariat ne peut créer "d'îlots" de communisme dans la société présente. Toutes les communautés ou coopératives ouvrières ont été soit détruites, soit récupérées par le capitalisme. Ce qu'avaient compris Babeuf, Blanqui et Marx contre les utopistes, Proudhon et les anarchistes, c'est que la prise du pouvoir politique par le prolétariat est le point de départ de sa révolution, le levier avec lequel il transformera progressivement la vie économique de la société en vue d'abolir toute économie. C'est pour cela d'ailleurs que, comme l'écrivait Marx, si : *"Conformément à sa nature limitée et ambiguë, une révolution à âme politique organise donc une sphère dominante dans la société, aux dépens de la société* (...) *sans révolution, le socialisme ne peut se réaliser. Il a besoin de cet acte politique, dans la mesure où il a besoin de destruction et de dissolution. Mais là où commence son activité organisatrice, et où émerge son but propre, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique"*.

Dans la mesure où le capitalisme avait déjà créé ses bases économiques au moment de la révolution bourgeoise, celle-ci était essentiellement politique. Par contre, celle du prolétariat commence par un acte politique en tant que condition du développement de son aspect non seulement économique mais social, développement qui créera les conditions du communisme.

Ainsi, les Conseils ouvriers ne sont nullement des organes "d'autogestion", c'est-à-dire des organes de gestion de l'économie (c'est-à-dire de la misère) capitaliste. Ils sont l'organe d'abord politique, mais également social que se donne la classe ouvrière pour transformer progressivement la société telle qu'elle sort du capitalisme et vers le communisme.

(D'après *Révolution internationale*)

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XX^{e} siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association internationale des travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^{e} Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.

PUBLICATIONS TERRITORIALES DU C.C.I.

Ecrire aux adresses suivantes sans mention du nom de la publication :

INTERNATIONALISME
BP 94
2600 BERCHEM, BELGIQUE

ACCIÓN PROLETARIA
Apartado de Correos 258
VALENCIA 46080, ESPAGNE

RÉVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153, 108 rue Damremont
75018 PARIS, FRANCE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
LONDON WC1 N 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

COMMUNIST INTERNATIONALIST
[en langue hindi]
POB 25, NIT FARIDABAD 121 00
HARYANA, INDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

REVOLUCIÓN MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024
C.P. 02600, Distrito Federal, MEXICO – MEXIQUE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH GOUDA, PAYS-BAS

WELTREVOLUTION
Postfach 410308
50863 KOLN, ALLEMAGNE

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 ZÜRICH, SUISSE

INTERNATIONALISM
PO Box 288
NEW YORK, N.Y. 10018-0288, U.S.A.

INTERNACIONALISMO VENEZUELA
A cause de la situation politique actuelle, la BP est fermée.
Ecrire en Espagne ou à
venezuela@internationalism.org

INTERNET

www.internationalism.org/french
france@internationalism.org

Supplément à
Révolution internationale nº 416
Imprimerie spéciale
Septembre 2010
Directeur de la publication : D. Vancelst

I.S.B.N. : 2-9526791-6-9
9 782952 679169

4 euros / 5 FS / 5 $ Can